USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

ANALYSE DE MARCHÉ: L'OR DE L'EXPLOITATION ARTISANALE ET À PETITE ÉCHELLE (EMAPE) DE L'EST DE LA RDC

Projet pour l'or commercialement viable et sans conflit (CVCFG) financé par USAID, Accord de Coopération No. 72066018CA00004

Cette publication a été produite pour révision par l'Agence américaine pour le développement international. Elle a été préparée par Levin Sources, au cours de l'année 1 du programme CVCFG dirigé par Global Communities. Les vues exprimées par les auteurs dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Agence américaine pour le développement international ou le gouvernement des États-Unis.

TABLE DES MATIÈRES

ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES 3

RÉSUMÉ 5

1 - INTRODUCTION 7

3 – LA CHAINE D'APPROVISIONNEMENT EN AMONT 12
EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES 13
EXPLOITATION AURIFÈRE 13
CONCLUSIONS, RECOMMANDATIONS ET OPPORTUNITÉS POUR LE CVCFG 34

7- CONCLUSIONS, PRINCIPAUX RESULTATS ET RECOMMANDATIONS POUR LE CVCFG 56
GESTION ADAPTATIVE 58

ANNEXE I: ACTEURS EN AMONT DE LA CHAINE D'APPROVISIONNEMENT EN OR EMAPE 59

ANNEXE II : APERÇU DES INITIATIVES SUR LES CHAINES D'APPROVISIONNEMENT ASGM À L'ÉCHELLE MONDIALE 60
60

APERÇU DES INITIATIVES SUR LES CHAINES D'APPROVISIONNEMENT EN RDC 71

NOTES DE FIN 76

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
Global Communities Partners for Good
LEVIN SOURCES

ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

3T	L'étain, le tungstène et le tantale
3TG	L'étain, le tungstène, le tantale et l'or
AGC	Conseil de l'Or Artisanal
ASGM	Exploitation aurifère artisanale et à petite échelle
ATM	Guichet automatique
BGR	BundesanstaltfürGeowissenschaftenundRohstoffe (Institut fédéral des géosciences et des ressources naturelles, Allemagne)
BIVAC	Bureau d'inspection, évaluation et contrôle
CAHRA	Zones touchées par le conflit et à haut risque
CBRMT	Renforcement des capacités pour le commerce responsable des minerais (USAID)
CEEC	Centre d'évaluation, d'expertise et de certification des substances minérales précieuses et semi-précieuses
CoP	Code de bonnes pratiques
CRAFT	Code d'atténuation des risques pour l'EMAPE s'engageant dans le commerce formel
CSR	Responsabilité sociale des entreprises
CTC	Chaînes commerciales certifiées
CVCFG	Or commercialement viable et sans conflit (USAID)
DGD	Norme de bonne livraison de Dubaï
DMCC	Centre de marchandises multiples de Dubaï
RDC	République démocratique du Congo
EMAPE	Exploitation minière artisanale et à petite échelle
FERI	Fiche Electronique de Renseignement à l' importation
GoTS	Solution pour la traçabilité de l'or
ICGLR	Conférence internationale sur la région des Grands Lacs
ICMM	Conseil international des mines et métaux
ICT	Technologies de l'information et de la communication
IPIS	Service international pour l'information sur la paix
ITOA	Initiative de traçabilité de l'or d'exploitation artisanale
KYC	Connaître votre contrepartie / client
LBMA	Association du marché des lingots de Londres
LPMCL	Agence d'approbation de métaux précieux de Londres
LSM	Exploitation minière à grande échelle
MACDESA	Minera Aurifera Cuatro de Enero SA (société minière, Pérou)
MGM	Mine d'or de Mongbwalu
NASA	Administration Nationale pour l'Espace et l'Aéronautique
NGO	Organisation non gouvernementale
OCDE	Organisation pour la coopération et le développement économique
OCDE DDG	Guide de l'OCDE pour la diligence raisonnable pour les chaînes d'approvisionnement responsable de minerais provenant de zones touchées par les conflits et à haut risque
OFIDA	Office des Douanes et Assises (Autorité douanière, RDC)

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
Global Communities Partners for Good
LEVIN SOURCES

PEA	Analyse de l'économie politique
RAGS Forum	Forum sur les solutions pour l'or artisanal responsable
RCM	Mécanisme régional de certification
RJC	Conseil de la bijouterie responsable
RJC CoP	Code de bonnes pratiques du Conseil de la bijouterie responsable
RMAP	Processus d'assurance pour les minéraux responsables
RMI	Initiative pour les minéraux responsables
SDGs	Objectifs de développement durable des Nations Unies
SMEs	Petites et moyennes entreprises
SOKIMO	Société Minière de Kilo-Moto SA
STRADE	Dialogue stratégique sur les matières premières durables pour l'Europe
RINR	Initiative régionale contre l'exploitation illégale des ressources nationales (CIRGL)
WFTO	Organisation mondiale du commerce équitable
WGC	Conseil mondial de l'or
WTO	Organisation mondiale du commerce
ZEA	Zone d'exploitation artisanale

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
Global Communities Partners for Good
LEVIN SOURCES

RÉSUMÉ

Le projet CVCFG (Or Commercialement Viable et sans Conflit), une initiative pour l'exploitation minière artisanale financée par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), vise à établir une chaîne d'approvisionnement en or de l'exploitation artisanale et à petite échelle (EMAPEEMAPE) sans conflit en provenance de l'Est de la République démocratique du Congo (RDC). Le programme est mis en œuvre par Global Communities en partenariat avec Levin Sources. Il vise à contribuer à l'objectif plus large du gouvernement américain de réduire l'instabilité en RDC en offrant des opportunités commerciales aux mineurs artisanaux en les reliant à des acheteurs d'or responsable sur les marchés internationaux ou en renforçant les partenariats locaux entre les fournisseurs de l'EMAPE et les investisseurs institutionnels / institutions d'ancrage établis au sein de la RDC. Les 3 objectifs principaux du programme sont les suivants :

1) Accroître le co-investissement dans l'or EMAPE traçable sans conflit de l'est de la RDC
2) Augmenter les exportations d'or EMAPE traçable sans conflit de l'est de la RDC
3) Améliorer la viabilité commerciale des coopératives aurifères EMAPE

Pour réaliser la vision du projet d'une chaîne d'approvisionnement en or EMAPE commercialement viable, autonome et responsable, il est essentiel que sa stratégie et ses activités soient adaptées à la réalité du marché. Par conséquent, cette première phase d'analyse de marché examine la demande d'or EMAPE en général, et de la RDC en particulier, pour établir une base de connaissances, d'attitudes et de comportements des acheteurs d'or EMAPE et d'autres acteurs du marché. Il identifie également les obstacles et les solutions potentielles pour accroître les investissements et le commerce. Il cartographie la chaîne d'approvisionnement en or EMAPE, localisant les principaux acteurs du système de marché. Il évalue leurs besoins et ce qui doit être fait pour les inciter à extraire, à échanger et à s'approvisionner en or de manière responsable.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

1) Dans un marché bondé, l'histoire de l'or responsable de la RDC doit être unique, convaincante et robuste. Elle doit attirer des acteurs qui sont prêts à s'associer au projet et qui sont prêts à gérer les risques et à faire des affaires en or EMAPE de la RDC de manière responsable à l'avenir. Cela signifie **articuler une vision claire et distincte pour un or sans conflit et responsable**.
2) Le marché intermédiaire en aval exige une atténuation et une gestion robustes des risques, conformément aux normes du secteur, pour soutenir le commerce de l'or EMAPE responsable. Être clair sur l'approche du **programme en matière de diligence raisonnable** (et les critères d'inclusion dans le programme) et sur ce que les acteurs de la chaîne d'approvisionnement doivent faire pour être prêts pour la diligence raisonnable pour le marché aidera à résoudre ce problème.
3) L'industrie est conçue pour fonctionner avec les normes existantes et a besoin de clarifier rapidement les exigences et les normes à appliquer. L'étude suggère que **le Code d'atténuation des risques pour les EMAPE s'engageant dans le commerce formel (CRAFT)** pourrait être le plus approprié pour appuyer la mise en œuvre de la diligence raisonnable dans la chaîne d'approvisionnement en or EMAPE. Le code promeut une approche d'amélioration progressive et couvre certains risques au-delà des directives de l'OCDE sur la diligence raisonnable (Annexe II), conformément aux attentes d'une section du marché.
4) Pour s'engager rapidement, le marché intermédiaire en aval a besoin d'une compréhension détaillée et continue du **marché en amont et de la chaîne d'approvisionnement**. Il

serait nécessaire d'identifier les besoins et les attentes des communautés aurifères EMAPE, des mineurs et des commerçants, et les obstacles auxquels ils sont confrontés.

5) Le marché intermédiaire en aval doit être impliqué dans l'appréciation de la faisabilité et de l'opportunité du **modèle de chaîne d'approvisionnement** le plus approprié pour garantir sa viabilité commerciale à terme. La phase 2 de l'étude explorera les incitations nécessaires pour encourager les parties prenantes à participer à la chaîne d'approvisionnement.

6) Une **approche multipartite** est essentielle pour améliorer la transparence, instaurer la confiance et aider à relier la chaîne d'approvisionnement en amont aux acteurs intermédiaires et en aval qui sont motivés à travailler avec et à investir dans un marché de l'or responsable.

7) **Des liens solides entre les chaînes d'approvisionnement en amont et intermédiaires** garantiront que les retours d'information des acteurs du marché sont intégrés dans le développement de la chaîne d'approvisionnement en amont de manière continue. Il est important que les activités soient dirigées par l'ensemble du système de marché qui opère de la mine au consommateur, plutôt que dans des silos isolés.

8) Compte tenu des défis dans l'est de la RDC, les parties prenantes et les acteurs de la chaîne d'approvisionnement doivent s'engager à **l'amélioration continue** d'un système qui peut fournir un approvisionnement en or de plus en plus viable sur le plan commercial. Cela nécessite un suivi, une évaluation et un apprentissage continus et une boucle de rétroaction claire entre le programme, le gouvernement de la RDC et les acteurs du système de marché.

Tableau 1: Synthèse des obstacles au commerce de l'or EMAPE de la RDC

	En Amont	Intermédiaire	En Aval
Obstacles au commerce de l'or EMAPE de l'est de la RDC:	Gouvernance et formalisation Accès aux finances et crédit Rôle des coopératives Traçabilité et chaîne de contrôle Défis liés à la Production L'or comme instrument financier Industrie basée sur la confiance	Manque de sources EMAPE certifiées Risque pour la réputation Coût de la logistique et de la sécurité Manque de volonté des exportateurs de remplir leur devoir de diligence raisonnable Méthodes de paiement	Viabilité financière et commerciale Variété de l'offre et des produits Concurrence du marché et mixité de l'offre des provenances de l'or EMAPE Gestion des risques et diligence raisonnable

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
Global Communities Partners for Good
LEVIN SOURCES

1 - INTRODUCTION

Cette analyse de marché a été la principale activité livrée par Levin Sources au cours de la première année du programme CVCFG (Or Commercialement Viable et sans Conflit) financé par USAID. Il appuie l'objectif 1 du projet: augmentation de la demande et du co-investissement dans l'or artisanal et à petite échelle (EMAPE) responsable, de l'est de la RDC. Cette analyse de marché aidera à éclairer l'orientation stratégique du projet en ce qui concerne l'engagement du secteur privé, l'investissement et le développement du marché pour l'or EMAPE de l'est de la RDC. De plus amples détails sur les phases futures de la recherche sont traités dans la section sur la portée de l'étude. L'analyse du marché se poursuivra pendant la durée du projet, informant la mise en œuvre du programme global, la stratégie des liens avec le marché et les campagnes de marketing pour l'or EMAPE responsable et sans conflit en provenance de la RDC.

OBJECTIFS DE L'ANALYSE DU MARCHÉ

L'analyse du marché de l'or EMAPE, avec un accent particulier sur la RDC, fournira des informations sur les intérêts des acteurs du marché actuels et les défis structurels et perçus et les moteurs du commerce et / ou de l'investissement dans l'or EMAPE, et en particulier l'or EMAPE provenant de l'est de la RDC. En plus d'examiner la demande d'or EMAPE, ce rapport comprend une analyse plus large de la chaîne d'approvisionnement en or EMAPE pour définir le système de marché plus large et définir les motivations et les obstacles aux différentes étapes de l'extraction, du commerce, de l'approvisionnement et de l'investissement en or. Les principaux objectifs de l'analyse de marché sont résumés ci-dessous.

1. **Cartographie de la chaîne d'approvisionnement en or EMAPE de la RDC**

L'analyse du marché examine la chaîne d'approvisionnement complète, de la mine au consommateur, pour identifier les principaux acteurs du marché, le fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement et les interconnexions et les rôles à prendre en compte lors de la création d'une chaîne d'approvisionnement commercialement viable, sans conflit et responsable de l'est de la RDC.

2. **Profil de la demande actuelle du marché pour l'or EMAPE**

Une évaluation de la demande actuelle d'or EMAPE dans le monde, ainsi qu'en RDC en particulier, afin de mieux identifier les facteurs qui incitent les raffineurs, bijoutiers et potentiellement d'autres acheteurs à acheter l'or EMAPE.

3. Identifier les motivations et les obstacles (c'est-à-dire commerciaux, financiers et du marché) à l'approvisionnement en or EMAPE de l'est de la RDC et explorer les solutions existantes

Etude sur les motivations et les obstacles qui, actuellement ou qui pourraient potentiellement, soutenir ou diminuer la demande d'or EMAPE de l'est de la RDC. Cela donne un aperçu des obstacles qui doivent être surmontés pour mettre en place une chaîne d'approvisionnement réussie et commercialement viable, et identifie également les facteurs qui peuvent être mis à profit comme facteurs de motivation pour les différents acteurs de la chaîne d'approvisionnement. La prochaine phase de cette analyse de marché comprend une plongée profonde dans les défaillances du marché, ce qui conduira à une interprétation plus détaillée de ces obstacles et se concentrera sur l'identification de solutions qui sont déjà en place ou pourraient être développées grâce à l'engagement des acteurs du marché concernés.

4. Informer la stratégie d'engagement et de marketing du secteur privé dans le projet et définir le contexte pour motiver les acteurs du marché et les groupes d'intérêt à mettre en œuvre des solutions

Cela comprend un engagement avec le secteur privé et d'autres parties prenantes concernées pour sensibiliser sur le projet et collecter des informations sur la demande du marché, le comportement actuel et les attitudes envers l'or EMAPE.

L'analyse du marché permettra au programme CVCFG de mieux profiler et identifier les acteurs de la chaîne d'approvisionnement et les partenaires du secteur privé pour s'engager dans la création d'une chaîne d'approvisionnement en or EMAPE commercialement viable, sans conflit et responsable. Le programme doit travailler avec des partenaires pour soutenir et développer des solutions pour le commerce, l'approvisionnement et l'investissement dans l'or EMAPE.

PORTÉE ET MÉTHODOLOGIE

PHASE I

La première phase de l'analyse du marché a cartographié la chaîne d'approvisionnement en or EMAPE, sur base d'une recherche documentaire, et a commencé l'engagement avec les entreprises en aval (bijoutiers) et intermédiaires (raffineurs). Au cours des derniers mois, l'équipe de recherche a mis à profit son réseau en Europe pour interroger des entreprises, en utilisant ses relations avec des associations du secteur de la bijouterie et des initiatives telles que la National Association of Jewelers et Fair Luxury au Royaume-Uni pour élargir sa liste de parties prenantes potentielles. L'équipe a également interviewé des raffineurs en Europe et a commencé des entretiens avec ceux du Moyen-Orient.

Le tableau 2 illustre les étapes de la chaîne d'approvisionnement étudiées et les groupes d'intérêt interrogés.

Tableau 2: Niveaux de la chaîne d'approvisionnement en or EMAPE et acteurs du marché étudiés et/ou engagés.

NIVEAU DANS LA CHAINE D'APPROVISIONNEMENT	ETAPES DANS LA CHAINE D'APPROVISIONNEMENT (GEOGRAPHIE)			
	1	2	3	4
AMONT	EMAPE	Commerçants Locaux	Grands Commerçants et Exportateurs/Comptoirs	
INTERMEDIAIRE	Transport et Logistique	**Raffineurs** (Allemagne, Italie, Espagne, Suisse, Turquie, Emirats Arabes Unis)	Commerçants de Lingot et Métal	
AVAL	**Producteurs** (GB avec le commerce international)	**Bijoutiers** (France, Allemagne, Italie, Suisse, GB)	Services Financiers	Technologie

Clé du tableau:

- *Bleu foncé: recherche documentaire et entretiens avec les groupes d'intérêt*
- *Bleu clair: recherche documentaire uniquement. Les entretiens avec les groupes d'intérêt seront couverts dans la prochaine phase de l'analyse de marché*
- *Gris clair: sera couvert lors de la prochaine phase de l'analyse de marché*

En plus des raffineurs et des bijoutiers qui représentaient l'objectif de l'engagement des parties prenantes, les groupes suivants ont également été interrogés, et les résultats ont éclairé l'analyse du marché tout au long.

• Consultants indépendants travaillant dans les chaînes d'approvisionnement en minéraux

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
Global Communities Partners for Good
LEVIN SOURCES

• Services financiers (banques)
• Électronique
• Initiatives de la chaîne d'approvisionnement EMAPE
• Négociants (engagement initial avec Fair Congo)

Chaque engagement était guidé par les questions clés suivantes. Des questionnaires détaillés sont disponibles sur demande.

1. Comment définit-on l'or EMAPE responsable?
2. Qu'est-ce que la chaîne d'approvisionnement en or EMAPE en RDC?
3. Quelles sont les parties prenantes qui jouent déjà un rôle dans les chaînes d'approvisionnement en or EMAPE (au niveau mondial et en RDC) et devraient être impliquées davantage?
4. Quels sont les marchés existants, potentiels et cibles pour l'or EMAPE de la RDC?
5. Quels sont les obstacles de marché et financiers pour l'or EMAPE de la RDC?
6. Existe-t-il des solutions déjà développées ou potentielles pour surmonter ces obstacles?

Bien que toutes les références soient voulues anonymes, Levin Sources détient un dossier complet des organisations engagées, des notes d'interview et des contacts pour organiser un suivi potentiel et un engagement ultérieur.

PHASE 2 ET ANALYSE FUTURE DU MARCHÉ

S'appuyant sur les conclusions de la première phase de l'analyse du marché, les phases futures vont:

- Accroître l'engagement des bijoutiers et raffineurs en Europe, ainsi que dans de nouvelles régions. Les géographies considérées sont les États-Unis, l'Inde et le Moyen-Orient.
- Envisager d'élargir l'étude à d'autres marchés tels que l'électronique et l'aérospatial.
- Procéder à une évaluation plus large de la chaîne d'approvisionnement en amont en coopération avec Global Communities pour mieux comprendre les obstacles identifiés dans ce premier rapport. Cela comprendra une cartographie des parties prenantes, des entretiens et des analyses.
- Impliquer les entreprises de transport, de logistique et de sécurité pour définir leur rôle dans la chaîne d'approvisionnement, comprendre les obstacles existants et identifier les entreprises intéressées à explorer et tester des solutions.
- Etudier les obstacles au financement de la chaîne d'approvisionnement en or EMAPE pour comprendre les besoins des différents acteurs le long de la chaîne d'approvisionnement et préciser le rôle que les institutions financières pourraient jouer.
- Organiser des réunions orientées vers l'action avec les bijoutiers et raffineurs interrogés au cours de la première phase, qui ont exprimé un intérêt à s'engager dans le programme, pour identifier les voies de coopération et de valeur ajoutée mutuelle. Celles-ci devraient se concentrer sur la suppression des obstacles identifiés et la définition initiale de solutions potentielles.

STRUCTURE DU RAPPORT

Ce rapport est présenté en 6 chapitres. Le deuxième chapitre, **Présentation de la chaîne d'approvisionnement de l'extraction aurifère artisanale et à petite échelle (ASGM)**, fournit une introduction à la chaîne d'approvisionnement de l'or EMAPE, y compris ses étapes et ses principaux acteurs du marché. Le chapitre de **la chaîne d'approvisionnement en amont** analyse

ensuite la chaîne d'approvisionnement de l'or de l'ASGM en RDC, de la mine aux exportateurs, décrivant les parties prenantes, les institutions et les obstacles liés au commerce responsable de l'or EMAPE en provenance de la RDC. Le chapitre sur la **chaîne d'approvisionnement intermédiaire** comprend une analyse détaillée du secteur du raffinage et de l'impact de ses exigences de conformité sur les décisions d'approvisionnement. Le chapitre sur la c**haîne d'approvisionnement en aval** présente les détails de l'engagement avec le secteur de la bijouterie et donne un aperçu de ses attitudes envers l'approvisionnement en or EMAPE. Le chapitre suivant, sur les **enseignements tirés d'autres initiatives**, examine les lignes directrices, les normes et les initiatives sur l'or EMAPE et explore les enseignements qui peuvent éclairer la mise en œuvre du programme CVCFG. Enfin, le dernier chapitre, qui couvre les **conclusions, les principaux résultats et recommandations pour le CVCFG**, détaille les principaux résultats de l'analyse de marché jusqu'à présent et met en évidence les considérations concrètes et stratégiques que le consortium du projet CVCFG devrait aborder.

2 - APERÇU DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT EN OR EMAPE

Ce chapitre donne un aperçu général des chaînes d'approvisionnement en or EMAPE, de la RDC aux marchés mondiaux, et comprend des informations sur les différents acteurs du marché de la chaîne d'approvisionnement pertinents pour le CVCFG.

La RDC est un pays d'une grande richesse minérale , comprenant des gisements d'or d'importance mondiale. Les estimations du Service international d'information sur la paix (IPIS) en 2016 indiquent que la production artisanale d'or en roche dure s'élève à environ 12 tonnes par an, ce qui représente un tiers de la production d'or officielle en RDC[1]. Bien qu'il existe également une production importante à partir d'opérations alluviales artisanales d'or, il n'y a pas de chiffres fiables disponibles[2]. Les estimations de 2016 suggèrent qu'il y a au moins 200 000 travailleurs aurifères EMAPE dans l'est de la RDC, ce qui représente 5 fois le nombre de mineurs artisanaux travaillant dans le secteur des 3T[3].

Plus de 90% de l'or artisanal de la RDC serait extrait de manière informelle ou illégale et il est estimé qu'entre 95% et 98% sont exportés clandestinement du pays via les États voisins de l'Est jusqu'à Dubaï, où il est raffiné[4]. Seulement 1% à 2% de l'or extrait semble être officiellement déclaré exporté[5]. L'ASGM se produit normalement dans les zones rurales où l'accès à l'argent est limité et où l'or remplit également la fonction d'une monnaie parallèle[6]. Les commerçants locaux achètent généralement de l'or directement à des mineurs artisanaux ou utilisent occasionnellement le propriétaire de la mine comme intermédiaire[7]. Les propriétaires de mines et les commerçants agissent généralement en tant que créanciers locaux pour l'ASGM[8]. Il semblerait que la chaîne d'approvisionnement associée à l'ASGM (intermédiaires commerciaux et centres d'achat d'or) opère souvent de manière illégale ou informelle[9]. Les commerçants locaux vendent normalement leur or à un partenaire commercial plus important, qui le revend ensuite à des négociants et exportateurs d'or nationaux.(comptoirs)[10]. Cette chaîne de commerçants intermédiaires peut être assez complexe et opaque. La plupart des chaînes d'approvisionnement en or EMAPE actuellement en RDC auraient Dubaï, l'Inde et la Chine comme marchés de destination[11]. La figure 1 ci-dessous montre une représentation graphique simplifiée d'une chaîne d'approvisionnement typique informelle d'or EMAPE de la RDC.

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
Global Communities Partners for Good
LEVIN SOURCES

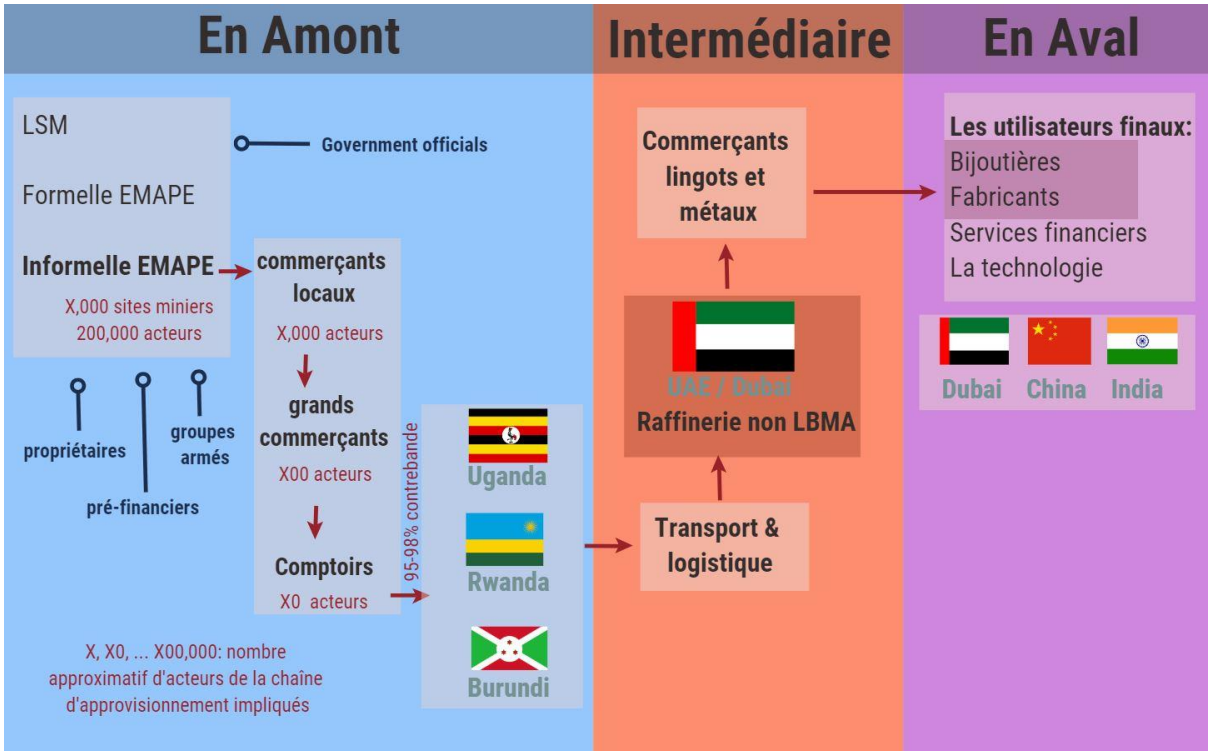


Figure 1 Diagramme de la chaîne d'approvisionnement modifié après Hruschkra et al, 2016[1] et PPA, 2019[2].

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
Global Communities Partners for Good
LEVIN SOURCES

3 – LA CHAINE D'APPROVISIONNEMENT EN AMONT

Ce chapitre présente une analyse de la chaîne d'approvisionnement et du marché en amont en RDC, des mines d'or EMAPE aux exportateurs (comptoirs). Il décrit les acteurs impliqués, évalue les risques et les obstacles liés à l'approvisionnement responsable à ces niveaux en amont, et établit les premières conclusions concernant les partenaires potentiels de la chaîne d'approvisionnement pour le CVCFG.

CONTEXTE ET APERÇU DES ACTEURS IMPLIQUÉS

La minéralisation aurifère à haute teneur se trouve principalement dans l'est de la RDC[14]. Cette zone contient des gisements alluviaux répandus ainsi que des gisements aurifères primaires, qui sont exploités par des mines à grande ou à petite échelle, principalement dans les provinces du Sud-Kivu, du Nord-Kivu, de l'Ituri, du Haut-Uele, de la Tshopo, du Maniema et du Tanganyika (voir figure 2)[15]. Bien que les exploitations minières à grande échelle produisent plus d'or en RDC, l'extraction artisanale et à petite échelle de l'or (ASGM) a considérablement augmenté ces dernières années, principalement en raison de l'augmentation des prix de l'or[16].

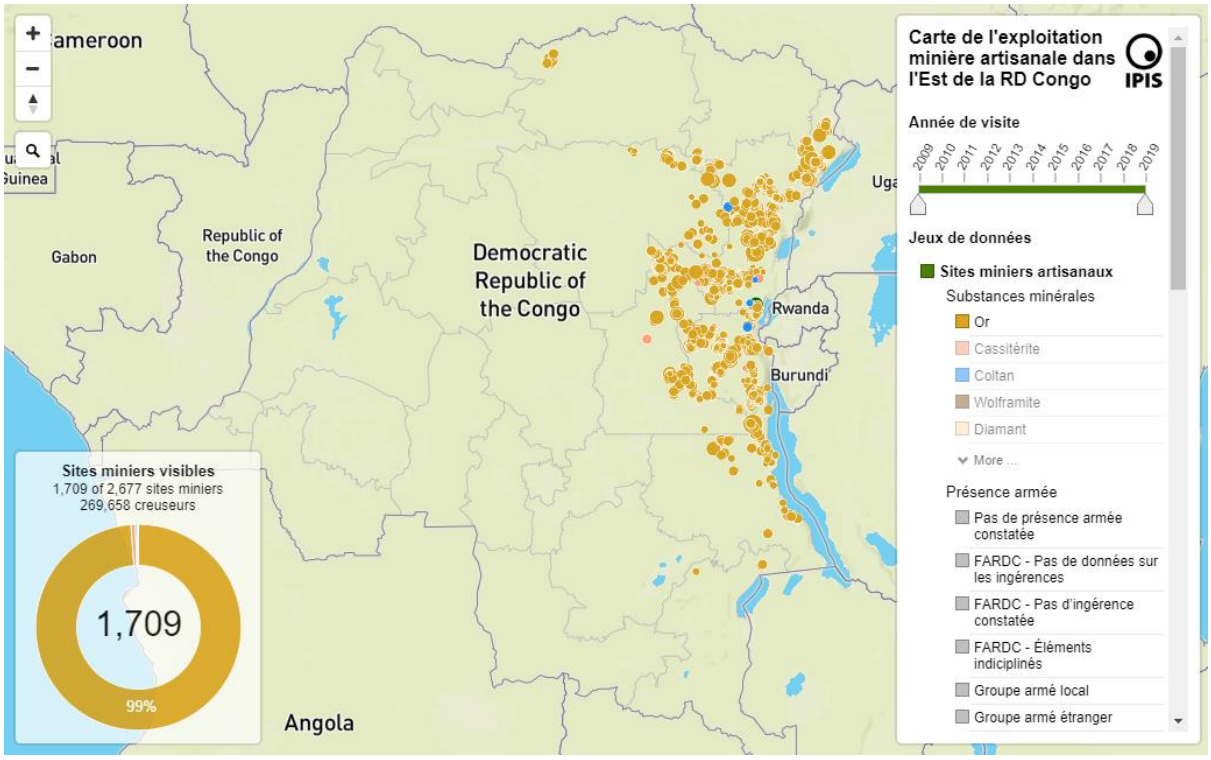


Figure 2 Carte montrant les régions de la RDC d'exploitation aurifère EMAPE, IPIS, 2019

La chaîne d'approvisionnement en amont implique un large éventail d'acteurs qui ont un rôle spécifique à jouer et ajoutent de la valeur au sein de la chaîne d'approvisionnement. Comprendre le rôle et la fonction de chaque acteur spécifique, ainsi que les opportunités et les défis auxquels ils sont confrontés en matière d'approvisionnement responsable, est crucial pour le CVCFG s'il veut s'engager avec ces acteurs, gérer les attentes des marchés, réaliser le potentiel du marché et les amener dans un programme de chaîne d'approvisionnement responsable. Le diagramme en annexe I résume les acteurs en amont, y compris une première illustration des flux d'or, des flux financiers, de redevances et de taxes.

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
Global Communities Partners for Good
LEVIN SOURCES

EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES

L'ASGM en RDC est régie par une série de réglementations qui ne sont appliquées qu'occasionnellement.[17] En tant qu'État membre de la CIRGL, la RDC s'est engagée à mettre en œuvre le Mécanisme régional de certification (MRC) de la CIRGL par le biais d'une réglementation nationale. La MRC est l'un des 4 outils de l'initiative régionale de la CIRGL contre l'exploitation illégale des ressources naturelles (RINR); les 3 autres outils sont la base de données régionale, l'auditeur indépendant de certification des minérais et le comité d'audit. Le MRC est un système de certification conçu pour garantir que les chaînes minérales d'or, d'étain, de tantale et de tungstène ne contribuent pas à des conflits ou à de graves violations des droits humains.[18] Il est entré en vigueur pour la première fois en 2011. Il a récemment subi un processus de révision approfondi qui a été universellement approuvé par le comité régional de la CIRGL le 2 octobre 2019. Le MRC contrôle la chaîne minérale en amont depuis le site minier, à travers la chaîne de contrôle, jusqu'à l'exportation de lots miniers certifiés par des exportateurs conformes. Il existe 2 principaux points de contrôle : (1) le site minier, qui est soumis à des inspections périodiques du site minier par le gouvernement, et (2) les exportateurs, qui doivent subir des audits périodiques comme condition du commerce. Les audits doivent être effectués par des auditeurs accrédités par la CIRGL. Les évaluations sont basées sur des critères de performance qui sont alignés ou vont au-delà des exigences du Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement en minerais responsables provenant de zones de conflit ou à haut risque. Le MRC révisé utilisera un système de codage couleur pour démontrer les niveaux de conformité (bleu, vert, jaune, rouge). De plus, les exportateurs sont tenus de prouver l'origine de chaque lot minéral en documentant la chaîne de contrôle et d'obtenir du Centre d'Evaluation, d'Expertise et de Certification des substances minérales précieuses et semi-précieuses (CEEC) un certificat pour chaque lot minéral qu'ils exportent. Malgré certains progrès, l'efficacité du système a été sévèrement limitée par la capacité de mise en œuvre restreinte des États membres. La RDC et le Rwanda sont considérés comme ayant franchi les étapes les plus importantes vers une mise en œuvre effective, notamment dans le secteur des 3T. Cependant, il reste des défis importants à relever pour établir le système en tant que solution crédible et durable pour un approvisionnement responsable en minérais de la RDC et de la région des Grands Lacs.

De plus amples informations sur les exigences réglementaires applicables aux exportateurs figurent dans les sections sur les grands commerçants, exportateurs et comptoirs.

Les informations ci-dessus sont un aperçu préliminaire de l'environnement réglementaire en RDC en ce qui concerne l'or EMAPE. Levin Sources effectuera une analyse détaillée des réglementations provinciales, nationales et régionales internationales au cours de l'année 2 du projet.

EXPLOITATION AURIFÈRE

EXPLOITATION AURIFÈRE ARTISANALE ET À PETITE ÉCHELLE

L'analyse ci-dessous donne un aperçu des sites ASGM qui ont été (a) évalués comme `` verts '' en vertu de la loi de la RDC, Chaînes Commerciales Certifiées (CTC), (b) signalés comme n'ayant aucune présence de groupes armés, et (c) n'utilisant pas de mercure. Ces critères sont relativement stricts et limitent considérablement le nombre de sites miniers ou de zones ASGM possibles. Comme indiqué ci-dessous, l'analyse identifie les mêmes sites et zones qui ont déjà été jugés appropriés par d'autres initiatives sur la chaîne d'approvisionnement en or. Le CVCFG devra aller au-delà de ces analyses. Cette analyse est considérée comme une première tentative de définir les sites miniers potentiels avec lesquels travailler, mais elle ne représente pas une évaluation complète ou un jugement final. Cette analyse doit être étendue, les critères affinés (par exemple, ne pas les utiliser de manière cumulative) et étayés par des preuves fournies par un travail de terrain étendu et l'implication des parties prenantes. En suivant les recommandations de l'OCDE en matière de diligence raisonnable et l'approche d'amélioration continue, les sites pourraient toujours être sélectionnés même s'ils ne répondent pas à

tous les critères, à condition qu'il soit estimé qu'ils pourraient finalement répondre aux exigences avec l'appui du programme.

En avril 2019, la carte Web interactive d'IPIS couvrait 1709 sites de mines d'or artisanaux en RDC (voir figure 2)[19]. Bien que la carte ne couvre pas encore tous les sites ASGM de la région, elle représente un point de départ pour l'analyse.

Sur les 1 709 mines signalées par l'IPIS, 95 ont été inspectées par les commissions de validation des mines pour les classer comme vert, jaune ou rouge. De ces 95 sites ASGM, 82 ont été classés vert, 8 jaune et 5 rouge.[20] Une classification vert ou jaune est requise pour exporter légalement (voir les exigences réglementaires ci-dessus). Cependant, un drapeau vert ne garantit pas l'élimination des risques, car certaines des mines classées vert sont situées à l'intérieur des zones protégées et avec indication de travail des enfants.[21] La carte de la figure 4 montre les sites ASGM qui ont été classés vert, sans présence de groupes armés et sans utilisation de mercure (18 sites au total). Ces mines sont situées dans les provinces de l'Ituri (3 sites), du Nord-Kivu (3 sites), du Sud-Kivu (6 sites) et du Maniema (5 sites). Les sites ont été regroupés en 7 groupes pour une visualisation et une analyse plus aisées. Chaque groupe de sites miniers a été rapidement analysé à l'aide de la carte Web d'IPIS en ligne. Des informations plus détaillées sur chacun des 7 groupes se trouvent à l'annexe I. Afin d'évaluer les sites à impliquer, le programme CVCFG définira des critères clairs pour la sélection des sites.

Pour une production formelle et légale dans le cadre réglementaire, les mines doivent être situées dans une Zone d'Exploitation Artisanale (ZEA). En fait, seuls 2 de ces sites miniers sont situés dans une ZEA : site minier Mbembesa dans le groupe 1, et le site minier Nyamurhale / Lubona dans le groupe 5. Cela signifie que les opportunités de s'engager avec des sites miniers ASGM déjà entièrement formalisés qui sont opérationnels dans une ZEA, par le biais d'une coopérative fonctionnelle, sur un site marqué vert sont extrêmement limitées. **Le programme CVCFG devra probablement s'engager dans des sites ASGM qui n'ont pas encore de ZEA désignée, et devra donc collaborer de manière proactive avec les parties prenantes gouvernementales pour voir si et comment une ZEA pourrait être désignée dans les emplacements choisis ou pour valider des sites dans des ZEA qui ne sont pas encore validées.**

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
Global Communities Partners for Good
LEVIN SOURCES

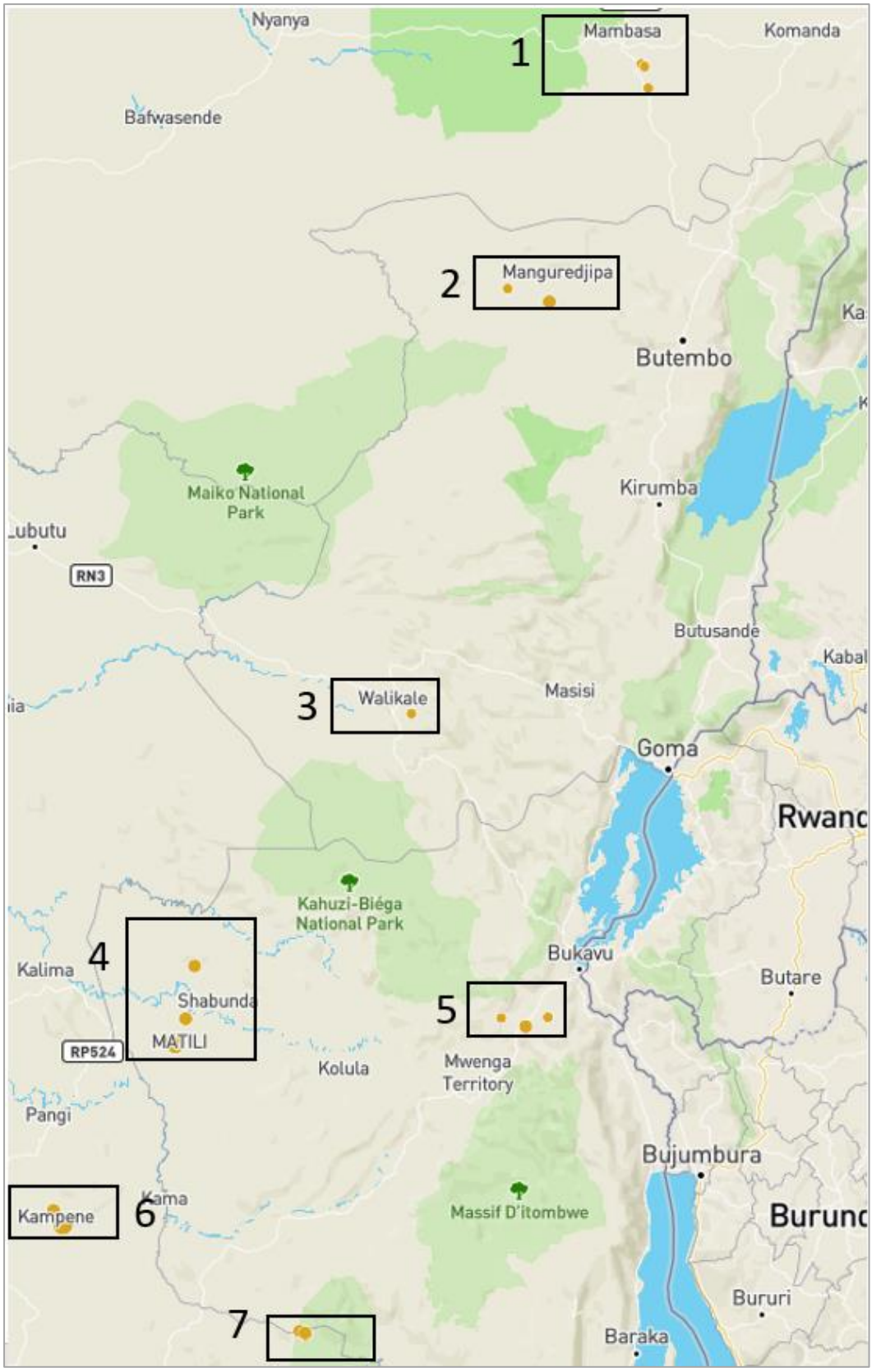


Figure 3 Carte montrant des sites ASGM classés vert sans présence armée ni utilisation de mercure, IPIS, 2019

EXPOITATIONS MINIERES AURIFÈRES À GRANDE ÉCHELLE

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
Global Communities Partners for Good
LEVIN SOURCES

L'exploitation aurifère à grande échelle en RDC se limite à relativement peu de mines opérationnelles à l'heure actuelle, et la grande majorité des acteurs restent à divers stades d'exploration.

La mine d'or de Kibali est l'une des plus grandes exploitations aurifères d'Afrique. Elle est exploitée par Barrick et détenue conjointement par Barrick, AngloGold Ashanti et la société d'État Société Minière de Kilo-Moto SA (SOKIMO). La mine de Kibali est située dans la province du Haut Uele, près de Watsa et à environ 220 km à l'est de la capitale provinciale Isiro. Kibali détient à la fois des permis d'exploitation et d'exploration.[22] Selon le cadastre minier de la RDC, il existe des ZEA pour les permis de Kibali, bien qu'il ne soit pas possible d'identifier s'ils sont actifs.[23]

Banro[24] exploite 2 mines d'or situées à Namoya (Maniema) et à Twangiza (Sud-Kivu). Banro possède également des permis d'exploration à Kamituga et Lugushwa (tous deux du Sud-Kivu). Il existe des ZEA relatives aux permis d'exploitation et l'EMAPE opère également sur les permis d'exploration.[25]

Le projet aurifère de Mongbwalu, situé dans la ceinture verte de « Kilo-Moto » autour de Bunia, province d'Ituri, est un autre projet à grande échelle relativement avancé. Il a été vendu par AngloGold à **Vector Resources** en janvier 2019,[26] dans le cadre d'une joint-venture avec Mongbwalu Gold Mine (MGM) et Fimosa Capital. Le projet est maintenant connu sous le nom d'**Adidi-Kanga** et est encore en phase d'exploration.

Il existe d'autres perspectives d'extraction d'or à grande échelle à divers stades d'exploration, mais pas encore en production.

Les cartes suivantes montrent les permis aurifères à grande échelle (exploitation: vert; exploration: bleu) en rapport avec les ZEA (violet) et les sites ASGM (points jaunes) visités par IPIS entre 2009 et 2019.

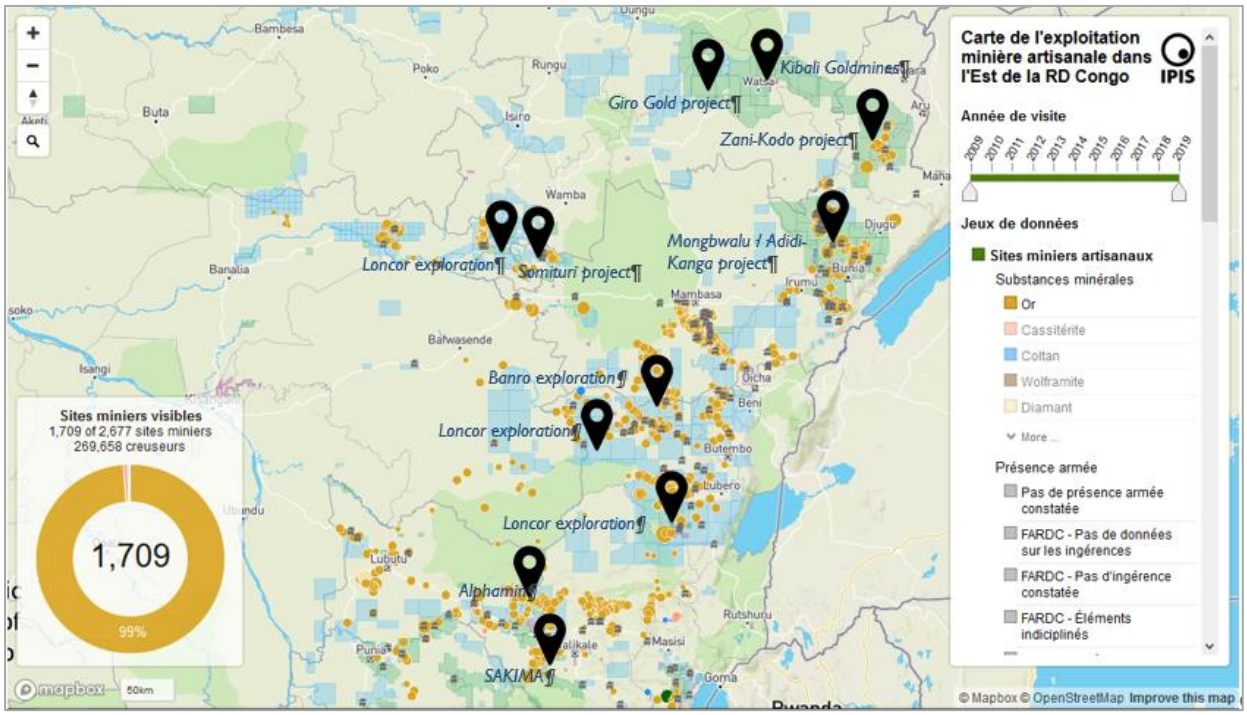


Figure 4 Carte montrant les permis aurifères à grande échelle (exploitation: vert; exploration: bleu) en rapport avec les ZEA (violet) et les sites ASGM (points jaunes) visités par IPIS entre 2009 et 2019.

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
Global Communities Partners for Good
LEVIN SOURCES

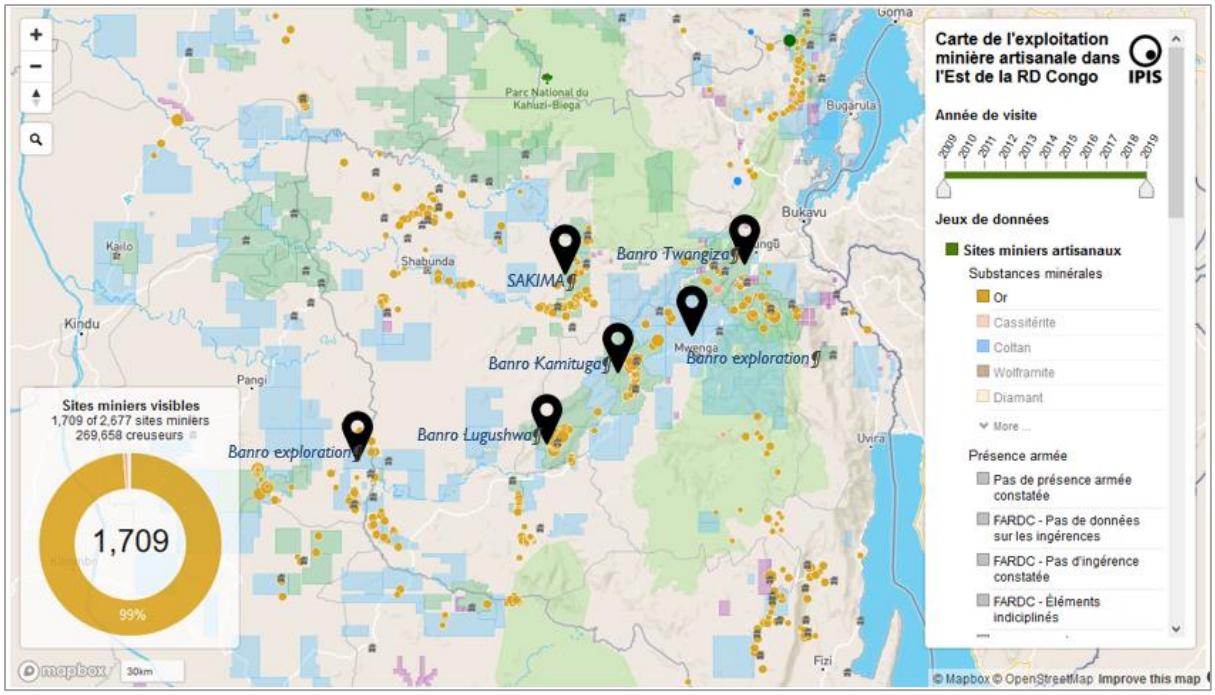


Figure 5 Carte montrant des permis aurifères à grande échelle (exploitation: vert; exploration: bleu) en rapport avec les ZEA (violet) et les sites ASGM (points jaunes) visités par IPIS entre 2009 et 2019.

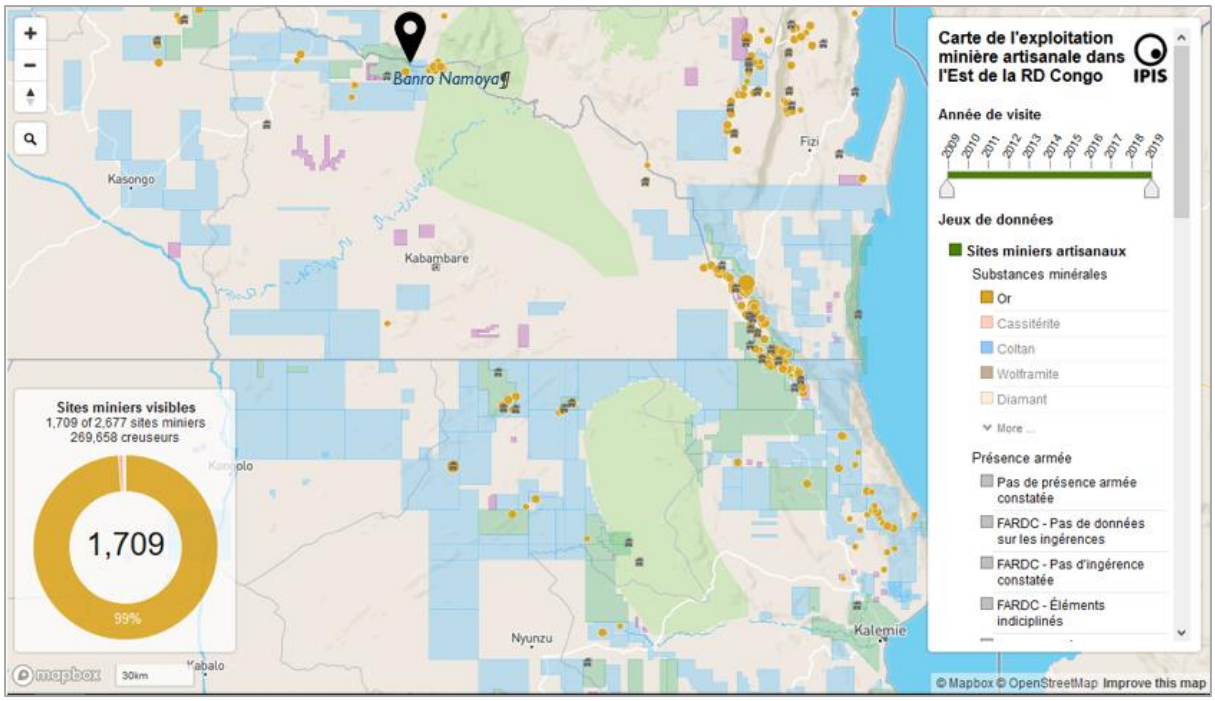


Figure 6 Carte montrant des permis aurifères à grande échelle (exploitation: vert; exploration: bleu) en rapport avec les ZEA (violet) et les sites ASGM (points jaunes) visités par IPIS entre 2009 et 2019.

En conclusion, le consortium CVCFG collaborera avec les grandes sociétés minières (LSM) ayant des opérations de production ou des projets en phase d'exploration avancés pour déterminer si les opérateurs LSM pourraient devenir des partenaires, des partisans ou des facilitateurs de chaînes d'approvisionnement commercialement viables et sans conflit de l'ASGM. Ces conversations devraient se concentrer sur les sociétés LSM où des ZEA existent déjà autour de leurs concessions minières,

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
Global Communities Partners for Good
LEVIN SOURCES

ou surla société elle-même si elle a pris des mesures proactives pour s'engager avec et gérer les communautés EMAPE dans le passé. Les conversations avec ces opérateurs peuvent également produire des informations supplémentaires sur les coopératives et dynamiques EMAPE ainsi que sur les chaînes d'approvisionnement ASGM dans leurs sites respectifs.

COMMERÇANTS LOCAUX

Les commerçants locaux collectent l'or des mineurs EMAPE et ont tendance à accumuler des volumes d'environ 50 grammes avant de le vendre à de plus grands commerçants.[27] Étant donné que les petits commerçants achètent de l'or auprès d'individus ou de groupes miniers sur le même site, le nombre total de commerçants peut être supérieur au nombre de sites miniers.[28] Les interactions des commerçants locaux et de l'EMAPE sont principalement basées sur des relations personnelles et sont définies par des relations sociales et économiques réciproques.[29] Les commerçants locaux jouent ainsi un rôle crucial non seulement dans la chaîne d'approvisionnement mais aussi pour les mineurs et les communautés.

Les mineurs EMAPE vendent normalement de petites quantités d'or sur le site où l'or a été extrait.[30] En vendant sur place, les mineurs EMAPE obtiennent de l'argent liquide pour une consommation immédiate et ils évitent le risque d'attendre, d'accumuler de l'or et de se rendre dans la ville la plus proche.[31] De plus, les commerçants locaux accordent également du crédit aux propriétaires de puits et aux mineurs EMAPE pour l'équipement, la nourriture, les boissons, les vêtements, etc.[32] Sans le crédit, les sites miniers ne produiraient pas autant; c'est donc une situation gagnant-gagnant pour les commerçants et les mineurs locaux. En raison de cette réciprocité, les commerçants et les mineurs interagissent à plusieurs reprises et tentent de personnaliser leurs relations pour réduire l'incertitude.[34] Dans de nombreux cas, des accords sont conclus pour partager les bénéfices ou pour payer un salaire mensuel.[35]

Certains commerçants locaux qualifient le crédit accordé aux mineurs de cadeau, bien que la plupart du temps ce « cadeau » doive être remboursé sous forme d'or et, en fait, est en réalité un prêt. Certaines dettes restent dues pendant très longtemps (plus de 10 ans).[36] Le crédit varie de petits montants à 100 000 USD dans certains cas.[37] Avant d'accorder un crédit, les commerçants locaux doivent savoir si le mineur paie normalement ses dettes ou non en évaluant son puits et son projet minier, ainsi qu'en tenant compte des qualités du client.[38] En tant que stratégie commerciale pour attirer des clients, certains commerçants locaux donnent de petits 'cadeaux' aux mineurs, qui n'ont pas besoin d'être remboursés, notamment de l'argent pour acheter de l'essence pour la pompe à eau, des haricots à manger, des branches pour étayer le puits, ou ils deviennent amis avec les mineurs.[39]

Les commerçants locaux fixent le prix de l'or. Les mineurs peuvent discuter, mais dans la plupart des cas, les mineurs acceptent le prix.[40] La confiance se développe au fil du temps, et une fois la confiance gagnée, ce mineur devient un soi-disant « client honorable ».[41] On ne demande pas aux « clients honorables » des accords écrits, car cela serait considéré comme une insulte.[42] Les mineurs peuvent faire des affaires avec d'autres commerçants, à condition de respecter les engagements pris avec chacun d'eux.[43]

Bien que ces relations et réseaux (c'est-à-dire les échanges basés sur la confiance) puissent être considérés comme un moyen d'échapper à l'intervention de l'État, les mineurs et les commerçants sont confrontés à de nombreux défis pour devenir licites. Les recherches de Sara Geenan ont révélé que les mineurs et les commerçants seraient disposés à payer des impôts, mais ils se plaignent de la multiplicité des impôts pour lesquels ils ne voient pas les services publics en retour. Celles-ci vont des impôts légaux et formels, aux impôts légaux et formels mais perçus à des taux plus élevés que ceux prévus par la loi, aux impôts informels non prévus par la loi. Les commerçants sont constamment ballotés entre les sphères formelle et informelle, légale et illégale.[45] Le même document indique que les commerçants locaux sont réticents à formaliser en raison de la confiance limitée dans l'État.[46] Cependant, dans certains cas, ils s'enregistrent officiellement pour éviter les ennuis.[47] De plus, l'espace dans lequel les commerçants opèrent est très précaire: il n'y a pas d'infrastructure, les installations bancaires sont absentes, les routes sont de mauvaise qualité et peu sûres, ce qui rend difficile pour les

commerçants de transporter des quantités importantes d'argent et d'or.[48] Les commerçants préfèrent également transporter de petites quantités d'or, car ils peuvent le cacher dans leurs poches, dans leur casquette ou dans la doublure de leur veste.[49]

En raison de cet environnement précaire, les commerçants préfèrent faire des affaires uniquement avec des partenaires de confiance.[50] Bien que la confiance puisse être violée, ceci est plus difficile quand il existe une relation d'amitié et lorsque les commerçants connaissent les membres de la famille des mineurs.[51] Si les commerçants décident de s'enfuir, cela ruinerait leur réputation et diminuerait leurs chances de travailler dans le secteur minier autour de cette zone.[52] Par conséquent, bien que tous les acteurs soient incités à tricher ou à opprimer, ces incitations sont équilibrées par des relations à long terme et une dépendance mutuelle.[53]

De nombreuses initiatives sur l'approvisionnement en or responsable se caractérisent par des chaînes d'approvisionnement plus courtes, ce qui signifie dans certains cas la suppression des commerçants locaux (voir chapitre 6 et annexe I). Cependant, certaines autres initiatives (par exemple Just Gold, Capacity Building for Responsible Minerals Trade (CBRMT)) se sont associées à des commerçants locaux qui achètent de l'or aux mineurs à un prix équitable et transparent. Les commerçants et les mineurs locaux ont une dépendance mutuelle, non seulement des relations commerciales mais aussi socio-politiques qui devraient être reconnues, et cet aspect sera donc analysé plus en détail dans la prochaine phase de l'étude.

GRANDS COMMERÇANTS ET EXPORTATEURS / COMPTOIRS

Les grands commerçants (*négociants*) peuvent être situés dans des centres d'achat d'or dans les grands villages, villes ou villes hors site et acheter de l'or auprès de petits commerçants (*les petits négociants*) soit en ville, soit en se rendant régulièrement sur les sites miniers.[54] Dans de nombreux cas, les grands commerçants agissent en tant que financiers des petits commerçants et / ou des mineurs.[55] Les grands commerçants augmentent la pureté de l'or, le fondant en une barre dorée.[56] En règle générale, les grands commerçants accumulent 250 à 2 500 grammes de barres dorées avant de les vendre à des comptoirs.[57] Les comptoirs, les exportateurs et les autres grossistes-négociants d'or achètent généralement auprès de petits ou grands commerçants dans le but d'exporter de l'or.[58] Les comptoirs sont légalement autorisés à acheter directement auprès des mineurs. En tant que grands commerçants, les comptoirs affinent davantage le doré avant de le vendre.

La section suivante examine le cadre réglementaire et fiscal pour l'exportation, mais des études supplémentaires doivent être effectuées sur les exportateurs / comptoirs opérant et où ils sont basés, afin d'identifier les comptoirs ou exportateurs qui pourraient être des partenaires potentiels pour le projet CVCFG.

Les acteurs autorisés à exporter des minerais de la RDC sont les titulaires de titres miniers ou de carrière, les installations de traitement et les comptoirs.[61] Un document de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) mentionne également les coopératives minières organisées et approuvées comme d'autres acteurs autorisés à exporter des pierres précieuses et des métaux précieux et semi-précieux,[62] mais cette information nécessite des vérifications supplémentaires.

L'exportateur doit obtenir un numéro d'exportation du Ministère du commerce extérieur, qui doit être renouvelé chaque année.[63] Toutes les exportations nécessitent une signature d'une banque agréée. Comme pour toute autre exportation de marchandises, chaque expédition d'exportation de minérais nécessite une déclaration en douane et chacun des documents supplémentaires suivants pour obtenir le dédouanement :

• Un rapport BIVAC (AV) propre [BIVAC est le Bureau d'inspection, de valorisation, d'évaluation et de contrôle]

• L'original du FERI [FERI signifie Fiche Electronique de Renseignement à l'Importation et il s'agit d'une exigence légale de l'OFIDA (Office des Douanes et Assises), l'autorité douanière de la République Démocratique du Congo (RDC)]

- Facture du fournisseur
- Connaissement
- Certificat d'origine, le cas échéant
- Liste de colisage
- Récépissé[65]

En termes de diligence raisonnable, les exportateurs doivent se conformer au Mécanisme régional de certification (MRC) de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), qui a été transposé en droit en RDC, et plus précisément aux exigences de l'annexe 5. La loi congolaise exige des exportateurs de rapatrier leurs gains dans les 10 jours suivant l'expédition pour l'or et les diamants extraits à petite échelle et dans les 30 jours pour toutes les autres marchandises.[66] Lorsque la banque valide la transaction lors du rapatriement des revenus d'exportation, l'exportateur doit payer des frais de contrôle de change de 0,2% du montant de la transaction.[67]

Les minérais doivent être traités en RDC avant l'exportation. Les minérais non raffinés ne peuvent être exportés que dans des cas exceptionnels.[68] La réglementation minière de 2003 indique les exigences pour l'exportation de minérais non raffinés, qui requièrent notamment l'autorisation de la Direction des Mines, d'expliquer pourquoi le traitement ne peut pas avoir lieu en RDC et quels avantages la RDC obtient grâce à l'exportation de minerais non raffinés, ainsi que des frais de 500 $ US.[69] Le tableau 3 présente les droits qui doivent être payés par un exportateur.

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
Global Communities Partners for Good
LEVIN SOURCES

Tableau 3 Droits à payer par un exportateur

NOM	MONTANT	COMMENTAIRES
Frais de contrôle de change sur les transactions en devises étrangères	0.2% du montant de la transaction	Toute banque participante approuvée prélève automatiquement des frais de contrôle de change sur le montant total de la transaction qu'elle valide lors du rapatriement des revenus d'exportation. En cas d'exportation n'impliquant pas de rapatriement de devises étrangères, les frais sont prélevés lors de la validation du document de devises étrangères.[70]
Impôt sur le revenu à l'exportation	0.25%	Pour l'or et le diamant d'exploitation à petite échelle[71]
Droit de douanes vers l'extérieur	1.5%	Pour les diamants et l'or d'exploitation artisanale: par carat (diamant) ou kg (or)[72] Va à la DGDA (Direction Générale des Douanes et Accises)[73]
Frais de valorisation	2.5% de la valeur du minerai	Va à la CEEC (Centre d'Expertise, d'Evaluation et de Certification des substances minérales précieuses et semi-précieuses) projet, URLnd qui certifie l'or exporté et les diamants bruts, et vérifie la traçabilité des diamants[74]
Numéro import/export	US$75 US$45	Pour les personnes morales Pour les personnes physiques[75]
Licence pour les opérations d'import/export	US$12	Licence émise par une banque privée[76]
Licence d'exportation	US$150	Va à la BCC (Banque Centrale du Congo)[77]
Taxe pour l'autorisation d'exportation	US$125	Va à la DGRAD (Direction Générale des Recettes Administratives)[78]
Autorisation d'exportation	US$150	Va à la Divimines (Division des Mines)[79]
Frais IT à l'exportation	0.1%	Va à la DGDA[80]
Droit d'exportation minière sur les pierres précieuses (or, diamant)	4%	Au lieu de l'impôt de10% sur les minerais[81]
Pour la sortie à la douane	Au moins US$100	Va à la DGDA[82]
Frais d'analyse	US$150	Va à la CEEC[83]
Certificat CIRGL	US$350	Va à la CEEC[84]

Les taxes nationales à l'exportation relativement élevées et les écarts de taxation par rapport aux pays voisins et entre les provinces congolaises sont des défis pour les exportateurs, ce qui contribue à l'augmentation de la contrebande de minéraux.

Les Initiatives de Fair Congo

Les initiatives de Fair Congo sont des investissements d'impact de la Fédération des chambres dans l'approvisionnement responsable, la valeur ajoutée et l'autonomisation des femmes. L'entreprise sociale Fair Congo Gold est la seule organisation en RDC connue pour le respect des directives de l'OCDE sur le devoir de diligence ainsi que des normes « Good Delivery » de la London Bullion Market Association (LBMA)[85]. Fair Congo Gold a ensuite développé une approche de « meilleures pratiques » pour incorporer les normes de diligence raisonnable et de traçabilité open source en combinant les enseignements tirés des programmes pour l'or responsable dans le pays. Ces systèmes ont depuis été

approuvés par 4 partenaires de raffinage en aval. En commençant par le CBRMT financé par USAID, les initiatives de Fair Congo ont continué à appuyer le projet Just Gold et ont ensuite commencé à travailler sur les sites du BGR pour mettre à l'échelle l'agrégation d'or responsable. Les initiatives appuient également plusieurs nouveaux programmes d'approvisionnement en or responsable qui ont débuté dans le pays. Après avoir réussi à apporter de l'or entièrement tracé de la RDC aux marchés américain, canadien et européen, les initiatives de Fair Congo veulent maintenant aller vers une plus grande échelle et une plus-value.

OBSTACLES ET RISQUES DU MARCHÉ EN AMONT

Les chaînes d'approvisionnement ASGM de la RDC sont généralement considérées comme à haut risque par les entreprises en aval, car de nombreux risques énumérés à l'annexe II du Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence sont signalés présents. Les risques inclus à l'annexe II sont les suivants: violations graves des droits de l'homme liées à l'extraction, au transport ou au commerce des minérais; soutien direct ou indirect aux groupes armés non étatiques, aux forces de sécurité publiques ou privées; corruption; blanchiment d'argent; paiement des taxes; et déclaration frauduleuse de l'origine des minérais. La fraude, les problèmes de santé et de sécurité, les violations plus larges des droits de l'homme, la pollution par le mercure, l'exploitation minière dans les zones protégées, la pollution de l'air, de l'eau et du sol associés à une mauvaise gestion de l'environnement et le manque de réhabilitation sont également couramment associés aux chaînes d'approvisionnement en or en RDC. Les risques et les défis pour les atténuer sont un obstacle majeur à l'accès à des marchés légaux et responsables pour l'or provenant de l'EMAPE en RDC.

L'étude a identifié en particulier les obstacles suivants en amont pour le commerce responsable de l'or EMAPE :

- Gouvernance et formalisation
- Accès au financement et au crédit
- Rôle des coopératives
- Traçabilité et chaîne de contrôle
- Défis pour la production
- L'or comme instrument financier
- Industrie basée sur la confiance

Chacun de ces éléments est détaillé dans les paragraphes suivants.

Gouvernance et formalisation

Depuis plus d'une décennie, les parties prenantes cherchent à tirer l'or en RDC du secteur illicite vers le secteur licite.

Premièrement, les structures de gouvernance de l'État sont souvent faibles et la capacité et les ressources du gouvernement pour formaliser, superviser et professionnaliser les mineurs EMAPE sont limitées.[86] Alors que le gouvernement de la RDC a déjà identifié et désigné des zones pour l'EMAPE, créé un registre spécial et un système fiscal et tenté de créer des centres commerciaux locaux pour l'or,[87] ces mesures se sont révélées largement infructueuses dans la formalisation du commerce. Il est plus rentable de faire de la contrebande que de passer par le circuit légal: la minéralisation aurifère est plus élevée en dehors des zones désignées ;[88] le nombre de sites aurifères officiellement validés et de zones minières EMAPE (ZEA) reste minime;[89] et l'absence de mécanismes de réglementation et de contrôle des agents de l'État a contribué à la corruption et à l'insécurité, ce qui décourage les opérateurs de déclarer leur or.[90]

Le commerce officiel actuel de l'or provenant de l'EMAPE n'incite pas les mineurs de l'EMAPE à s'engager. C'est peu attrayant sur le plan commercial, en partie à cause des nombreux frais et taxes officiels et non officiels qui équivalent à des sommes punitives proportionnelles au coût de production et à l'intolérance du marché pour un prix plein.[91] En 2019, lors de la mise en œuvre du projet de

traçabilité de l'or de Kampene en RDC, le BGR a observé que plus les parties prenantes s'engagent dans une chaîne d'approvisionnement officielle, plus ils doivent payer d'impôts.[92] Les incitations à engager les mineurs EMAPE dans une chaîne d'approvisionnement responsable doivent donc être planifiées et analysées en même temps que d'autres motivations concurrentes fournies par les structures locales. Il s'ensuit que les incitations pour les commerçants et les propriétaires fonciers devraient également être envisagées par le CVCFG.[93]

Une étude du BGR[94] suggère que pour que les mineurs EMAPE s'impliquent dans des chaînes d'approvisionnement responsables, les coopératives et les mineurs devraient avoir au minimum les caractéristiques suivantes :

- Avoir un degré d'organisation minimum.
- Être capable d'assumer des responsabilités de gestion.
- Avoir la capacité administrative de base pour préparer la documentation pertinente, ce qui est très important à des fins de traçabilité.
- Avoir un statut juridique formalisé (en notant cependant que le Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence exige une « légitimité » plutôt qu'une pleine légalité).
- Avoir accès aux techniciens et services locaux.
- Être en mesure de se conformer à la diligence raisonnable des acheteurs et aux obligations et procédures de 'connaître votre contrepartie' (KYC).

Tous ces critères seront pris en compte lors de la mise en œuvre du CVCFG et approfondis dans les phases d'étude ultérieures.

Cependant, les mineurs artisanaux et à petite échelle sont confrontés à de multiples défis lorsqu'ils cherchent à formaliser et à se conformer aux caractéristiques ci-dessus. Certains de ces obstacles comprennent des réglementations trop restrictives, des goulots d'étranglement bureaucratiques et le manque de ressources et de capacité pour se conformer, payer pour les audits et demander un permis. **Les principaux obstacles à la formalisation et à la promotion de l'or responsable sont les suivants[95]** :

- Charge fiscale sur les exportations légales d'or.
- Le prix de l'or EMAPE étant défini par le prix du marché informel.
- Impact sur le résultat net des coûts de diligence raisonnable et de traçabilité.
- Les opérateurs légaux basés en RDC ont des coûts plus élevés que leurs homologues rwandais et ougandais, qui achètent de l'or de contrebande illégal de la RDC. En soi, il y a plus de valeur dans l'extraction et le commerce illégaux d'or que dans les voies légales.
- Manque de ressources pour prouver aux acheteurs internationaux que l'or est négocié de manière responsable en amont.
- Limitations liées au respect des normes de l'industrie.
- La pression juridique des États-Unis et de l'Europe a peu d'effet sur les chaînes d'approvisionnement car les chaînes d'approvisionnement en or actuelles en RDC se concentrent sur Dubaï, l'Inde et la Chine comme marchés finaux.[96]

Accès au financement et au crédit

Un autre obstacle important pour l'EMAPE est l'impossibilité d'accéder au financement ou au crédit formel. On comprend et on reconnaît de plus en plus la mesure dans laquelle l'incapacité d'accéder aux circuits de financement formels constitue un obstacle majeur à la participation au marché pour les mineurs artisanaux et à petite échelle. En 2019, plusieurs rapports ont été publiés sur le sujet[97], le Forum responsable de l'OCDE pour les chaînes d'approvisionnement en minérais a consacré une session entière à explorer l'accès de l'EMAPE au financement[98] et plusieurs programmes internationaux ont accordé une attention particulière à l'élimination des obstacles à l'accès financier.[99] Le programme

CVCFG sera bien placé pour tirer parti de ces résultats et évaluer les solutions potentielles qui ont été soulevées.

Le manque d'accès au crédit / financement pour les mineurs artisanaux et à petite échelle est un obstacle à la formalisation qui est exacerbé par le caractère informel de la plupart des opérations EMAPE en RDC, qui dissuade les institutions financières d'étendre les services au secteur. La plupart dépendent de financements en espèces et d'avances de paiement tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Sans accès au fonds de roulement pour acheter des machines, la productivité des sites EMAPE est limitée.[100] Sans accès à un flux de trésorerie sécurisé, régulier et fiable, de nombreux mineurs vendent au courtier / agent le plus immédiat et le plus pratique, même si le prix offert est inférieur à la valeur marchande. Sans compte bancaire, il est difficile d'investir des bénéfices ou de présenter un moyen plus formel de faire des affaires avec les acteurs de la chaîne d'approvisionnement en aval. Le caractère informel des coopératives EMAPE typiques, associé au statut perçu à haut risque du secteur par les institutions financières, les empêche d'accéder aux services financiers de base. Plusieurs obstacles majeurs à l'accès au financement ont été résumés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2 Obstacles principaux auxquels les mineurs de l'ASGM sont confrontés pour accéder au financement

GARANTIE
Les prêts accordés par les établissements bancaires sont inaccessibles aux coopératives EMAPE car ils ne sont pas en mesure de répondre à la définition requise de garantie. Les exigences de garantie typiques en RDC s'élèvent à 150% de la valeur du prêt.[101] Les banques en RDC n'acceptent pas l'or EMAPE et la plupart des mineurs manquent d'actifs durs tels que des biens.[102] Les femmes sont encore moins susceptibles d'avoir des actifs appropriés en garantie, car moins de femmes possèdent des biens, une tendance observée en Afrique subsaharienne.[103]
HISTORIQUE DE CRÉDIT
Les institutions bancaires ont besoin des antécédents de crédit d'une personne ou d'une organisation pour approuver un prêt. Comme le souligne Resolve (2019), la plupart des mineurs ou coopératives artisanaux et à petite échelle ne tiennent pas de registre des documents financiers qui offriraient une forme d'historique de crédit. Le problème d'un manque de tenue de registres s'étend au-delà du secteur de l'EMAPE, les PME congolaises en général ayant souvent du mal à prouver leur stabilité financière aux institutions de crédit.[104] Il est peu probable que des paiements en espèces informels soutenant la chaîne d'approvisionnement en or en amont soient enregistrés et les institutions financières n'ont pas encore envisagé d'autres moyens d'évaluer les antécédents de crédit d'un client. Des suggestions ont été faites[105] d'utiliser les enregistrements sur smartphones et des historiques des transactions d'argent mobile, mais à court terme, l'amélioration de la gestion des enregistrements des coopératives EMAPE est vitale pour améliorer leur accès au financement.
ÉDUCATION FINANCIÈRE
Comme l'a déclaré un participant au Forum[106] de l'OCDE, « les mineurs artisanaux et à petite échelle et les institutions financières parlent des langues différentes.» Les produits financiers doivent être adaptés à l'EMAPE, et les coopératives EMAPE ont besoin d'une plus grande éducation financière pour y accéder. La mise en place de comptes d'épargne pour les mineurs artisanaux est vaine si, comme le souligne un mineur artisanal au forum de l'OCDE[107], 60% des coopératives sont analphabètes et ne peuvent pas utiliser de guichets automatiques.[108] Il est essentiel d'aider les mineurs à accéder au financement et à gérer leur argent pour encourager la croissance d'une approche à plus long terme de la gestion de l'argent. Une telle approche peut encourager les coopératives à se considérer comme des entreprises, favorisant la prise de décisions à plus long terme concernant les investissements dans des domaines tels que l'achat d'équipement, la sélection des acheteurs et la voie vers la conformité légale.
PÉNALITÉS FINANCIÈRES
À l'heure actuelle, les coopératives de l'EMAPE connaissent de nombreux obstacles à l'accès au financement formel. Il est bien documenté que les activités informelles d'extraction d'or et de commerce des minérais génèrent une plus grande valeur pour les acteurs locaux de la chaîne d'approvisionnement.[109] Le fardeau fiscal sur les exportations légales d'or de la RDC est élevé, ce qui rend difficile pour les marchands d'or officiels d'offrir un prix plus élevé sur le site minier que leurs concurrents informels. Les mineurs artisanaux et à petite échelle se plaignent également que les taux d'intérêt sur les prêts offerts par les banques dépassent les marges qu'ils réalisent sur leurs ventes d'or.[110] Influencer les politiques et réglementations économiques du gouvernement congolais dans le secteur minier peut dépasser le cadre du programme CVCFG, mais il est essentiel de comprendre comment l'environnement économique au sens large interagit avec les produits de services financiers pour explorer les voies permettant de surmonter les barrières du marché EMAPE.
EMPLACEMENT ELOIGNÉ
L'emplacement éloigné de nombreux sites ASGM fait qu'il est difficile pour les mineurs d'accéder aux institutions financières ou aux guichets automatiques, qui sont généralement situés dans les villes. Pour des raisons de sécurité, de commodité et de prix, les coopératives préfèrent souvent vendre leur or à proximité du site minier. Le dépôt du produit des ventes sur un compte bancaire est difficile si la banque la plus proche est à 50 km et le coût du voyage s'élève à 30 USD.[111]
MANQUE DE DONNÉES
Le manque de données sur les sites ASGM rend l'évaluation technique du site minier difficile. De plus, une quantité importante de données est collectée pour la diligence raisonnable en aval, mais moins pour l'amont.

Rôle des coopératives

La façon dont les coopératives EMAPE opèrent en RDC crée un autre obstacle important à la production et l'approvisionnement responsables en or. Le Code minier de la RDC oblige les mineurs à s'organiser en coopératives. Seules les coopératives peuvent détenir un titre minier sur une ZEA spécifique. L'étude a révélé que cette exigence légale ignore le fait que de nombreux mineurs en RDC sont déjà organisés en « comités miniers », leurs propres structures organisationnelles informelles.[112] Cependant, bon nombre de ces types d'organisations informelles n'ont pas la capacité de devenir des coopératives formelles, car les procédures d'enregistrement sont souvent bureaucratiques, coûteuses et compliquées. En conséquence, dans certains cas, des hommes d'affaires et des élites politiquement connectées ou des autorités coutumières ont commencé à combler cette lacune et à utiliser leurs

réseaux et capitaux pour créer des coopératives afin d'accéder à des permis d'EMAPE lucratifs. Grâce à la propriété des permis d'EMAPE, une telle « coopérative » exerce ensuite un effet de levier sur les mineurs travaillant sur son titre à travers une approche de la carotte et du bâton, par exemple en contrôlant l'accès à la mine et en promettant des avantages si les travailleurs adhèrent à la coopérative comme membres. Dans certains cas, ces « coopératives » convainquent les mineurs de devenir membres en promettant des outils et des équipements miniers, qui dans bien des cas ne se concrétisent jamais. Malgré la perception de frais, beaucoup ne fournissent pas de services, de formation ni ne diffusent d'informations à leurs membres.

L'étude a également révélé que l'adhésion à une coopérative n'est pas volontaire dans certains cas et est utilisée pour contrôler l'accès à la mine (et par conséquent les revenus de l'entreprise EMAPE).Si les travailleurs des mines veulent travailler dans un puits particulier, ils sont obligés de se joindre à la coopérative. De plus, les coopératives sont souvent organisées selon des critères ethniques et autorisent souvent l'accès sur base de l'appartenance ethnique. Les mineurs doivent alors payer pour une carte de membre, ainsi que des taxes et contributions (informelles), mais ne paient pas de « cotisation » officielle et ne contrôlent pas la façon dont elle est utilisée. Les coopératives EMAPE en RDC ne remplissent souvent pas les caractéristiques de base des coopératives. Les dirigeants des coopératives ne sont souvent pas élus démocratiquement et les membres participent rarement aux assemblées et ne sont pas conscients de leur droit d'être représentés ou d'influencer la coopérative. Les travailleurs de l'EMAPE ne sont souvent pas conscients de leurs droits en tant que membres d'une coopérative et ne peuvent pas contester la situation. Ces informations soulignent la nécessité d'une évaluation des conflits pour appuyer la mise en œuvre du programme CVCFG.

En ce sens, les coopératives EMAPE en RDC peuvent en fait augmenter la charge financière pour les mineurs, car les coopératives exigent une part des revenus des mineurs, tout comme les autres acteurs qui demandent une part par le biais de taxes (informelles), telles que les autorités coutumières, les propriétaires et les chefs. Dans certains cas, ils fournissent en retour des avantages aux mineurs, sauf que le fait d'être associé à une coopérative est une obligation légale. Il n'est pas surprenant que les mineurs ne considèrent souvent pas les coopératives comme des structures légitimes et préfèrent leurs propres « comités miniers », car ceux-ci leur fournissent de véritables services.

Pour résumer, les coopératives EMAPE en RDC ont parfois été qualifiées d'« institutions qui «légalisent» l'exploitation».[113] L'étude a révélé que les coopératives peuvent être des véhicules permettant aux élites politiques, économiques et coutumières d'exploiter économiquement les mineurs et de continuer à exercer un pouvoir sur les mineurs. Cela permet à son tour aux autorités gouvernementales d'accroître le contrôle sur le secteur minier, mais aussi l'accès à la recherche de rente aux revenus de l'EMAPE.

Le programme CVCFG prévoit de collaborer avec les coopératives EMAPE et est également légalement tenu de collaborer avec elles afin de construire une chaîne d'approvisionnement en or EMAPE commercialement viable et sans conflit. Le CVCFG devra donc acquérir une compréhension approfondie de la dynamique entre les membres de la coopérative et la gestion de la coopérative, ainsi que des liens politiques, sociaux et économiques et des intérêts particuliers de cette dernière. Le CVCFG devra travailler sur les questions de légitimité de la coopérative et de sa gestion aux yeux du mineur et des ouvriers miniers et devra donc probablement mettre l'accent sur le soutien à l'établissement de bonnes pratiques dans les structures et la gestion des coopératives.

Traçabilité et chaîne de contrôle

La mise en place d'un système de traçabilité et de chaîne de contrôle présente également un défi. La traçabilité des produits par le biais d'un système de chaîne de contrôle approprié est une caractéristique essentielle de l'étape I des lignes directrices de l'OCDE sur le devoir de diligence, bâtissant les systèmes de gestion pour assurer les contrôles de la chaîne d'approvisionnement. La traçabilité devrait améliorer le contrôle et la transparence de la chaîne d'approvisionnement ASGM en RDC.[114] Cependant, à ce jour, ces mesures n'ont été utilisées qu'à un stade pilote dans quelques chaînes d'approvisionnement en or et ne sont généralement pas appliquées (voir ci-dessous pour un

aperçu des initiatives et des enseignements qui peuvent être tirés du CVCFG).[115] Le BGR a remarqué plusieurs défis dans l'application d'un système de traçabilité pour l'ASGM en RDC (projet de traçabilité de l'or de Kampene), y compris le manque d'acceptation du système par les commerçants, la complexité de la chaîne d'approvisionnement et des acteurs impliqués et l'absence d'un système d'enregistrement complet.[116] Un autre problème majeur est que l'or exporté légalement et illégalement partage les mêmes caractéristiques physiques, de sorte que les analyses physiques ou chimiques post-achat ne peuvent pas être utilisées pour différencier l'or EMAPE légal et illégal de même origine. Cela rend difficile pour les acheteurs de distinguer si l'or qu'ils achètent provient d'une exploitation minière légale ou illégale sans un système documentaire supplémentaire attaché aux contrôles physiques de l'or.[117]

Défis pour la production

Les acheteurs ont généralement besoin d'une quantité minimale d'or par envoi pour justifier les coûts du fret international, de l'assurance et du financement.[118] Les raffineurs et les acteurs en aval ont souvent besoin d'une taille minimale de lots de consignation pour effectuer le traitement par lots.[119] Cependant, les opérateurs EMAPE ont du mal à assurer une production d'or régulière en raison de facteurs liés aux saisons, aux moyens de subsistance interdépendants, à la mécanisation et à l'automatisation limitées et à d'autres variables.[120] Les opérateurs EMAPE ont donc plus de difficultés à respecter les tailles minimales des envois généralement requises par les acteurs en aval lorsqu'ils s'approvisionnent en or auprès des LSM.[121] De plus, l'or extrait par l'EMAPE peut contenir de petites particules d'éléments délétères, ce qui peut rendre techniquement difficile de raffiner l'or.[122]

L'or comme instrument financier

L'or est utilisé comme instrument financier pour blanchir de l'argent et se substituer à la monnaie locale. L'utilisation de l'or comme monnaie fausse le prix local de l'or, gonflant les prix de l'or au-dessus du prix international de l'or.[123] [124]

Industrie basée sur la confiance

Enfin, la mise en place d'une chaîne d'approvisionnement responsable est également difficile car elle implique plusieurs parties qui doivent se faire confiance, et la confiance ne se construit qu'avec un investissement important en temps et en engagement personnel.[125]

BESOINS ET ATTENTES EN AMONT

Cette section présente les principaux besoins et attentes des acteurs en amont par rapport au programme CVCFG. Des études supplémentaires sur le terrain sont nécessaires pour identifier ce qui pourrait inciter les acteurs en amont à s'engager dans le programme et identifier les problèmes que le CVCFG doit résoudre.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS POUR LE CVCFG

A. PRÉSÉLECTION DES ACTEURS ET DES ZONES AVEC LESQUELS LE CVCFG POURRAIT COLLABORER POTENTIELLEMENT POUR SA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

Les informations ci-dessus sur la chaîne d'approvisionnement en amont doivent être développées dans le but d'identifier les emplacements appropriés, les coopératives EMAPE, les commerçants et les exportateurs qui pourraient potentiellement travailler avec le CVCFG dans le cadre d'une chaîne d'approvisionnement en or responsable. L'étude sur le niveau EMAPE et LSM montre qu'il existe des points d'entrée potentiels à évaluer plus en profondeur. Il en va de même pour les commerçants et les exportateurs.

Il y a au moins 18 sites miniers qui ont été classés vert et où IPIS n'a signalé aucune utilisation de mercure et aucune implication de groupe armé. La faisabilité d'inclure ces 18 sites dans le programme CVCFG devrait être évaluée.

Levin Sources recommande les actions suivantes pour la phase 2 de l'analyse de marché :

• Analyser plus en détail les sites ASGM et les coopératives avec lesquelles le programme CVCFG pourrait potentiellement travailler.

- Des études plus approfondies sur le terrain et la collecte de données dans les zones qui ont été mises en évidence dans ce chapitre, en particulier :
  - Les sites des groupes 1, 2, 3, 4 et 5, car aucun travail des enfants n'y a été observé ou enregistré.
  - La dynamique de l'EMAPE autour des institutions d'ancrage potentielles telles que les entreprises LSM et les organismes voués à la conservation.
  - Les risques de l'OCDE dans chaque site, le chevauchement avec les ZEA, les flux d'or et si les sites appartiennent à un projet ou une initiative existante. Une analyse de haut niveau à l'aide de la carte Web de IPIS montre que seuls 2 sites se chevauchent avec des ZEA. Si cela est confirmé et qu'un site sélectionné pour travailler ne chevauche pas une ZEA existante, le CVCFG devrait se coordonner avec le gouvernement pour établir s'il est possible de mettre en place une ZEA dans cette région.

  Reconnaissant qu'il pourrait y avoir d'autres sites où le projet pourrait opérer, ce chapitre fournit un premier tri pour la sélection des sites, ayant identifié des groupes qui sont plus susceptibles d'être adaptés au programme que d'autres.
- Il est important de considérer que les critères utilisés pour sélectionner les groupes de mines sont relativement stricts et qu'ils limitent donc considérablement le nombre de sites miniers ou de zones ASGM possibles. Le CVCFG devra aller au-delà de ceux-ci pour avoir un impact à plus long terme. Par conséquent, cette analyse doit être considérée comme une première tentative de définir des points d'entrée possibles, mais pas comme un jugement final. Pour identifier les mines et zones ASGM appropriées avec lesquelles collaborer, cette analyse doit être étendue, les critères affinés (par exemple, ne pas les utiliser de manière cumulative), étayés par une analyse factuelle tirée des travaux sur le terrain et de l'engagement des parties prenantes. Cette analyse devra être continue.

• Reconnaître le rôle et l'importance des commerçants locaux, les défis auxquels ils sont confrontés pour opérer et s'approvisionner de manière responsable, et les menaces qu'ils peuvent représenter pour le programme et la durabilité de ses résultats s'il est marginalisé. Analyser la meilleure façon de les inclure dans le programme CVCFG.

- Obtenir des entretiens avec les commerçants locaux et avec d'autres initiatives (par exemple Just Gold et CBRMT) pour comprendre comment les commerçants locaux ont été motivés et inclus dans leurs programmes.

• Reconnaître le rôle des grands commerçants et des exportateurs / comptoirs, les défis auxquels ils sont confrontés pour opérer et s'approvisionner de manière responsable, et effectuer d'autres études pour :

- Confirmer la charge fiscale indiquée dans ce chapitre.
- Évaluer les nouveaux défis pour les exportateurs d'or en RDC.
- Évaluer de quelle manière les réglementations susmentionnées correspondent à la réalité, c'est-à-dire si elles sont appliquées, si les exportateurs s'y conforment et s'il existe des règles et des paiements informels et / ou coutumiers auxquels les exportateurs sont soumis.

- Rechercher quels exportateurs / comptoirs existent, qui ils sont et où ils sont basés, afin d'identifier des exportateurs / comptoirs qui pourraient être des partenaires potentiels pour le projet CVCFG.

B. ÉVALUATION EN PROFONDEUR, ANALYSE ET ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES DANS LES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT SÉLECTIONNÉES DES PARTENAIRES EMAPE

Une fois les partenaires potentiels sélectionnés, c'est-à-dire les zones, coopératives et acteurs de la chaîne d'approvisionnement, le programme CVCFG devra effectuer une analyse approfondie dans ces zones spécifiques et sur ces acteurs spécifiques. Une telle analyse devrait permettre de mieux comprendre le contexte dans lequel le programme opérera. Il devrait inclure une évaluation de diligence raisonnable des mines, des coopératives et des commerçants ainsi que des études supplémentaires sur le terrain sur le rôle des autres parties prenantes dans la chaîne d'approvisionnement en or EMAPE. Étant donné que le contexte et la dynamique diffèrent considérablement entre les différentes zones en RDC, cela est crucial et devrait faire partie des efforts continus de suivi et d'évaluation de la situation autour du projet et des chaînes d'approvisionnement et devrait éclairer l'approche de gestion adaptative du programme.

• Prendre en considération les risques et obstacles résumés du marché en amont et en approfondir l'étude par rapport aux zones, chaînes d'approvisionnement ou acteurs EMAPE sélectionnés.

- Les mesures pour atténuer les risques identifiés et surmonter les obstacles.
- Les acteurs doivent être impliqués afin d'appliquer des mesures d'atténuation.

• Analyser les besoins du marché en amont et les attentes des acteurs en amont. Des études de terrain supplémentaires sont nécessaires pour identifier ce qui pourrait inciter les acteurs en amont à s'engager dans une chaîne d'approvisionnement en or responsable et identifier les problèmes que le CVCFG doit résoudre.

C. ANALYSE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE ET ÉVALUATION DES CONFLITS

- **La réalisation d'une analyse de l'économie politique (PEA) sera essentielle pour la mise en œuvre du programme CVCFG** car elle aidera à comprendre les dimensions politiques et sociales de l'or EMAPE en RDC. Il faudra une évaluation de la dynamique entre les structures, les institutions et les parties prenantes pour comprendre comment les décisions sont prises.
- La réalisation d'une évaluation des conflits complétera le PEA en examinant la dynamique des conflits existants ou potentiels dans le contexte où le programme CVCFG fonctionnera. Une telle analyse inclurait de comprendre la dynamique entre les différents groupes et l'identification des zones qui pourraient potentiellement dégénérer en nouveaux conflits ou renforcer ceux existants.

4 - LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT À MI-CHEMIN

Ce chapitre donne un aperçu de la chaîne d'approvisionnement intermédiaire, y compris les sociétés de transport et de logistique, les raffineurs et les négociants de lingots. La phase 1 de l'analyse du marché s'est concentrée sur les raffineurs et fournitun aperçu des obstacles et des motivations identifiés lors des entretiens. Les sociétés de transport et de logistique ainsi que les commerçants de lingots sont cités, mais feront l'objet d'études supplémentaires au cours de la phase 2.

TRANSPORT, LOGISTIQUE ET SÉCURITÉ

Le transport requis dans la chaîne d'approvisionnement en or EMAPE prend diverses formes de la mine au stade de raffinage. Une compréhension des activités de transport et de logistique appuiera non seulement la compréhension des risques aux différentes étapes du commerce de l'or, mais conduira également à la cartographie des parties prenantes impliquées et des coûts opérationnels. Les coûts de transport peuvent représenter un véritable goulot d'étranglement et dissuader la viabilité commerciale et la durabilité des initiatives aurifères responsables de l'EMAPE, en particulier lorsque la production est dans des zones éloignées à haut risque et lorsque les volumes disponibles pour l'expédition sont faibles. En conséquence, comprendre et étudier les solutions aux difficultés de transport et identifier les acteurs clés désireux de contribuer et de s'engager en tant qu'entreprises de transport et de logistique sont deux éléments fondamentaux.

La phase 2 de l'analyse de marché couvrira les entreprises de transport et de logistique en:

- Elargissant la cartographie des parties prenantes aux entreprises du secteur de la logistique et des transports.
- Menant des entretiens avec les parties prenantes pour détailler les motivations et les obstacles à l'engagement dans l'or EMAPE de l'est de la RDC.
- Identiant des solutions en collaboration avec les parties prenantes du secteur intéressés.

RAFFINEURS

Les raffineurs d'or sont des acteurs essentiels de la chaîne d'approvisionnement en or et représentent le point de pincement de l'ensemble du marché de l'or, s'approvisionnant auprès des acteurs en amont et vendant à diverses industries, notamment les bijouteries, les TIC, les fournitures médicales et les banques centrales. Ils achètent et transforment une large gamme des types d'or en barres et produits commercialisables. Les principales sources d'or sont les matières extraites des mines d'or LSM et EMAPE, appelées dorés, et les rebuts de bijoux et d'équipements électroniques usagés. Avant de traiter l'or, ils utilisent des méthodes de dosage pour déterminer la composition du lot reçu et mesurer la proportion de contenu en or. Différents procédés sont ensuite utilisés pour extraire et séparer l'or et éliminer les impuretés.

Levin Sources a approché 27 raffineurs d'or de différentes tailles, accréditations et régions (Europe, Afrique du Sud, Moyen-Orient et Asie). Huit raffineurs ont accepté l'invitation à un entretien, dont 2 des plus grands raffineurs mondiaux. Cela représente un taux d'engagement positif de 30%.

ATTITUDES POUR UN APPROVISIONNEMENT EN OR RESPONSABLE

DÉFINIR L'OR RESPONSABLE

Les raffineurs ont des attentes et des « lignes rouges » différentes en ce qui concerne l'approvisionnement en or responsable. Celles-ci vont « d'aller au-delà des risques de l'annexe II du Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence » à la prise en compte de la traçabilité, de la chaîne de contrôle, du social, de l'environnement, de la santé et de la sécurité, du genre et des salaires.

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
Global Communities Partners for Good
LEVIN SOURCES

- Un raffineur a déclaré que l'or responsable est de l'or qui a été extrait selon une norme *« au-delà du Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence, en tenant compte des questions environnementales, des droits de l'homme et des questions sociales ».* Pour ce raffineur, l'utilisation du mercure est acceptée s'il est utilisé de manière contrôlée.
- Un autre raffineur a déclaré que l'or responsable signifie que l'or a été produit de manière transparente et que tous les documents requis lui sont présentés, et l'or éthique signifie que l'or a été extrait sans travail des enfants, sans violation des droits de l'homme et où hommes et femmes ont tous deux accès aux installations minières pour obtenir un revenu. Pour ce raffineur, il est important de travailler progressivement à réduire l'utilisation du mercure et de s'engager avec des partenaires locaux pour investir dans une technologie alternative.
- Un grand raffineur n'utiliserait pas le terme « sans conflit » car il ne garantit pas que l'or est approvisionné de manière responsable, par exemple, cela inclut l'or provenant de mines utilisant du mercure de manière non durable.
- Un autre raffineur a créé sa propre marque commerciale qui comprend la traçabilité des mines et les normes les plus élevées de gestion environnementale. Cette initiative spécifique est pertinente car elle incite les raffineurs à regarder au-delà des risques de l'annexe II de l'OCDE et pourrait inciter davantage d'entreprises à suivre leur exemple.

L'absence de définition standard de l'or responsable montre que les raffineurs ne sont pas encore alignés sur les caractéristiques que doit avoir l'or responsable. Cela laisse le programme CVCFG quelque peu tributaire des préférences den'importe quel marché qui se présente comme la destination préférée pour l'or congolais « responsable ». A défaut, le programme CFCVG pourrait proposer une définition claire de l'or qu'il apportera sur le marché, prenant en compteles considérations susmentionnées. Bien que tous les risques ci-dessus ne puissent pas être entièrement abordés dès le départ, la définition de l'or responsable pourrait être présentée dans la logique d'une amélioration progressive sur une période donnée, mais avec un point de départ clair : la conformité au Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence.

APPROVISIONNEMENT EN OR

De nombreux raffineurs interrogés s'approvisionnent déjà en or EMAPE, à côté de l'or LSM standard et l'or recyclé. Cela représente une faible proportion de leurs achats (1% à 10%). Ils sont généralement ouverts à l'approvisionnement auprès d'EMAPE, et certains raffineurs, en particulier en Suisse, reconnaissent la nécessité de s'engager et de ne pas marginaliser le secteur. Leur motivation à s'approvisionner auprès de l'EMAPE repose souvent sur le désir d'améliorer l'image et la réputation de l'entreprise, mais ils sont également conscients que les risques de s'engager avec l'EMAPE peuvent potentiellement nuire à leur réputation.

Les raffineurs s'approvisionnent en or EMAPE de différentes régions, les pays d'Amérique du Sud étant les pays d'origine les plus importants. Certains s'approvisionnent auprès de contreparties ou d'initiatives d'or EMAPE certifiées basées dans la région et ont tendance à acheter de l'or dans les pays où ils ont des relations existantes (ce qui contribue à réduire les risques). L'or EMAPE des pays africains est généralement évité en raison d'une perception de risque plus élevé et des difficultés de gestion de ce risque. Deux raffineurs ont contesté ces perceptions si répandues. L'un des deux procède actuellement à une diligence raisonnable de la chaîne d'approvisionnement en or EMAPE d'un projet dans l'est de la RDC, afin d'évaluer la viabilité économique de l'approvisionnement en or du projet. Un autre raffineur participe au projet d'Impact Facility avec l'EMAPE en Tanzanie.

La plupart des raffineurs ont adopté des systèmes de gestion solides pour appuyer la diligence raisonnable de la chaîne d'approvisionnement en or, conformément au Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence ou à d'autres normes telles que celle de la LBMA. Un raffineur est un membre fondateur du groupe de travail qui a développé le Supplément sur l'Or au Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence, et également membre du Groupe de pilotage multipartite chargé de la mise en œuvre du

Guide. Certains raffineurs vont au-delà du Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence et évaluent et gèrent également (certains) risques liés à la santé et à la sécurité et à l'environnement (pas d'utilisation ou utilisation contrôlée du mercure). Certains raffineurs ont des systèmes de traçabilité jusqu'au site minier, tandis que d'autres sont proactifs et visitent les sites miniers EMAPE eux-mêmes pour faire le KYC et l'évaluation des risques (ce qui obligatoire pour les membres de la LBMA). Un raffineur a déclaré qu'il amenait également ses clients visiter les sites miniers EMAPE.

Les attentes des clients des raffineurs en matière d'approvisionnement responsable présentent une image mitigée. Un raffineur a indiqué que ses clients de l'industrie des TIC ne demandaient pas d'où venait l'or. Cependant, un autre raffineur a déclaré que les secteurs des TIC et de l'automobile étaient des marchés naissants, certaines grandes marques étant prêtes à inclure de l'or EMAPE dans leur chaîne d'approvisionnement, bien que les quantités nécessaires soient bien au-delà de ce que les sources EMAPE responsables peuvent produire. Selon un autre raffineur, les bijoutiers demandent de plus en plus si l'or est extrait dans la région des Grands Lacs. En revanche, les banques, qui achètent principalement de l'or recyclé, ne demandent aucune information sur l'origine du matériau. Un raffineur a indiqué que les clients qui achètent de l'or responsable sont principalement des bijoutiers qui ont été ciblés par des ONG et des bijoutiers éthiques plus petits qui ont un véritable intérêt pour le sujet. En ce qui concerne la promotion de l'or EMAPE auprès de leurs clients, un raffineur a indiqué qu'ils communiquaient à travers l'industrie sur le pourquoi et comment ils s'approvisionnaiten or EMAPE responsable.

Les attentes diverses des clients des raffineurs confirment l'importance d'engager les entreprises en aval aux côtés des raffineurs, car leur demande et leur intérêt sont susceptibles de motiver davantage les raffineurs à s'engager.

S'APPROVISIONNER EN OR EMAPE DE LA RDC : OBSTACLES ET EXIGENCES

OBSTACLES

Les raffineurs ont signalé plusieurs obstacles lorsqu'ils s'approvisionnent en EMAPE de manière responsable, notamment le manque de sources EMAPE certifiées, la réputation du pays d'origine, les coûts de logistique et de sécurité, le manque de volonté des exportateurs de mener à bien la diligence raisonnable requise et les méthodes de paiement utilisées.

Manque de sources EMAPE certifiées

Premièrement, le nombre de mines certifiées est limité et leurs volumes sont relativement faibles. C'est une contrainte pour les raffineurs car cette situation requiert de leur part plus de temps et de ressources pour mettre en place des chaînes d'approvisionnement EMAPE responsables à partir de zéro dans le pays d'extraction. S'engager avec les communautés EMAPE prend beaucoup de temps et d'efforts, surtout si elles ne sont pas encore formalisées et si le raffineur n'a pas de présence ou de réseau dans le pays.

Le risque lié à la réputation

Les raffineurs aimeraient s'engager dans un programme qui soutient l'approvisionnement en or de la RDC, mais ils craignent les risques liés à la réputation et les concurrents qui peuvent critiquer ouvertement leur travail et nuire à leur réputation. La réputation du pays d'origine est un obstacle pour certains clients qui hésitent à acheter de l'or de la RDC, de la région des Grands Lacs ou même de tout le continent africain. Un concurrent, une ONG ou une organisation médiatique peut être informé que le raffineur s'approvisionne dans un pays à haut risque et publier l'information, ce qui pourrait nuire à la réputation de l'entreprise. Pour réduire ce risque, il faudra une stratégie de communication conjointe avec le raffineur, y compris considérer quand la discrétion ou la publicité est la meilleure approche (ce qui implique l'importance de faire respecter ces exigences par d'autres parties prenantes du programme). **Le programme CVCFG doit être sensible au risque très réel lié à la réputation, auquel sont confrontés les raffineurs qui décident de s'engager davantage dans le programme.**

Coût de la logistique et de la sécurité

Les raffineurs peuvent décider de cesser de s'approvisionner auprès de l'EMAPE lorsque les coûts des services de logistique et de sécurité sont plus élevés que les avantages qu'ils retirent de l'achat de petites quantités d'or occasionnelles. Les difficultés peuvent inclure le transport de l'or, ainsi que les procédures de sécurité, et les frais d'envoi de personnes pour effectuer une diligence raisonnable sur le terrain dans les zones touchées par les conflits et à haut risque (CAHRA). Un raffineur a déclaré qu'il doit avoir une présence dans le pays d'origine du matériau afin de faciliter le processus de diligence raisonnable et de logistique, sinon c'est trop coûteux. Les coûts élevés liés aux douanes et aux taxes peuvent également être un facteur qui dissuade les raffineurs de s'approvisionner dans un pays donné.

Absence de volonté des exportateurs de remplir leurs obligations de diligence raisonnable

Les petits raffineurs ne disposent pas de moyens pour faire pression sur leurs fournisseurs afin qu'ils fournissent des informations sur leur chaîne d'approvisionnement et remplissent les formulaires KYC (Connaître son client). Si les fournisseurs ne souhaitent pas faire preuve de diligence raisonnable, ils trouveront d'autres acheteurs moins exigeants. Par exemple, un raffineur a déclaré qu'il avait essayé de s'approvisionner au Burkina Faso, mais le fournisseur avait refusé d'entreprendre le KYC et de partager toute documentation.

Méthodes de paiement

Les raffineurs sont confrontés à des défis lorsqu'ils tentent d'organiser les paiements aux producteurs. Un raffineur a indiqué que payer les mineurs est un défi pour eux, car ils n'ont pas toujours de compte bancaire et préfèrent être payés en espèces. Un raffineur a indiqué que certaines banques n'autorisent pas les paiements aux pays répertoriés comme à haut risque. Des solutions à ces obstacles pratiques seront explorées dans les prochaines phases de l'analyse du marché. Cet aspect est essentiel pour le CVCFG tout comme l'assouplissement du mécanisme de paiement est crucial pour promouvoir des affaires viables.

EXIGENCES

Diligence raisonnable crédible

Les raffineurs devraient déterminer la variété des risques et des obligations de diligence raisonnable qu'impliquerait le programme. Plus précisément, les raffineurs de la LBMA doivent se conformer à la norme de bonne livraison de la LBMA et au guide d'approvisionnement responsable de la LBMA. Pour aider les raffineurs, la LBMA a développé plusieurs outils (par exemple les KYC et les questionnaires d'auto-évaluation) et ceux-ci sont régulièrement utilisés pour effectuer une due diligence. Parfois, les raffineurs peuvent développer leurs propres outils, conformément aux exigences de la LBMA. Il est important de noter que les formulaires de diligence raisonnable ne sont pas utilisés pour le plaisir de cocher des cases. Une fois qu'un raffineur reçoit les formulaires remplis, le contenu est soumis à un processus de due diligence approfondi par lequel la direction décide s'il existe un risque de s'engager avec l'entreprise et, dans l'affirmative, si le risque correspond à son appétit pour le risque. Par conséquent, il est primordial que les exportateurs et les raffineurs soient appuyés dans le processus de diligence raisonnable (à la fois lors de l'envoi des informations et lors de leur examen), pour garantir que les blocages puissent être surmontés. Ces outils incluent le KYC et une auto-évaluation de l'EMAPE qui peuvent être téléchargés ici.

Potentiel d'extension du modèle, viabilité commerciale et fiabilité de l'approvisionnement

Les raffineurs ont besoin d'un approvisionnement en or commercialement viable pour que leur investissement soit rentable. Cela signifie qu'ils ont besoin d'un approvisionnement modulable et fiable. L'approvisionnement à partir de l'EMAPE est caractérisé par de petites quantités et une certaine volatilité, ce qui représente un défi pour les raffineurs qui doivent vendre aux clients de façon continue. Il est probable que les volumes minimaux varient en fonction du coût de la diligence raisonnable, du temps investi par les raffineurs, du transport et de l'expédition, des coûts associés à la sécurité et du niveau d'agrégation. Selon un raffineur, la taille du lot devrait être supérieure à 5 kilos par mois pour que son engagement soit viable. Un autre raffineur a indiqué qu'il n'avait reçu aucune livraison pendant 4 mois en provenance de mines certifiées. Certains raffineurs ont déclaré que l'approvisionnement auprès d'exploitations EMAPE n'est actuellement globalement pas rentable. Comme l'a indiqué un raffineur, il a tenté de s'approvisionner auprès d'une initiative d'or EMAPE certifié EMAPE, mais ce n'était pas économiquement viable car la prime était trop élevée et le programme ne traitait pas les problèmes de logistique et d'exportation. Même avec un contrat en place avec le raffineur, les fournisseurs EMAPE peuvent également décider de vendre à des acheteurs alternatifs (souvent informels) qui peuvent offrir un meilleur prix et payer immédiatement en espèces, ce qui réduit encore les volumes possibles et affecte la fiabilité. Cela démontre l'importance de comprendre les mineurs, les commerçants et leurs motivations commerciales, pour commencer à permettre aux raffineurs de favoriser des relations de confiance avec les communautés EMAPE.

Travailler avec des partenaires de confiance

Les raffineurs préfèrent travailler avec une initiative ou un partenaire déjà en place dans le pays d'extraction et très bien établi. Les raffineurs qui s'approvisionnent auprès de l'EMAPE souhaitent s'engager avec un partenaire local fiable en qui ils ont confiance. De plus, certains raffineurs ressentent le besoin de visiter les sites miniers en personne ; cependant, toutes les entreprises n'autorisent pas leur personnel à voyager dans des pays à haut risque comme la RDC. Cela signifie que (a) la confiance doit être établie entre l'organisation locale et le raffineur pour garantir l'engagement, et (b) les informations et les processus de diligence raisonnable conçus par le programme CVCFG doivent donner aux raffineurs la confiance qu'ils peuvent s'engager en toute sécurité. Plusieurs raffineurs ont suggéré que le CVCFG devrait apporter un soutien supplémentaire pour mener à bien la diligence raisonnable sur le terrain car ils ne sont pas présents en RDC.

CONCLUSIONS, RECOMMANDATIONS ET OPPORTUNITÉS POUR LE CVCFG

ENGAGEMENT DU RAFFINEUR

Deux raffineurs (un de petite taille et un de moyenne taille) seraient disposés à poursuivre leur implication dans le programme, et l'un **salue l'initiative. Cependant, il faudrait des garanties solides que le programme chercherait à répondre à leurs attentes.** Le programme a besoin d'une approche qui respecte et, si possible, intègre leurs conseils et leurs exigences. Les prochaines étapes prévues sont les suivantes :

- Envisager de poursuivre l'engagement avec d'autres raffineurs en Europe et d'étendre les entretiens aux raffineurs d'Asie et du Moyen-Orient.
- S'engager davantage auprès des raffineurs qui souhaitent participer au programme.
    - Confirmer les préférences pour s'engager.
    - Établir un groupe de travail de raffineurs désireux de s'engager dans le programme et explorer avec eux des solutions possibles aux défis identifiés pendant la phase d'étude. Cela jetterait les bases de la création d'un groupe d'acteurs plus structuré qui pourrait être engagé dans le programme par le biais d'une série de projets pilotes répondant à leurs attentes.

- Recueillir les retours d'information des raffineurs pour éclairer l'élaboration d'une approche d'engagement efficace pour leur secteur. Ils devront être convaincus et capables de convaincre leurs clients de l'analyse de la rentabilité de l'approvisionnement en or EMAPE de la RDC.
- Envisager de lancer une campagne de sensibilisation pour contrer les perceptions souvent négatives de faire des affaires en RDC. Connaître les risques réels et les restrictions légales sur l'approvisionnement en RDC peut répondre aux préoccupations de plusieurs raffineurs.

SENSIBILISATION À LA RDC

Les raffineurs, ainsi que leurs fournisseurs et clients, ont besoin d'une formation complémentaire sur les risques réels et les restrictions légales de l'approvisionnement en RDC. Ils ont besoin de soutien pour remettre en cause les perceptions négatives de la RDC au sein de leurs organisations, de leur chaîne d'approvisionnement et de leur clientèle. Sur la base de leur suggestion, le programme **devrait concevoir une approche de sensibilisation qui répond spécifiquement aux préoccupations des raffineurs et de leurs parties prenantes concernant la réputation.** Cependant, pour d'autres, une telle stratégie ne sera pas suffisante pour s'engager dans le programme. Par exemple, un raffineur a spécifiquement fait part de ses craintes concernant l'achat d'or de la RDC, car cela les empêcherait de s'engager avec les Banques de lingots de Londres qui, selon eux, n'acceptent pas d'or de la RDC.

RECOMMANDATIONS POUR UN MODÈLE DE CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT À TESTER ET À METTRE EN ŒUVRE DANS LE CADRE DU CVCFG

Sur base de l'engagement avec les raffineurs, Levin Sources va :

- **Définir l'approche de diligence raisonnable que le programme CVCFG devrait utiliser pour examiner les participants de la chaîne d'approvisionnement en vue de leur inclusion potentielle dans le programme, et pour évaluer l'écart de leurs performances par rapport aux normes internationalement reconnues et aux attentes des raffineurs (et d'autres marchés prioritaires).** Un système de diligence raisonnable solide, comprenant un partenaire crédible et fiable sur le terrain, doit être en place, permettant une évaluation et une gestion transparentes des risques, des preuves et une documentation solides.
- **Prendre en compte, à chaque étape, les attentes des raffineurs en ce qui concerne le volume et la fiabilité de l'approvisionnement, lors de la définition d'un modèle de chaîne d'approvisionnement.**
- **Définir un circuit de paiement viable pour les raffineurs afin de permettre l'approvisionnement en or EMAPE.** Concernant le paiement aux mineurs, certains raffineurs ont suggéré qu'un seul compte bancaire pourrait être établi par coopérative. La phase 2 devrait examiner les obstacles financiers en amont et proposer des solutions viables qui conviennent à la fois aux communautés locales et aux raffineurs.

LE MARCHÉ DE L'OR

Un marché de l'or est un marché où l'or, l'argent et les dérivés associés sont négociés. Le système de compensation de Londres est le marché de l'or où se négocient de gré à gré la plupart de l'or et de l'argent du monde. Il est géré par London Precious Metal Clearing Limited (LPMCL), une organisation à but non lucratif qui approuve l'or, détenue et exploitée par les 5 membres approbateurs de la LBMA : HSBC, ICBC Standard Bank, JPMorgan, Scotiabank et UBS. Au moment du compte rendu de la première phase de l'analyse du marché, l'étude sur les marchés de l'or venait de commencer, mais les raffineurs ont signalé des informations précieuses qui peuvent être introduites à ce stade et qui feront l'objet d'un examen et de développements ultérieurs.

Deux raffineurs ont signalé des difficultés lorsqu'ils tentaient de payer pour l'or provenant de pays touchés par des conflits et de zones à haut risque. Selon eux, lorsque les raffineurs tentent de faire des paiements à des fournisseurs situés dans ce que leurs banques considèrent comme une zone de conflit ou à haut risque, le paiement est refusé. Selon les personnes interrogées, les agents des banques posent des questions qui montrent peu de connaissances ou de compréhension de la chaîne d'approvisionnement et du secteur, ce qui rend les affaires difficiles. Dans le pire des cas, les banques peuvent également décider de fermer le compte si elles pensent que l'or provient d'une zone touchée par un conflit ou à haut risque. Cela serait l'une des principales raisons pour lesquelles les raffineurs choisissent de ne pas s'approvisionner en RDC. Ces résultats nécessitent des études supplémentaires et une récente réunion avec la LBMA devrait ouvrir la voie à la prochaine étape de cette enquête. Cependant, les problèmes ne sont pas signalés uniquement pour les paiements. Les banques de lingots n'accepteraient pas d'or provenant de pays trop risqués pour elles, ce qui empêche les raffineurs de s'approvisionner auprès de ces pays, dont la RDC.

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
Global Communities Partners for Good
LEVIN SOURCES

5 - LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT EN AVAL

FABRICANTS DE BIJOUX ET BIJOUTIERS

Ce chapitre propose une analyse du secteur de la joaillerie suite à des entretiens avec les acteurs du marché. Il explore leurs attitudes et les obstacles à un approvisionnement responsable, leurs exigences pour acheter l'or du programme et met en évidence les recommandations clés pour le programme CVCFG.

Le marché de la bijouterie a été identifié comme un marché cible clé en aval pour l'or vendu dans le cadre du programme CVCFG. Le secteur achète la plus grande proportion d'or, représentant au moins 50% de la demande mondiale d'or.[126] De plus, ce secteur est en mesure de travailler avec de l'or qui est dématérialisé, comme le démontrent l'or de Fairtrade et Fairmined par leur capacité à atteindre des prix supérieurs au London Fix pour leur matière certifiée.

Au deuxième trimestre de l'exercice 2019, la demande du secteur mondial de la bijouterie s'est traduite par 1123 tonnes. L'Inde, la Chine et les États-Unis représentent respectivement les plus grands marchés pour les bijoux en or.[127] Bien que la demande européenne de bijoux en or représente environ 3% de la demande totale du secteur, le continent a actuellement la plus forte demande d'or responsable. De manière significative, l'Europe abrite le plus grand nombre de bijoutiers et fabricants de bijoux détenant des licences pour vendre de l'or EMAPE certifié aux consommateurs. Fairmined indique que la plupart de ses titulaires de licence se trouvent en Europe.[128] Au cours de la dernière décennie, il y a eu une prise de conscience croissante de l'importance de chaînes d'approvisionnement responsables et transparentes pour plusieurs produits. En Allemagne, l'augmentation de la production de bijoux en or certifié est principalement due aux considérations éthiques des entreprises de joaillerie et accélérée par une demande accrue des consommateurs sensibilisés à la fois par les entreprises de bijoux et par un changement culturel plus large.[129] **Après de nouvelles études, il a été reconnu que le marché européen de la bijouterie, avec sa base croissante de fournisseurs et de consommateurs intéressés ou déjà familiarisés avec l'achat d'or EMAPE responsable, pourrait offrir un fort potentiel pour la chaîne d'approvisionnement du CVCFG. Il s'agit donc du premier marché étudié de la joaillerie.**

Soixante-cinq fabricants de bijoux et bijoutiers ont été invités pour un entretien pour analyser le marché de l'or. Vingt-deux entretiens ont été menés, ce qui représente un taux d'engagement initial positif de 31%. Les acteurs du marché dans le secteur de la bijouterie ont été divisés en 5 catégories distinctes en fonction de leurs différences de taille, de position dans la chaîne d'approvisionnement, de services, de valeur des produits et de la clientèle. Ceux-ci incluent le fabricant de bijoux, le créateur, la PME, le petit détaillant / bijoutier et le bijoutier de luxe. Les principales caractéristiques de chaque acteur du marché de la joaillerie sont décrites ci-dessous.

Tableau 3 Caractéristiques des Acteurs du Marché de la Joaillerie

Fabricants de Bijoux	
Taille	Moyen à Large
Fournisseur	Raffineur ou commerçant d'or raffiné
Approvisionnement	Grands volumes d'or raffiné ou non raffiné de provenance variée, dépendant des capacités domestiques de raffinerie
Service	Composants pour la fabrication de bijoux ou bijoux finis. Peut aussi raffiner ou recycler des métaux précieux.
Clientèle	Bijoutiers – Créateurs, PME ou petits Commerce de détail/Bijoutiers (International)

Créateurs	
Taille	Petite (Main d'œuvre : 1-3 employés, 1 atelier ou magasin)
Fournisseur	Fabricant de bijoux ou négociant d'or raffiné
Approvisionnement	Petits volumes ou volumes peu fréquents d'or raffiné ; poudre, feuille, fil. Composants de bijoux fabriqués en or ; chaines, attaches.
Service	Crée et fabrique de petites collections et/ou des bijoux sur mesure de valeur moyenne
Clientèle	Consommateurs (Local, National)
PME	
Taille	Petite à Moyenne (Main d'œuvre : 3-50 employés, Magasins: 1-10)
Fournisseur	Fabricant de bijoux ou négociant d'or raffiné
Approvisionnement	Volumes moyens d'or raffiné ; poudre, feuille, fil. Composants de bijoux fabriqués en or ; chaines, attaches.
Service	Crée et fabrique plusieurs collections et/ou des bijoux sur mesure de valeur moyenne
Clientèle	Consommateurs (National, pays anglophones)
Bijoutiers de Luxe	
Taille	Grand (Main d'œuvre : 50+ employés, Magasins: 10+)
Fournisseur	Fabricants de bijoux ou raffineurs (si produit sa propre collection)
Approvisionnement	Or raffiné
Service	Crée et fabrique plusieurs collections de bijoux de grande valeur
Clientèle	Consommateurs (International)
Commerce de détail/Bijoutiers	
Taille	Grand (Main d'œuvre : 50+ employés, Magasins: 10+)
Fournisseur	Fabricants de bijoux ou Raffineurs (si produit sa propre collection)
Approvisionnement	Bijouterie finie ou or raffiné
Service	Vend des bijoux finis en une ou plusieurs marques de valeur basse à moyenne. Peut créer ou fabriquer sa propre collection.
Clientèle	Consommateurs (National et International)

Les créateurs représentent la plus grande proportion d'intervenants interrogés ; 21 ont été invités et 43% (9) sont passés à l'étape de l'entretien. Sur les 24 PME qui ont reçu l'invitation à l'entretien, 21% (5) ont accepté d'être interrogées. Les petits détaillants / bijoutiers étaient le troisième plus grand groupe invité pour l'interview (12), et 25% (3) ont accepté l'invitation. Le taux d'engagement le plus bas était parmi les bijoutiers de luxe ; 14 ont été invités et 20% (2) ont accepté d'être interviewés. Enfin, il existe une poignée de grands fabricants de bijoux au Royaume-Uni. Levin Sources a invité et interviewé 3 d'entre eux, ce qui représente un taux d'engagement de 100%.

Le nombre d'acteurs du marché invités pour l'interview et le taux d'acceptation de chaque catégorie reflètent principalement 3 facteurs. Premièrement, la taille globale de chaque catégorie ; par exemple, il y a plus de créateurs en Europe que de grands bijoutiers de luxe. Deuxièmement, l'attrait estimé du programme CVCFG ; les connaissances de base du secteur ont indiqué que les acteurs du marché qui s'approvisionnent déjà en alternatives à l'or standard pourraient être plus susceptibles de considérer l'or EMAPE de la RDC, appuyé par le programme CVCFG. Troisièmement, le réseau existant de la société a fourni le groupe initial de parties prenantes et il a été constaté que ceux qui étaient familiers avec Levin Sources étaient beaucoup plus susceptibles d'accepter l'invitation à un entretien. Ce résultat renforce l'importance de la confiance envers les organisations impliquées dans les programmes de la chaîne d'approvisionnement qui seront détaillés davantage ci-dessous (ainsi que l'importance de bâtir la confiance grâce à un engagement significatif, dans le cadre d'une stratégie de communication et de

sensibilisation efficace, dans le cadre du programme.) Après la première phase d'engagement avec le secteur de la bijouterie, il est raisonnable de supposer que certains des obstacles soulevés par les acteurs du marché dans chaque catégorie peuvent également expliquer le manque de réponse aux demandes d'interview de leurs pairs.

Définir et distinguer les acteurs du marché au sein de la vaste chaîne d'approvisionnement des bijoux est essentiel pour identifier ceux qui pourraient avoir le plus d'appétit pour acheter de l'or responsable en RDC. Comme le souligne l'analyse suivante, chacun a des attitudes, des obstacles et des moteurs différents à l'égard de l'approvisionnement en or responsable. Ceux-ci devront être pris au sérieux par le programme pour augmenter ses chances d'établir des relations fiables et durables avec les acheteurs en aval.

ATTITUDES FACE À L'APPROVIONNEMENT EN OR RESPONSABLE

DÉFINIR UN APPROVISIONNEMENT RESPONSABLE

Premièrement, il était important d'établir la compréhension des participants de la notion d'approvisionnement responsable et de leur approche actuelle de l'intégration des principes d'approvisionnement responsable dans leurs pratiques commerciales. Comprendre les définitions de l'or responsable par les bijoutiers guidera le programme et fournira des informations pertinentes sur les attentes de ces entreprises concernant l'or EMAPE (c'est-à-dire quelles sont les exigences minimales et les impacts qu'elles souhaitent voir comme condition d'achat d'or de provenance de l'EMAPE en général). La majorité (90%) avait une conception quelque peu définie de l'approvisionnement responsable, 68% des réponses ont fait référence aux impacts sociaux et 23% ont mis en évidence les impacts environnementaux. La façon dont les conceptions des participants de l'approvisionnement responsable se reflètent dans leurs provenances réelles d'approvisionnement en or, leurs activités et leur approche marketing et communication réelles a été déterminée par une multitude de facteurs. Comme le soulignent les profils des catégories de bijoutiers, chaque participant diffère par sa taille, ses services et sa clientèle, ce qui détermine ses incitations et ses obstacles à un approvisionnement en or responsable. Le chapitre suivant explorera en détail ces interactions, pour conclure en recommandant des pistes d'engagement sur mesure pour chaque catégorie de bijoux.

APPROVISIONNEMENT EN OR

64% des participants ont indiqué se fournir à partir de plus d'un type de provenancede l'or, y compris des EMAPEde l'or conventionnel, recyclé, certifié recyclé et certifiés. À ce jour, aucun des participants, à leur connaissance, ne s'approvisionne en or de la RDC.

L'or EMAPE certifié était la provenance la plus courante, inclus dans 44% des réponses des participants, et tous les participants connaissaient l'EMAPE. 100% des fabricants de bijoux et des créateurs de bijoux, 60% des PME et 33% des petits détaillants / joailliers s'approvisionnent en or Fairtrade ou Fairmined. L'or EMAPE ne proviendrait sciemment que des initiatives Fairtrade et Fairmined, la première étant la provenance la plus populaire parmi les participants à l'analyse du marché. La majorité des participants s'approvisionnant en or Fairtrade a déclaré qu'il provenait de la mine MACDESA au Pérou.[130] Comme l'a évalué un fabricant de bijoux, 75% de leurs clients achetant de l'or EMAPE certifié optent pour Fairtrade et 25% choisissent Fairmined. Cependant, pour les fabricants de bijoux, les ventes combinées d'or des deux provenances représentent moins de 1% de leurs ventes d'or et leur motivation pour se procurer de l'or EMAPE certifié était de juste « faire bien ». Ils reconnaissent une petite demande, légèrement croissante, chez les clients des créateurs pour les produits aurifères de Fairtrade et Fairmined, mais ont déclaré que l'avantage commercial était négligeable. Un fabricant a déclaré que son entreprise serait probablement plus rentable si elle cessait de vendre de l'or EMAPE certifié.
D'un autre côté, de nombreux créateurs identifient l'or EMAPE certifié comme la clé de leur modèle commercial et de leur marque. Suite à un processus d'auto-éducation et de sensibilisation aux méfaits

potentiels de l'approvisionnement en or « irresponsable » et connaissant une augmentation au cours des 5 dernières années de clients à la recherche d'or responsable, la plupart offrent à leurs clients des bijoux en or certifié. La valeur ajoutée pour le créateur est liée aux impacts sociaux positifs, à la gestion des dommages environnementaux et aux initiatives de confiance en amont. La majorité des créateurs ne produisent que des bijoux sur mesure, sur commande, offrant aux clients un choix de provenances en or et achetant de petits volumes selon les besoins. Seuls 2 des bijoutiers de cette catégorie ont obtenu uniquement de l'or EMAPE certifié. Les PME ont exprimé des motivations similaires aux créateurs, mais étant donné leur base de marché plus large (au-delà des « consommateurs conscients ») et la production de collections permanentes plus importantes avec des marges de coûts associées, elles étaient susceptibles de s'appuyer sur de l'or recyclé ou standard. Un petit bijoutier / détaillant s'est approvisionné en or EMAPE certifié pour une collection de bijoux en édition limitée.

L'or recyclé était l'autre choix de premier plan pour les créateurs (78%), les fabricants de bijoux (66%), les bijoutiers de luxe (50%) et les PME (40%). L'or recyclé certifié a été référencé par une PME, soulignant une initiative populaire en Suisse. L'or recyclé constitue la majorité de l'or provenant et vendu par les plus grands fabricants de bijoux interrogés. Les deux sociétés sont intégrées dans des entreprises de métaux précieux de taille plus importante, comprenant des raffineries de feraille d'or desquelles elles s'approvisionnent. Ces modèles leur permettent de s'approvisionner auprès d'un seul ou d'un petit nombre de raffineries qui partagent les mêmes exigences de diligence raisonnable. Les créateurs et les PME se procurent de l'or recyclé et des composants d'or auprès des fabricants de bijoux principalement parce qu'il représente une provenance plus abordable que l'or EMAPE certifié, est disponible en plus grande quantité et plus régulièrement, et fait appel à leur désir d'éviter les impacts environnementaux de l'extraction de l'or et avoir un impact environnemental plus léger. Pour la plupart, l'approvisionnement en or recyclé semblait une « position neutre », entre l'or EMAPE standard et certifié en termes de références d'approvisionnement responsable. Une autre forme courante d'or recyclé utilisée par ces participants consiste à retravailler les bijoux des clients pour produire des pièces sur mesure. Ce service a la valeur ajoutée de conserver la valeur sentimentale personnelle des bijoux en or. Un bijoutier de luxe s'approvisionne en or fin à partir d'or industriel recyclé, à l'exclusion des provenances connues qui, selon lui, présentent un risque plus élevé, comme l'or issu de l'électronique. Un petit joaillier / détaillant s'approvisionne en partie en or recyclé auprès de négociants de métaux précieux.

Les commerces de détails / bijoutiers et les bijoutiers de luxe sont les plus susceptibles de se fier uniquement à l'or standard. Sur les deux bijoutiers de luxe interrogés, l'un s'approvisionne principalement en or standard et l'autre achète des composants de bijoux en or qu'ils soupçonnent d'être fabriqués à partir d'or standard et recyclé. Les commerces de détail / bijoutiers achètent des bijoux en or préfabriqués et admettent qu'ils trouvent difficile de déterminer la provenance de l'or. Un participant de cette catégorie a déclaré qu'ils n'avaient pas de politique d'approvisionnement responsable car elle n'avait pas de valeur pour eux ; ils n'ont connu aucune demande des clients intéressés à connaître l'origine de l'or dans leurs bijoux et ne veulent pas répercuter les coûts supplémentaires sur les clients. Un autre détaillant / bijoutier fabrique la majeure partie de sa collection en interne, s'approvisionnant en or standard auprès de fournisseurs de premier niveau accrédités par le Code de bonnes pratiques du RJC. Un fabricant de bijoux utilise des lingots d'or standard pour répondre aux pénuries périodiques. L'or conventionnel a toujours une place reconnue sur le marché européen de la joaillerie et il est probable que l'échantillon de participants interrogés ne reflète pas l'utilisation typique de l'or conventionnel à travers le continent. Tant au niveau de l'offre d'entretien que de l'étape d'acceptation, il est probable que les participants ont été sélectionnés ou auto-sélectionnés suite à un intérêt existant pour des alternatives plus responsables à l'or conventionnel.
Pour résumer, sur base de l'analyse du marché réalisée jusqu'à présent, les créateurs et les PME sont plus susceptibles d'être motivés et capables commercialement de s'approvisionner en or EMAPE; les détaillants / bijoutiers et les bijoutiers de luxe auraient besoin d'une plus grande motivation venant de la demande du client pour envisager de s'approvisionner en or EMAPE. Plusieurs bijoutiers pourraient chercher à se conformer aux normes de l'industrie pour l'or recyclé ou standard pour démontrer leur

égard pour l'approvisionnement responsable. Comprendre les différents obstacles auxquels les bijoutiers sont confrontés fournira une orientation plus claire pour le marché cible et la conception pilote du programme.

S'APPROVISIONNER EN OR EMAPE DE LA RDC : OBSTACLES ET EXIGENCES

OBSTACLES

Tous les acteurs du marché du secteur de la joaillerie se heurtent à des obstacles qui perturbent leurs efforts d'approvisionnement responsable, voire les découragent de faire évoluer leurs pratiques en premier lieu. Plus précisément, l'approvisionnement responsable ici fait référence à l'approvisionnement en or EMAPE responsable (y compris certifié). Les barrières peuvent être des obstacles que les participants ont surmontés ou des blocages qui n'ont pas encore été résolus. Les entretiens avec les participants des cinq catégories de joaillerie ont révélé que la plupart de leurs défis peuvent être regroupés sous quatre thèmes : Défis relatifs à la viabilité financière et commerciale, variété d'offres et de produits, concurrence sur le marché et provenances mixtes, gestion des risques et diligence raisonnable. Chacun estexaminé successivement ci-après.

Viabilité financière et commerciale

Les préoccupations financières figuraient dans 27% des réponses des participants, car le prix s'avère un obstacle majeur à l'approvisionnement de l'EMAPE. Le prix plus élevé (supérieur au London Gold Fix[131]) et fluctuant de l'or certifié est actuellement un défi pour certains créateurs, en particulier avec leur flux de trésorerie limité, mais la plupart trouvent que leur modèle commercial leur permet d'absorber le coût ou de le répercuter sur les consommateurs. À mesure que les entreprises de joaillerie augmentent en taille, elles sont plus susceptibles de déclarer le prix comme un obstacle majeur à l'approvisionnement en EMAPE. Les détaillants / bijoutiers connaissent un intérêt beaucoup plus faible des consommateurs pour l'or responsable et pensent que leurs clients typiques ne paieraient pas un prix plus élevé pour les bijoux EMAPE certifiés. Comme ils exploitent une grande chaîne de fournisseurs à plusieurs niveaux, vendant des produits aux prix du marché de masse, les marges financières sont étroites. En soi, l'approvisionnement en or EMAPE ne serait pas une option commercialement viable pour beaucoup. Par exemple, un petit bijoutier / détaillant a révélé que son entreprise ne paierait que jusqu'à 10% au-dessus du prix de la LBMA, pour de l'or EMAPE responsable. D'un autre côté, le coût plus élevé de l'or EMAPE responsable n'a pas été soulevé comme une barrière par les bijoutiers de luxe. Les coûts de raffinage et de fabrication sont également plus élevés avec l'or EMAPE certifié actuel. Le traitement de petits lots d'or qui doivent être séparés des autres provenances est coûteux pour les fabricants de bijoux.

Variété d'offres et de produits

Le manque d'approvisionnement régulier, la disponibilité limitée et les faibles volumes d'or EMAPE certifié disponible représentent des obstacles importants pour les acteurs du marché de la joaillerie dans toutes les catégories. Les initiatives existantes dépendent principalement de la production d'un petit nombre de sites miniers. Les fabricants de bijoux, qui distribuent de l'or EMAPE certifié à la plupart des créateurs et des PME, décrivent un marché bondé pour une marque d'or EMAPE (« Fairtrade »), où la forte demande et les entités d'achat puissantes créent un marché imprévisible et hautement concurrentiel. Certains ont décrit l'approvisionnement comme l'entrée dans un « manège » où on essaie de sécuriser les lots de plusieurs commerçants, en payant à chaque fois une prime.

Une fois achetés, les petits volumes typiques d'EMAPE sont coûteux à traiter pour les bijoutiers de luxe et les détaillants / bijoutiers et ne répondent pas à leurs exigences de volume. Ils ne bénéficient pas du principe d'« économies d'échelle ». Comme l'a dit un bijoutier de luxe, « nous achèterions de l'or EMAPE responsable s'il y avait une plus grande offre ». Les fabricants parviennent à atteindre la viabilité commerciale en vendant plusieurs provenances aurifères et en partageant les coûts à travers

le secteur. Ils peuvent compter sur la demande constante des clients créateurs et PME. Une collection en édition limitée d'or du Fairtrade a bien marché pour undétaillant / bijoutier, dans le cadre de leur stratégie plus large de promotion des bijoux éthiques et durables, mais généralement les participants à ces groupes ont déclaré que ces obstacles étaient trop grands pour être surmontés. Un bijoutier de luxe a besoin d'or d'une pureté d'au moins 75%, ce qui, selon eux, est plus difficile à trouver dans les provenances EMAPE. Les créateurs ont indiqué que, comme une commande d'or Fairtrade peut parfois prendre plusieurs semaines ou mois, ils doivent décider rapidement, après notification de sa disponibilité, s'ils veulent l'acheter avant qu'il ne se vende. La majorité persiste à acheter de l'or Fairtrade car les défis de l'irrégularité peuvent être surmontés par la planification. Ils connaissent également une demande importante des clients pour le Fairtrade et apprécient les impacts sociaux et environnementaux du programme.

Plusieurs créateurs ont également mentionné la difficulté de trouver de l'or EMAPE certifié dans toutes les couleurs, carats et supports (chaîne, feuille, fil) dont ils ont besoin. Les fabricants de bijoux offrent une gamme mais mettent en évidence la non-viabilité commerciale de la vente de produits pour lesquels la demande est très limitée ; l'or 14 carats a apparemment un attrait limité en dehors de l'Europe continentale et les alliages d'or rose sont vendus avec une prime supplémentaire. Les créateurs peuvent choisir de combiner les provenances d'or pour surmonter la limitation dans la gamme ou, guidés par leur éthique de durabilité, choisir de concevoir des bijoux dans les limites de l'offre d'or EMAPE certifié disponible. Les problèmes d'approvisionnement et de volume sont courants dans le secteur de l'or EMAPE. La gestion des attentes en termes de volumes, qualité et fiabilité devra être prise en compte lors de la prise en charge du commerce et de l'approvisionnement en or EMAPE. Plusieurs petits bijoutiers auront connu et comprendront ces contraintes.

Concurrence sur le marché et offre mixte

S'approvisionner auprès de plus d'un fournisseur d'or « responsable » a été identifié comme un défi pour plus de 50% des créateurs, une PME et certains fabricants de bijoux. L'or responsable dans ce sens était décrit comme or EMAPE non recyclé. Certains créateurs s'approvisionnent déjà auprès de Fairtrade et de Fairmined pour répondre à leurs exigences de conception de bijoux. Cependant, la majorité est très attachée aux valeurs de ces initiatives et a investi dans tous les processus nécessaires pour s'approvisionner auprès de Fairtrade. Ils ont déployé des efforts considérables pour se conformer à ses exigences et soulignent la difficulté de reproduire le processus pour un autre programme aurifère EMAPE. Plusieurs craignaient que leur entreprise éprouve des difficultés à commercialiser et à communiquer plusieurs provenances d'or EMAPE aux consommateurs. Fairtrade est une marque multi-produits reconnue et de confiance au Royaume-Uni, et les créateurs qui vendent des bijoux en utilisant son or identifient la manière dont elle attire de nouveaux consommateurs. Ils expriment qu'il est relativement simple d'expliquer l'initiative aux consommateurs car la marque signifie déjà quelque chose pour eux. Plusieurs ont choisi de ne pas intégrer Fairmined, même s'ils apprécient l'efficacité du système, la prime accordée aux communautés minières et la plus grande variété d'alliages qu'ils auraient, car ils savent que la reconnaissance de sa marque est beaucoup plus faible chez les clients britanniques.

Ceux qui se procurent déjà de l'or EMAPE certifié ne sont pas nécessairement le meilleur marché cible ; leurs valeurs correspondent au CVCFG mais beaucoup compareraient directement l'or du programme aux initiatives existantes. Étant donné qu'ils sont moins susceptibles de s'approvisionner actuellement en or EMAPE, les petits bijoutiers / détaillants et les bijoutiers de luxe ne subissent pas le problème potentiel des « provenances multiples de l'EMAPE ». Les bijoutiers de luxe sont également moins limités par les coûts de la chaîne d'approvisionnement que les petits bijoutiers / détaillants et voient une plus grande valeur de responsabilité sociale des entreprises dans l'approvisionnement en or EMAPE responsable. Les fabricants de bijoux sont tous habitués à s'approvisionner en plusieurs formes d'or EMAPE certifié, mais hésitent à introduire un programme supplémentaire qui pourrait être interprété comme un concurrent des initiatives existantes. Ces initiatives sont bien établies et

ont acquis une réputation largement positive, mais, pour les grands fabricants, elles représentent toujours une fraction de leurs ventes d'or. Il serait difficile de persuader certains participants de cette catégorie d'essayer un nouveau programme qui leur apporte peu d'avantages économiques. Comme pour les créateurs, les préoccupations de certains fabricants de s'approvisionner sur plusieurs flux d'or EMAPE sont à la fois financières et liées aux communications requises pour les différencier des clients.

Gestion des risques et diligence raisonnable

Enfin, les risques perçus autour de la chaîne d'approvisionnement de l'EMAPE et les préoccupations de diligence raisonnable ont été soulevés en tant qu'obstacles potentiels par une poignée de participants, principalement les détaillants / bijoutiers (33%), les joailliers de luxe (100%) et les fabricants de bijoux (33%). Un bijoutier de luxe et un petit bijoutier étaient convaincus que leur conseil d'administration serait très peu susceptible d'approuver l'approvisionnement en or EMAPE de la RDC. Les grandes marques qui ont déjà fait des démarches publiques vers un approvisionnement responsable, que ce soit par le biais de l'accréditation du RJC ou de la publication des accords de codes de bonnes pratiques de leur fournisseur, étaient beaucoup plus susceptibles d'exprimer leurs préoccupations concernant le risque pour la réputation. Pour les détaillants / bijoutiers sans politiques d'approvisionnement responsable en place et traçabilité limitée des fournisseurs existants, le statut CAHRA de l'est de la RDC n'a pas été exprimé comme un obstacle à l'approvisionnement. De plus, pour de nombreux PME et créateurs, les défis historiques et actuels de la RDC sont une motivation pour s'engager dans une chaîne d'approvisionnement en or EMAPE provenant du pays. Bien que les participants soient peu conscients des risques réels spécifiques dans le pays, ils voient le potentiel d'une plus grande incidence du programme en raison de son contexte.

EXIGENCES

Les participants pour toutes les catégories de joaillerie ont partagé les exigences que le programme CVCFG doit prendre en compte pour s'engager davantage dans le programme et acheter de l'or EMAPE de l'est de la RDC. Le programme doit également reconnaître les barrières distinctes que les acteurs du marché de la joaillerie ont rencontrées jusqu'à présent et explorer les voies potentielles dans la conception de la chaîne d'approvisionnement pour surmonter celles qui sont surmontables. Les principales exigences communes du secteur peuvent être classées sous les rubriques « normes et initiatives », « collaboration avec des partenaires de confiance », « approvisionnement et coût » et « image de marque et communication ». Chacun est décrit successivement ci-dessous.

Normes et initiatives

Pour tous les créateurs et PME, les facteurs les plus importants dont dépend la poursuite de l'engagement dans le programme concernent le niveau de responsabilité, les assurances, la traçabilité et la transparence possibles grâce au programme. Les bijoutiers de luxe et les fabricants de bijoux ont également accordé une haute priorité à ces domaines. Tous les participants devraient avoir l'assurance que l'or du programme est « sans conflit », au sens large comme l'or non produit ou commercialisé dans un environnement de conflit ou zone de guerre impliquant des « groupes rebelles ». Quelques-uns ont fait remarquer que « sans conflit » représenterait une garantie significative étant donné le contexte difficile de l'est de la RDC. Cependant, d'autres ont associé le terme au système de certification du processus de Kimberley pour les diamants, qui a été sévèrement critiqué au fil des ans pour son incapacité à répondre aux préoccupations des parties prenantes et l'étroitesse de sa définition du « conflit ». Comme l'a fait remarquer un créateur, « l'or sans conflit peut être un terme trompeur. Cela ne prouve pas un impact positif sur des questions plus larges que les conflits. » La majorité devrait s'approvisionner en or EMAPE en RDC qui est « au-delà de « l'absence de conflit » pour s'aligner plus étroitement sur leur définition d'or responsable. Comme indiqué dans l'introduction de ce chapitre, les répondants accordent la priorité aux conditions sociales (68%) telles que des salaires équitables, les droits des travailleurs et le développement communautaire, par rapport aux conditions environnementales (28%) telles que la réduction de l'utilisation du mercure.

Les questions les plus fréquemment posées au programme CVCFG étaient : « Y aura-t-il une norme ou une certification, et à quoi ressemblera-t-elle ? » Divers types d'assurance ont été proposés. Certains se contenteraient d'un modèle d'amélioration continue, si le programme était totalement transparent. Ils s'attendraient à recevoir des mises à jour fréquentes des progrès par rapport à un calendrier clairement défini et axé sur les objectifs. La plupart s'attendent à la conformité à une norme ou à une certification. Ils apprécieraient une documentation transparente « comme point de référence », en particulier dans les premières phases du programme, car la confiance prend du temps à se matérialiser. Plusieurs créateurs ont critiqué la multitude de normes et de certifications pour d'autres produits, ce qui implique qu'une exigence plus faible pour l'or du CVCFG (vis-à-vis des initiatives EMAPE certifiées) se traduirait pour eux par une « dilution des normes ». Plusieurs créateurs et un bijoutier de luxe ont déclaré qu'ils n'achèteraient l'or que s'il était certifié par Fairtrade et préfèrent lorsque les organisations travaillent ensemble pour obtenir un plus grand impact. Un joaillier de luxe ne considérerait l'approvisionnement en or EMAPE que si la chaîne d'approvisionnement était conforme à une norme faisant référence à la norme de Chaîne de contrôle du RJC. Plusieurs créateurs ont également demandé si le programme envisagerait d'estampiller l'or produit, pour une valeur symbolique et de traçabilité.

Travailler avec des partenaires de confiance

De nombreux participants ont exprimé la nécessité de faire confiance aux partenaires et aux exécutants du programme. Comme on le fait souvent remarquer, le secteur de la bijouterie est fortement tributaire des réseaux de confiance entre fournisseurs. Les créateurs ont décrit comment ils ne posaient pas de questions sur leur fournisseur et initiative aurifère EMAPE certifié actuels car ils faisaient implicitement confiance aux deux parties. Les valeurs d'une marque et les relations commerciales historiques remplacent en quelque sorte une chaîne d'approvisionnement entièrement traçable. Pour la majorité des participants, il serait très important de veiller à ce que leurs fournisseurs existants ou de nouveaux fournisseurs aux vues similaires et bien adaptés participent à la chaîne d'approvisionnement responsable.

Pour une PME, il serait également important de voir l'engagement du secteur privé dans le programme, « pas seulement les ONG » pour démontrer que d'autres sont « disposés à investir [dans] le changement systémique ». Les créateurs dépendent des fabricants de bijoux qui vendent l'or du programme ; la plupart n'achètent pas de « morceaux d'or » mais fabriquent des feuilles ou des fils d'or. De même, les fabricants de bijoux ont souligné qu'ils auraient besoin d'une indication claire de la demande en aval pour qu'ils envisagent de le stocker. Ces résultats suggèrent que le programme doit aborder l'engagement futur avec les acteurs du marché dans une perspective collective et non individualiste. Il est important de favoriser les relations avec les entreprises en vue de savoir comment elles s'interconnectent en raison de leur chaîne d'approvisionnement et de leurs valeurs pour accroître à la fois la probabilité d'un engagement réussi à court terme et d'une chaîne d'approvisionnement durable à long terme.

Offre et coût

Les créateurs étaient les seuls participants à avoir explicitement souligné l'importance d'un approvisionnement régulier et fiable en or responsable. Étant donné que ces bijoutiers sont les plus susceptibles de s'approvisionner actuellement en or EMAPE certifié, ils sont les plus conscients des défis que rencontrent ces chaînes d'approvisionnement. Ils ont souligné les faiblesses des programmes actuels et ont laissé entendre qu'un approvisionnement régulier garanti en or serait un moyen par lequel une chaîne d'approvisionnement soutenue par le CVCFG pourrait les persuader d'envisager d'en acheter dans le cadre du programme. La faible disponibilité de l'or EMAPE responsable perturbe non seulement la fabrication de bijoux, mais peut également nuire à leurs relations avec les clients s'ils ne peuvent pas tenir les promesses faites sur leur site Web (« Si les gens me connaissent pour l'Initiative X d'or, ensuite cela se tarit, que vais-je leur dire ? "). D'un autre côté, la plupart restent

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
Global Communities Partners for Good
LEVIN SOURCES

attachés aux initiatives existantes malgré des pénuries d'or périodiques, suggérant qu'ils pourraient être disposés à accepter des problèmes de démarrage similaires avec le CVCFG si d'autres exigences sont remplies. Plusieurs créateurs ont souligné la nécessité d'avoir de l'or dans plusieurs carats, alliages et supports, et deux ont suggéré un point de différentiation des initiatives existantes peut être pour offrir quelque chose qu'ils n'offrent pas ; chaîne en or blanc, par exemple. La pureté (supérieure à 75%) n'était mentionnée que comme une nécessité pour les bijoutiers de luxe. Plus de 90% des participants sont prêts à payer au-dessus du prix du London Gold Fix, les grandes entreprises (commerces de détail / bijoutiers et bijoutiers de luxe) notant les marges les plus étroites (l'or devrait coûter moins de 10% au-dessus de London Fix, ce qui est un objectif irréaliste du programme jusqu'à ce que certaines économies d'échelle puissent être atteintes). Le prix n'est pas la préoccupation numéro un pour la plupart des petits bijoutiers. Vendre de l'or EMAPE responsable à un coût inférieur à celui des sources EMAPE certifiées existantes ne le rendrait pas nécessairement plus attrayant pour les créateurs et les PME. Alors que certains ont bien accueilli une option moins chère, d'autres ont souligné que cela pourrait suggérer que l'or n'est « pas aussi responsable » que celui des initiatives existantes. Pour surmonter l'idée préconçue de prix plus élevés / plus bas, la transparence sur la manière dont le prix est fixé et ce qu'il signifie aux différentes étapes de la chaîne d'approvisionnement sera nécessaire.

Image de marque, marketing et communication

Les participants n'ont pas été invités à donner leur avis sur le marketing et la communication, mais certains ont fait des recommandations délibérément. Un détaillant / bijoutier a déclaré que s'il vendait de l'or EMAPE, il « n'en parlerait pas, mais l'introduirait simplement dans une série de produits ». Cependant, pour la plupart, la valeur de l'or du programme serait dans l'histoire d'impact qu'ils pourraient vendre aux consommateurs. Selon un créateur, le « projet ne doit pas sous-estimer la puissance d'un bon marketing ». Les PME et les créateurs achètent de l'or EMAPE certifié depuis 2011, ils ont été témoins des avantages et des inconvénients des différentes approches marketing des deux principales initiatives. Ils devront être convaincus d'envisager de diversifier leur chaîne d'approvisionnement en or en incorporant l'or du programme ; établir une communication claire et un ton juste est la clé. Un créateur s'est plaint de la mauvaise commercialisation historique de Fairtrade, soulignant que les photos des sites miniers et des mineurs artisanaux ne vendent pas de bijoux aux consommateurs. Fait intéressant, suite à la consultation des parties prenantes, Fairtrade s'est maintenant éloigné de l'imagerie similaire à celle utilisée dans les appels caritatifs. La nouvelle littérature destinée aux consommateurs comprend des photos d'orfèvres au travail et un langage condensé et plus émotif. Alors que les consommateurs veulent savoir que leur achat a un impact positif en amont, l'expérience d'achat de bijoux concerne toujours principalement eux-mêmes et leur histoire. Les participants se sont plaints que les initiatives n'avaient pas demandé leur avis jusqu'à récemment et un créateur pensait que la croissance de Fairtrade jusqu'à présent pouvait être largement attribuée au bouche-à-oreille via les petits bijoutiers. Pour le CVCFG, « les bijoutiers voudraient être impliqués dans l'histoire depuis le début ». Ils savent quelle narration fonctionnerait avec leurs clients. Les créateurs et les PME rapportent qu'au moins 50% des clients les abordent initialement pour des raisons autres que leur utilisation de l'or EMAPE certifié et beaucoup continuent d'être convaincus par leur récit d'acheter un bijou « responsable ». Obtenir la bonne image de marque, le marketing et les communications pour les bijoutiers et leurs clients est essentiel pour les persuader d'acheter de l'or du programme. Comme l'a suggéré un créateur, l'objectif est de « relier le métal à une histoire positive, en plus de la provenance ». Le programme devrait identifier l'argument clé de vente de son or en collaboration avec un collectif de participants de bijoux intéressés à s'engager davantage dans le programme.

CONCLUSIONS, RECOMMANDATIONS ET OPPORTUNITÉS POUR LE CVCFG

ENGAGEMENT DU SECTEUR DE LA JOAILLERIE

91% des participants interrogés souhaiteraient une forme d'engagement futur avec le programme CVCFG. Aucun n'a été en mesure de confirmer s'il achèterait de l'or du programme parce qu'ils ne disposent pas des informations relatives à ses principales exigences. Une poignée a manifesté son

intérêt pour l'achat d'or si ses besoins sont satisfaits. 50% (11) des participants (engagement élevé), de toutes les catégories de bijoux, ont exprimé leur volonté de consacrer leur temps et leurs connaissances au programme. 41% (9) souhaiteraient être tenus informés des progrès du programme via des newsletters et les réseaux sociaux. Ce dernier groupe (faible engagement) souhaiterait peut-être encore s'impliquer davantage dans le programme à plus long terme, car il est témoin de son évolution. Le tableau ci-dessous fournit des données supplémentaires.

Tableau 6 : Aperçu de l'engagement potentiel du secteur de la joaillerie dans le programme

Catégorie de Bijoux	Participants	Engagement futur faible		Engagement futur élevé	
		Nombre	% de catégorie	Nombre	% de catégorie
Fabricants de Bijoux	3	0		2	66
Créateurs	9	6	66	3	33
PME	5	1	20	4	80
Détaillants/Bijoutiers	3	1	33	1	33
Bijoutiers de luxe	2	1	50	1	50
Total	**22**	**9**	**41 %**	**11**	**50 %**

Les PME étaient les plus susceptibles, parmi toutes les catégories de bijoux interrogées, d'être motivées et capables de consacrer leur temps et leurs connaissances au programme. Tout comme les créateurs, ils apprécient l'approvisionnement responsable et enregistrent une demande importante des clients pour leurs bijoux en or EMAPE actuels. À la différence de créateurs, leurs entreprises sont plus matures, plus grandes et plus diversifiées, il est donc moins risqué pour elles d'expérimenter de nouveaux programmes d'approvisionnement responsable. Bien que tous les créateurs aient exprimé un intérêt pour un certain niveau d'engagement futur parce qu'ils se soucient des innovations de l'industrie concernant l'approvisionnement en or, la majorité admet qu'il serait difficile de les convaincre d'investir du temps et des ressources limitées dans un nouveau programme inconnu alors qu'ils sont si engagés dans des initiatives EMAPE certifiée existantes. Il est crucial que deux des trois fabricants de bijoux soient prêts à déployer un niveau d'effort plus élevé dans un engagement futur avec le programme. Leur engagement est fondamental pour apporter l'or du programme aux acheteurs bijoutiers en aval. Enfin, un joaillier de luxe basé en Suisse a exprimé son intérêt à consacrer du temps et des connaissances au développement du programme.

Sur base des autres indicateurs d'engagement de l'échantillon interrogé et des exigences mises en évidence, les PME intéressées par l'or EMAPE responsable devraient être le marché cible du programme, aux côtés de leurs fournisseurs, les fabricants de bijoux. L'analyse du marché s'étendra dans la phase suivante à un nombre supplémentaire de bijoutiers de luxe pour déterminer de manière plus fiable si l'or du programme leur plairait.

- La meilleure chance d'amener des parties prenantes de bijoux à bord pour finalement acheter de l'or soutenu par le CVCFG est de les impliquer plus fortement dans le programme le plus tôt possible. Le programme devrait adopter une approche qui respecte véritablement et intègre dans la mesure du possible leurs conseils et leurs exigences. Cela nécessitera un engagement continu pour permettre aux participants de se rencontrer et d'établir des relations de confiance. Les petits bijoutiers apprécieraient de voir de plus grands bijoutiers à bord. Les participants ont également besoin d'indicateurs de la demande, de leurs clients en aval, en or du CVCFG pour s'engager.
- Acquérir une compréhension plus approfondie des exigences et priorités d'approvisionnement des participants.
- Partager de plus amples informations sur le programme, testant les solutions et la faisabilité de répondre à leurs besoins.
- Élargir la portée des entretiens à d'autres bijoutiers en Europe et aux États-Unis intéressés par un approvisionnement responsable. Il s'agit des créateurs, des PME, des fabricants de bijoux et des bijoutiers de luxe. Intégrer les participants intéressés aux groupes de discussion et aux listes de diffusion des bulletins. Un créateur a souligné

que le marché américain était une cible logique : USAID est le bailleur de fonds du programme et les initiatives d'or EMAPE certifiées existantes y sont moins bien établies, bien que l'intérêt croisse de manière décisive grâce au plaidoyer et à la promotion d'organisations telles que Ethical Metalsmiths, le Sommet sur l'industrie de la joaillerie et la Conférence de Chicago sur la joaillerie responsable.

RECOMMANDATIONS POUR LA CONCEPTION ET LA MISE EN ŒUVRE DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT PILOTE

- Évaluer la possibilité pour les acteurs du marché en amont de respecter certaines des lignes rouges d'approvisionnement responsable du secteur de la bijouterie en aval.. Combiner avec un exercice de priorisation des participants de bijoux pour affiner davantage leurs exigences.
- Définir la norme de référence à utiliser. Le programme devrait se concentrer sur l'engagement avec les entreprises qui sont satisfaites d'une approche d'amélioration continue. CRAFT, comme expliqué plus en détail au chapitre 6, pourrait soutenir une approche progressive de la collaboration avec la chaîne d'approvisionnement en or EMAPE. La norme et / ou la certification est la priorité numéro un des bijoutiers et pourrait faire ou défaire les chances du programme de s'engager davantage avec eux.
- Explorer différents modèles de traçabilité. Les bijoutiers n'ont pas nécessairement besoin d'une solution de style blockchain de haute technologie, mais exigeraient une chaîne complète de responsabilité et de transparence, en particulier au début, pour instaurer la confiance dans le programme. Privilégier l'honnêteté avec les bijoutiers en aval, plutôt que la tentation de passer sous silence certains des défis sur le terrain.
- Viser un prix de l'or du programme post-raffineur ne dépassant pas la fourchette de prix moyen-élevé pour les initiatives d'or certifié existantes. Cela exclurait la plupart des petits bijoutiers / détaillants, mais ils seraient moins motivés à s'approvisionner en or EMAPE de la RDC quel que soit le prix. Garder un prix plus élevé pour permettre un plus grand renforcement des capacités en amont offre une plus grande « histoire d'impact » pour les bijoutiers et leurs clients. Un or moins cher avec des revendications de responsabilité limitées sera difficile à percer sur le marché.
- Élaborer une estimation des volumes d'approvisionnement annuels probables. L'offre anticipée affectera le nombre d'acheteurs en aval et d'acteurs de marché intermédiaires nécessaires pour créer un flux régulier d'or conforme à la demande. L'analyse du marché suggère que la plupart considéreraient l'or soutenu par le programme CVCFG comme complémentaire aux fournisseurs existants, afin de gérer les risques de l'approvisionnement.
- Explorer la faisabilité avec les fabricants de bijoux de produire une gamme de couleurs, carats et supports de l'or CVCFG. La plupart des PME et des créateurs n'achètent pas de poudre à moulage ni ne fabriquent leurs propres alliages. Ils ont besoin de fil, de feuille, de chaîne dans une variété de carats et de couleurs. Le programme doit décider, après un nouvel engagement sur le marché, s'il faut encourager la fabrication des matériaux les plus populaires à partir de son or ou se concentrer sur les lacunes du marché EMAPE certifié actuel.
- Les défis connus de la RDC peuvent être utilisés à l'avantage du programme s'il peut démontrer des processus de diligence raisonnable étanches pour s'assurer que l'or est « sans conflit » au minimum. Les PME et les créateurs voient le plus grand potentiel d'histoire et d'impact de l'or EMAPE originaire de la RDC, par rapport à la provenance

d'autres chaînes d'approvisionnement en or EMAPE responsable. La consultation des bijoutiers sera essentielle pour traduire ce message en résultats marketing efficaces, étant donné que les images traditionnelles des sites miniers congolais se sont avérées moins attrayantes pour les bijoutiers et les consommateurs.

LA TECHNOLOGIE

Le marché de la technologie, tel que classé par le World Gold Council, comprend l'électronique, les autres secteurs industriels et les industries dentaires. Comme indiqué dans le champ de l'étude et la méthodologie de la première phase de l'analyse du marché, ce marché n'a pas encore été étudié ni davantage analysé. Quelques discussions initiales avec deux leaders mondiaux de l'électronique ont fourni les informations suivantes.

- L'identification de l'or dans la chaîne d'approvisionnement électronique est plus difficile que dans le secteur de la bijouterie, où la chaîne d'approvisionnement est plus courte et où les raffineurs et / ou les fabricants représentent des acteurs clés. Dans le cas des produits électroniques, le raffineur est souvent placé entre les niveaux trois et six, ce qui entraîne un type d'effet de levier et d'influence différent de celui qu'une entreprise d'électronique peut avoir. En conséquence, les sociétés d'électronique considèrent les raffineurs comme les acteurs cibles pour l'achat d'or EMAPE en RDC.
- L'une des sociétés collabore actuellement avec une ONG et un autre partenaire dans un projet aurifère EMAPE en Ouganda et elle a manifesté son intérêt à découvrir d'autres projets dans d'autres zones.
- L'autre entreprise s'est engagée avec des raffineurs dans les pays africains même s'ils sont conscients des défis, des risques et des efforts nécessaires pour éviter la contrebande d'or. Ils reconnaissent comment les raffineurs africains devraient être inclus dans la sensibilisation et considèrent l'engagement comme faisant partie du projet.

La prochaine phase de l'analyse du marché se concentrera sur la définition de la manière d'impliquer davantage le marché des technologies et sur les priorités à fixer

BANQUES ET SERVICES FINANCIERS

Les banques et les services financiers représentent un autre segment du marché qui sera l'une des priorités de la phase 2 de l'analyse de marché. L'équipe de recherche a jusqu'à présent impliqué une grande banque internationale et, lors de l'entretien, il a été identifié que les motivations et le rôle des banques dans le commerce de l'or doivent être davantage détaillés et différenciés, en fonction de l'orientation et du rôle spécifiques de l'organisation dans la chaîne d'approvisionnement. Les banques et les institutions financières peuvent jouer les rôles suivants :

- Acheter de l'or aux raffineurs
- Préfinancer les opérations de la chaîne d'approvisionnement en or afin d'acheter l'or par la suite
- Fournir du crédit à d'autres entreprises de la chaîne d'approvisionnement en or (par exemple raffineurs, négociants, etc.)
- Assurer les opérations de la chaîne d'approvisionnement en or (par exemple, transport et logistique)

La phase 2 de l'analyse de marché s'appuiera sur cette classification initiale et visera à identifier les obstacles et les motivations des institutions financières à s'engager dans le programme CVCFG et à jouer un rôle dans une initiative pilote.

AÉROSPATIAL

Le gouvernement américain s'est engagé à mettre un homme et une femme sur la lune d'ici 2024. La NASA se prépare pour cette mission, qui comprendra la construction d'une technologie qui utilise de la feuille d'or et potentiellement d'autres produits aurifères. Étant donné que les traités spatiaux internationaux sont régis par un engagement envers la paix mondiale, et notant que le Programme des ressources spatiales de La Haye a identifié les pays équatoriaux comme des alliés potentiels cruciaux dans une industrie spatiale en constante expansion[132], il peut être politiquement cohérent d'utiliser l'or provenant d'un programme financé par le gouvernement américain, dont l'intention est de promouvoir la paix et la stabilité dans un pays équatorial, dans la technologie utilisée pour cette future mission dans la lune, où cela contribue à stimuler le succès du programme en établissant la première vente, par exemple. Le programme devrait s'engager avec la NASA pour en définir la portée.

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
Global Communities Partners for Good
LEVIN SOURCES

6 - ENSEIGNEMENTS TIRÉS D'AUTRES INITIATIVES

Ce chapitre analyse les initiatives, les normes et les systèmes de certification pertinents de la chaîne d'approvisionnement ASGM en RDC et dans le monde et tire les leçons apprises que le programme CVCFG devrait considérer et appliquer à l'avenir (pour un aperçu complet des initiatives mondiales, veuillez consulter l'annexe II). Comme expliqué dans les chapitres précédents, définir une norme et un modèle de chaîne d'approvisionnement clairs représentent les principales motivations des entreprises intermédiaires en aval à s'engager.

Il est important de comprendre les défis et les enseignements tirés de la mise en œuvre des initiatives susmentionnées, de prévoir les défis et les risques potentiels auxquels le CVCFG pourrait faire face ainsi que des stratégies pour atténuer ces défis. Étant donné que les défis et les leçons apprises ne sont pas facilement disponibles pour toutes les initiatives, cette sous-section résume uniquement certaines des conclusions les plus importantes basées sur la recherche en ligne. Par conséquent, pour la phase deux de l'étude, il est recommandé de sélectionner un petit nombre d'initiatives pour une analyse plus approfondie et effectuer des entretiens avec ces derniers et potentiellement leurs parties prenantes.

En ce qui concerne le système CTC, le BGR a signalé plusieurs défis liés à sa mise en œuvre, notamment : gérer des aspects organisationnels et institutionnels complexes, la capacité limitée à faire respecter et mettre en œuvre le système, les structures juridiques non favorables, les intérêts directs des organisations EMAPE, de la société civile, des entreprises de traitement et des politiciens, et les capacités limitées de la société civile et du gouvernement.[133]

De plus, un rapport de 2018 de STRADE (Dialogue stratégique sur les matières premières durables pour l'Europe)[134] a souligné d'autres problèmes liés au système CTC, notamment son manque de clarté quant à la manière dont les décisions de certification sont prises et / ou communiquées, manque d'audit par un tiers, manque de soutien entre les audits de référence et de certification, aucune incitation claire pour les participants à adhérer au CTC, et son application limitée aux petits opérateurs.[135]

Fairmined a également rencontré des défis liés aux petits opérateurs, ainsi que des défis liés aux conflits d'intérêts et aux ressources limitées. Les exigences et les audits de Fairmined sont rigoureux, ce qui rend difficile la conformité des organisations EMAPE à moins qu'elles ne soient prises en charge par une organisation externe telle que ARM.[136] De plus, une fois que les organisations minières obtiennent la certification, elles doivent continuer à travailler dur pour obtenir une re-certification et se développer, ce qui est plus exigeant chaque année.[137] Certains des défis auxquels les organisations EMAPE sont confrontées pour obtenir la certification de Fairmined et devenir re-certifiés sont les suivants:[138]

- **Production et flux de trésorerie :** les coûts d'exportation fixes étant élevés, il est conseillé aux organisations EMAPE d'attendre qu'elles accumulent des volumes supérieurs à un kg d'or, ce qui retarde leur possibilité de générerdes revenus pendant de plus longues périodes. Il s'agit d'un défi sérieux car même si l'or de Fairmined a une prime comme motivation, les organisations EMAPE pourraient préférer vendre localement afin d'obtenir des flux de trésorerie immédiats.

- **Ressources limitées** (humaines, administratives et techniques) pour se conformer à la norme.
- **Rester à jour avec les processus de formalisation, les normes, la politique et les lois.** Les lois nationales sur la législation minière ne semblent pas tenir compte des réalités des organisations EMAPE dans certains pays, faisant peser des charges sur l'EMAPE.
- **Limitations économiques et financières pour être certifié et formalisé** (coûts fiscaux et de conformité). Les coûts d'audit de Fairmined représentent un fardeau pour les organisations EMAPE. Bien qu'il soit conseillé aux organisations d'investir la prime à des fins d'audit, le manque de planification financière est un défi évident.
- **Lacunes techniques** pour gérer les offres d'achat et la logistique d'exportation, car de nombreuses mines sont situées dans des zones reculées.
- **Différents intérêts et incitations entre les mineurs et manque de confiance dans les nouveaux acheteurs**. Les mineurs se méfient des nouveaux acheteurs, craignant que ceux-ci ne paient pas après avoir pris livraison de l'or.

Étant donné les similitudes des modèles Fairtrade et Fairmined, on peut s'attendre à ce que Fairtrade doive relever les mêmes défis que Fairmined. Les modèles Fairtrade et Fairmined seraient difficiles à réaliser pour une coopérative typique de la RDC.[139] De plus, ces modèles n'offrent aux mineurs aucun programme de préfinancement, ce qui signifie que même si l'or est éligible à une prime, elle pourrait déjà avoir été promise à un préfinancier en dehors du système.[140] En Tanzanie, Fairtrade prévoit d'établir des comptoirs d'achat près des sites de production pour éviter le problème du préfinancement. Cependant, en raison de l'éloignement des sites de la RDC, cette approche ne serait pas possible.[141]

Des préoccupations similaires ont été mises en évidence par Tetra Tech en ce qui concerne la mise en œuvre du modèle « deux kilos d'or » en RDC, notamment : les défis liés à l'éloignement des sites miniers en RDC, les difficultés de préfinancement étant donné qu'il existe davantage de sources alternatives de préfinancement en RDC, et défis liés au suivi des niveaux de production pour s'assurer que l'or reste dans les filières légales.[142]

Les initiatives précédemment mises en place en RDC ont dû surmonter tous ces défis et en ont également rencontré d'autres. Par exemple, le BGR a signalé les défis suivants concernant la mise en œuvre du projet de Kampene :

- Acceptation du système de traçabilité par les acteurs de la chaîne d'approvisionnement. Au cours du premier mois de mise en œuvre, le BGR a observé que les commerçants étaient opposés au système.[143] Ce défi a été résolu en combinant le soutien au niveau politique et l'implication des coopératives minières.[144] Le soutien au programme a été obtenu parce que le programme n'a pas créé de circuit artificiel fermé ; au lieu de cela, il a permis aux participants existants, tels que les commerçants, d'être intégrés dans sa chaîne d'approvisionnement en or.[145]
- Complexité de la chaîne d'approvisionnement, et absence d'un système d'enregistrement national complet pour toutes les parties prenantes impliquées dans la chaîne d'approvisionnement, ce qui rend difficile d'évaluer la conformité légale des parties prenantes par les autorités gouvernementales.[146] Le BGR recommande de créer une base de données d'enregistrement au niveau national pour surmonter ce défi.[147]

- Les systèmes d'imposition légale au niveau provincial et municipal qui ne sont pas conformes à la législation nationale de la RDC découragent la formalisation.[148] Afin de résoudre ce problème, le BGR suggère d'équilibrer les pratiques fiscales aux niveaux provincial, régional et national, et d'estimer les avantages de la fiscalité indirecte de l'exploitation et du commerce de l'EMAPE.

Un autre projet mis en œuvre en RDC est Just Gold, qui fait également face à plusieurs défis. Un rapport de Tetra Tech a mis en évidence deux principaux défis liés à la mise en œuvre du modèle Just Gold, qui sont : l'incapacité de convaincre les petits commerçants de vendre l'or à un comptoir légal et l'absence d'un modèle de financement à plus long terme pour l'équipement et la traçabilité. Ces problèmes ont été résolus en fournissant une assistance technique aux mineurs uniquement s'ils vendent l'or par l'intermédiaire de la maison de négoce inscrite au projet. La maison de négoce vend l'or à un comptoir partenaire, gardant une petite marge pour payer les coûts du projet, la traçabilité et la maintenance, donnant également 1% de cette marge aux projets de développement communautaire.[150] Les prix offerts par Just Gold sont compétitifs avec ceux offerts par d'autres commerçants.[151]

Enfin, les leçons apprises et les défis de la mise en œuvre du projet Bwenge Buchiza en RDC signalés dans leur rapport trimestriel comprennent: s'assurer que le gouvernement et la coopérative paient le personnel pour être sur place tous les jours pour surveiller la conformité et la traçabilité, appliquer correctement les procédures et soumettre les données à Bukavu à temps, les défis rencontrés par Fair Congo (l'exportateur) et la garantie d'une production stable d'or à partir du site.[152] STRADE a également souligné que le plus grand défi de l'Initiative Better Gold était de faire face aux incertitudes de l'EMAPE et aux fluctuations de la chaîne d'approvisionnement dans un secteur où les industries dépendent traditionnellement d'une chaîne d'approvisionnement stable.[153]

LEÇONS APPRISES ET RECOMMANDATIONS POUR LE CVCFG

Ce chapitre montre que de nombreux modèles commerciaux d'approvisionnement responsable appliquent généralement une chaîne d'approvisionnement à circuit fermé, caractérisée par des chaînes d'approvisionnement plus courtes avec une coopération étroite des seuls acteurs clés, garantissant la traçabilité et la conformité juridique. Cette constatation a également été observée par BGR, qui a déclaré qu'un système de circuit fermé permet un suivi plus rigoureux et une meilleure gestion des risques.[154] [155] Fairtrade et Fairmined sont des exemples clairs de normes ASGM pour des circuits fermés responsables, qui appliquent un prix supérieur à l'or responsable certifié. Cependant, comme l'ont noté certains raffineurs interrogés par le BGR, le prix premium ne peut pas être absorbé par les raffineurs en interne, et il n'est donc économique que s'il peut être répercuté sur l'utilisateur final.[156] Ces raffineurs interrogés par le BGR ont considéré qu'une chaîne d'approvisionnement responsable réussie est une chaîne qui parvient à se conformer aux réglementations internationales et à être économiquement durable pour tous les acteurs de la chaîne.[157] À ce titre, pour réussir une chaîne d'approvisionnement responsable, le CVCFG devrait envisager les points suivants :

- **Suivre les normes internationalement reconnues** mais être conscient des réalités et du contexte locaux en RDC (c.-à-d. Éloignement des sites, instabilité politique, conflit). Certaines exigences des normes sont trop rigoureuses pour que les

organisations EMAPE en RDC s'y conforment pour le moment, notamment CTC, Fairmined et Fairtrade.

- **Comprendre que se conformer au Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence devrait être le strict minimum** pour commencer. Il est très important d'avoir une vision à plus long terme qui va au-delà des exigences de l'OCDE pour soutenir la production, le commerce et l'approvisionnement en or EMAPE responsable. Quelques normes et systèmes d'audit vont au-delà des risques pris en compte dans l'annexe II du DDG (« Due Diligence Guidance ») de l'OCDE et incluent d'autres considérations environnementales, de santé et de sécurité. CRAFT, par exemple, a déjà développé une section de risques à considérer au-delà de l'annexe II du DDG de l'OCDE.
- **CRAFT, cependant, est idéal pour les mineurs qui ne peuvent pas atteindre des normes équitables de haut niveau**, car son objectif est de permettre une amélioration progressive et un partage des responsabilités entre les mineurs et les acheteurs. Par conséquent, l'étude suggère que le CVCFG envisage d'appliquer CRAFT.
- **Comprendre la complexité de la chaîne d'approvisionnement en or de la RDC et les aspects organisationnels et institutionnels complexes**. Le BGR a signalé qu'il n'y a pas de système d'enregistrement national complet pour toutes les parties prenantes impliquées dans la chaîne et recommande de créer une base de données d'enregistrement au niveau national. Le BGR a également signalé que les impositions légales au niveau provincial et municipal qui ne sont pas conformes à la législation nationale de la RDC découragent la formalisation. Afin de résoudre ce problème, le BGR suggère d'équilibrer les pratiques fiscales aux niveaux provincial, régional et national, et d'estimer les avantages de la fiscalité indirecte de l'exploitation et du commerce de l'EMAPE.
- Tenir compte des problèmes potentiels liés aux différents intérêts et incitations des mineurs, des organisations EMAPE, de la société civile, des entreprises et des politiciens.
- **Trouver des incitations pour que tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement se conforment aux réglementations.** Pour les utilisateurs en amont, ces incitations peuvent être offertes en fournissant des équipements pour augmenter leur production (par exemple le modèle de deux kilos d'or), leurs revenus (par exemple Fairtrade), ou leur développement (par exemple Fairmined). Les motivations des utilisateurs intermédiaires et en aval concernent principalement l'éthique, la RSE et les opportunités de publicité efficaces pour le marketing, en particulier pour le secteur de la joaillerie (voir la section Bijouterie au chapitre 5). Par conséquent, il est très important que le CVCFG pense à l'approche narrative.
- **Relever les défis liés aux ressources limitées (humaines, financières, techniques et administratives),** tels que les déficiences techniques liées à la gestion des offres d'achat et à la logistique d'exportation, car de nombreuses mines sont situées dans des zones reculées, en restant à jour avec le processus de formalisation et les réglementations et les difficultés économiques liées à la vérification, entre autres.
- Il est très important de **faire face aux fluctuations de la production EMAPE et aux incertitudes de la chaîne d'approvisionnement,** car les acteurs

intermédiaires et en aval dépendent traditionnellement d'une chaîne d'approvisionnement stable.

- **Relever les défis liés à la capacité limitée de la société civile et du gouvernement** à faire respecter le programme et à surveiller les processus pour garantir que l'or reste dans les circuits légaux.
- **Être conscient du manque potentiel de confiance des acteurs de la chaîne d'approvisionnement dans le modèle CVCFG.** D'autres initiatives ont eu du mal à convaincre les petits commerçants de vendre l'or à un comptoir légal ; établir la confiance entre les mineurs EMAPE et les nouveaux acheteurs et renforcer l'acceptation du système de traçabilité.
- **Renforcer la légitimité,** en communiquant très clairement les plaintes formulées, ainsi qu'en recherchant une reconnaissance internationale du programme par les associations industrielles (par exemple RMI).
- **Être Conscient qu'un modèle de prime pour les mineurs EMAPE pourrait ne pas fonctionner en RDC**, en raison du nombre élevé de sources alternatives de préfinancement en RDC, ce qui signifie que même si l'or est éligible à une prime, elle pourrait déjà avoir été promise à un préfinancier qui ne fait pas partie du système.
- **Réfléchir au modèle de développement et financier à long terme du programme du CVCFG**, en particulier lorsque l'appui extérieur cessera. Pour cela, il sera très important de travailler en étroite collaboration avec tous les acteurs pour trouver les bonnes incitations pour chacun d'eux tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Bien que cette considération soit au cœur du programme CVCFG, il a été identifié que de nombreuses initiatives précédentes ont essayé et n'ont pas réussi à se poursuivre à la fin de la période de mise en œuvre. Pour cette raison, le CVCFG devrait envisager une approche qui suive étroitement la façon dont le modèle de la chaîne d'approvisionnement en or EMAPE est développé et son degré de durabilité à long terme.

7- CONCLUSIONS, PRINCIPAUX RESULTATS ET RECOMMANDATIONS POUR LE CVCFG

Les quatre chapitres précédents ont présenté les résultats détaillés de l'analyse de marché jusqu'à présent et chaque chapitre s'est conclu par des recommandations ciblées basées sur le stade de la chaîne d'approvisionnement et les normes internationales, régionales et nationales existantes et reconnues en RDC. Ce chapitre rassemble certaines des conclusions et recommandations pour guider les prochaines étapes du projet.

AU-DELÀ DE L'ABSENCE DE CONFLIT : L'OR RESPONSABLE

Pour que l'or EMAPE de la RDC soit commercialisé comme « responsable » au niveau international, il faut tenir compte des risques et des problèmes autres que ceux liés aux conflits et à la viabilité commerciale. Il s'agit notamment des impacts environnementaux et sociaux, notamment l'utilisation du mercure, la dégradation des terres, le travail des enfants et des conditions de travail et des opportunités économiques plus larges pour tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement, en particulier ceux qui ont un effet de levier moins important comme les mineurs.

La recherche documentaire et les entretiens avec les parties prenantes montrent clairement que les acteurs en aval et en amont veulent s'approvisionner en or qui est plus que sans conflit pour être en conformité avec les exigencencesémergentes contenues dans les nouvelles normes internationales et les attentes des entreprises dans la chaine d'approvisionnement amont intermédiaire. Le respect des directives de l'OCDE sur le devoir de diligence est considéré comme l'exigence minimale absolue pour accéder au marché international, mais il est probable que le respect de tous les critères ne sera possible qu'en travaillant sur une voie d'amélioration continue. Le programme CVCFG devra donc prendre en compte 3 éléments spécifiques :

1) **Comment les normes et réglementations existantes définissent-elles l'or responsable**, et lesquelles sont les plus applicables au programme CVCFG ? (Voir la recommandation suivante sur les normes pour de plus amples informations).
2) Attentes du marché et exigences de diligence raisonnable.
3) Le contexte réel en RDC, y compris les besoins et attentes des acteurs du marché en amont, les risques réels et les atténuations possibles à court, moyen et long terme.

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
Global Communities Partners for Good
LEVIN SOURCES

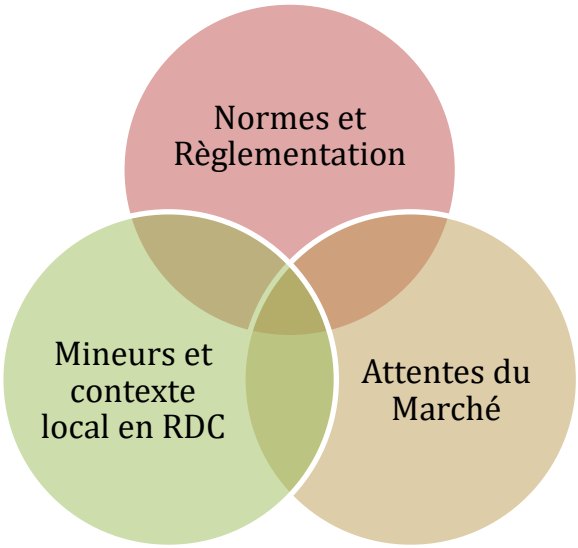


Figure 3 Diagramme de Venn – définir l'or responsable

Cette analyse de marché a couvert les deux premiers points à ce stade, mais une évaluation complète doit être réalisée en effectuant une évaluation de marché en amont appropriée. (Pour plus de détails, voir la recommandation sur l'évaluation du marché en amont).

MISE EN ŒUVRE DES NORMES

Une solution potentielle consiste à utiliser CRAFT, compte tenu de sa reconnaissance internationale, de l'accent mis sur l'EMAPE et de l'approche d'amélioration progressive.

Cela aurait les avantages suivants :

- Une approche graduelle de la diligence raisonnable qui permet déjà des exportations d'or conformes (répondant aux exigences minimales).
- Adopter une approche qui, bien que construite sur les directives de l'OCDE sur le devoir de diligence, est spécifiquement adaptée aux chaînes d'approvisionnement en or EMAPE.
- Soutenir l'amélioration progressive dans le temps dans des zones qui vont au-delà des risques de l'Annexe II des directives de l'OCDE sur le devoir de diligence, conformément aux attentes plus larges sur l'or responsable.
- Renforcer la crédibilité du programme, étant donné que le code CRAFT est une initiative internationalement reconnue qui a été approuvée par plusieurs acteurs du secteur (par exemple l'OCDE, certains raffineurs d'or).
- Orienter la définition et la mise en œuvre de la diligence raisonnable (se référer à la recommandation suivante).

Le programme CVCFG doit également examiner comment l'impact souhaité par la mise en œuvre du programme contribue aux objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies et / ou atténue les impacts négatifs potentiels. L'examen des interventions et des progrès réalisés grâce aux ODD alignerait les efforts du programme sur le programme plus large de développement durable à l'horizon 2030. Notamment, de plus en plus d'organisations du secteur privé cherchent également à mesurer leurs activités et leur impact par rapport aux ODD.

ÉVALUATION DU SYSTÈME DE MARCHÉ EN AMONT

Une évaluation du système de marché en amont sera réalisée pour compléter l'étude effectuée au cours de la première phase de l'analyse de marché et fournir une bonne compréhension de l'état du secteur aurifère EMAPE en RDC.

Une évaluation des acteurs, des risques, de la dynamique et des réglementations existants éclairera la décision concernant le modèle de chaîne d'approvisionnement et contribuera à la sélection des sites et des acteurs à engager et à appuyer par le biais du programme CVCFG. En outre, il est essentiel d'identifier et de mettre en évidence les besoins et les attentes de l'un des principaux bénéficiaires et groupes cibles du programme, à savoir les communautés aurifères EMAPE et les mineurs. Une telle évaluation couvrira et collectera un large éventail d'informations, y compris les prévisions de production et de volume, les risques, les incidents, les besoins et les attentes des parties prenantes. L'évaluation éclairera également la définition de l'or responsable, comme indiqué ci-dessus.

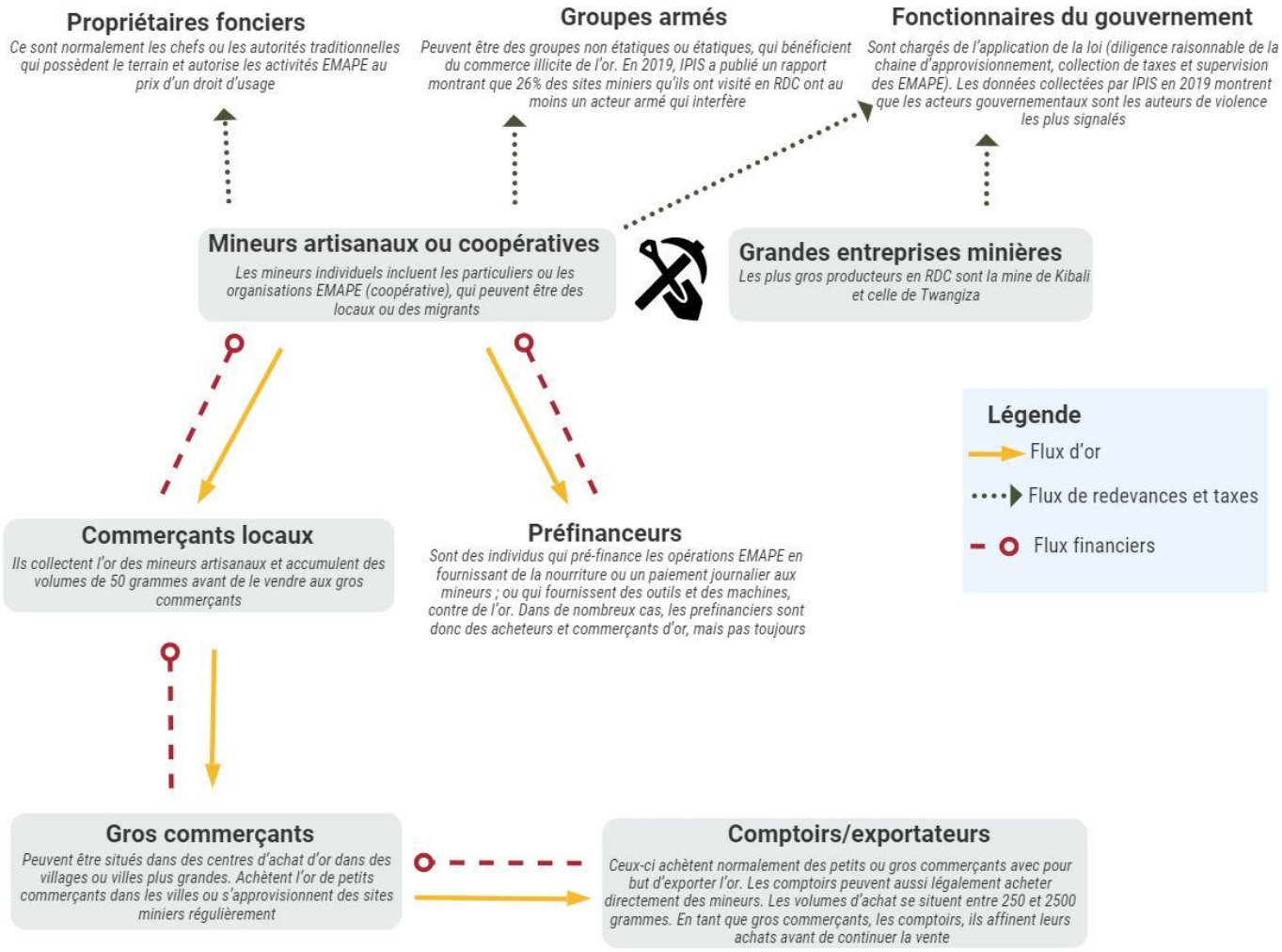
LIAISONS CONTINUES DE LA CHAINE D'APPROVISIONNEMENT AMONT ET AVAL INTERMEDIAIRE

Pour que le programme réussisse, l'équipe doit s'assurer que la chaîne d'approvisionnement est considérée dans son intégralité et non comme trois sections disjointes (par exemple en amont, intermédiaire et en aval) qui n'ont aucun lien et aucune interaction. Promouvoir une chaîne d'approvisionnement responsable suppose que ces liens sont encouragés et vérifiés en permettant la transparence et l'information sur les défis, les succès et les impacts positifs à la fois atteints et souhaités.

GESTION ADAPTATIVE

Étant donné que le CVCFG est censé être dirigé par le secteur privé, cette analyse de marché a souligné que la mobilisation des acteurs du marché devrait aider à maintenir le programme ancré dans la réalité du marché. En conséquence, Levin Sources procédera à des « contrôles de marché » réguliers pour intégrer les commentaires des acteurs du marché dans la mise en œuvre du programme et adapter les activités et les stratégies selon les besoins. Ce sera également l'occasion d'informer et d'influencer le marché.

ANNEXE I: ACTEURS EN AMONT DE LA CHAINE D'APPROVISIONNEMENT EN OR EMAPE



USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
Global Communities Partners for Good
LEVIN SOURCES

ANNEXE II : APERÇU DES INITIATIVES SUR LES CHAINES D'APPROVISIONNEMENT ASGM À L'ÉCHELLE MONDIALE

Le tableau ci-dessous résume les conclusions d'autres initiatives de la chaîne d'approvisionnement de l'ASGM présentes dans le monde qui sont pertinentes pour le projet CVCFG, la plupart de ces initiatives sont volontaires, à l'exception du Code de bonnes pratiques du RJC, qui est obligatoire pour les membres du RJC. Ces initiatives internationales ont été classées par documents d'orientation, normes et systèmes de certification et autres programmes de chaîne d'approvisionnement. Des informations plus détaillées peuvent être fournies sur demande.

Documents d'orientation

Veuillez noter que les directives elles-mêmes ne précisent ni ne présentent un modèle spécifique, par conséquent, les informations sur le paiement des frais de diligence raisonnable et la progressivité ne sont pas incluses.

Initiative	Développée par	Applicable à	Portée, Exigences & Proposition de Valeur	Pertinence avec le CVCFG
Guide de l'OCDE sur le devoir de Diligence	OCDE	En amont, A mi-parcours En aval	Le Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence explique comment les entreprises peuvent identifier et gérer les risques rencontrés tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Les caractéristiques importantes du guide comprennent :[158] - L'annexe II des directives définit les risques liés à l'approvisionnement en minerais dans les zones de conflit ou à haut risque. - Le Gold Supplement qui définit des mesures pour créer des opportunités pour l'EMAPE. Les conditions énoncées dans les directives, dans lesquelles une entreprise peut acheter de l'or EMAPE, sont les suivantes : si les activités EMAPE sont légitimes, si une diligence raisonnable est effectuée et si les risques identifiés sont gérés.	Principale norme internationale volontaire référencée dans une série de déclarations, de réglementations et d'initiatives. Le programme CVCFG devrait traiter les risques mentionnés dans l'annexe II des directives et être conforme aux conditions énoncées dans le Gold Supplement. Les risques mentionnés à l'annexe II sont considérés comme les exigences minimales auxquelles doivent répondre de nombreux acteurs de la chaîne d'approvisionnement.

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
Global Communities Partners for Good
LEVIN SOURCES

Initiative	Développée par	Applicable à	Portée, Exigences & Proposition de Valeur	Pertinence avec le CVCFG
Guide du LBMA sur l'approvisionnement responsable	Association de Londres sur le marché de l'or (LBMA)	Intermédiaire En aval	Le guide sur l'or d'approvisionnement responsable de La LBMA définit les exigences pour les raffineurs produisant des lingots d'or de la LBMA Good Delivery pour lutter contre les violations des droits de l'homme, éviter les conflits et se conformer à des normes élevées. Les raffineurs sont invités à utiliser la boîte à outils LBMA pour mettre en œuvre les exigences du guide.	Les directives suivent le cadre en cinq étapes du Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence et le projet CVCFG devrait en être conscient. Il est généralement plus facile pour une entreprise de s'approvisionner en or EMAPE et d'obtenir la certification de la LBMA qu'avec le Code practice (CoP)[159] du RJC. Si le projet CVCFG souhaite engager des raffineurs de la LBMA, les exigences de ces directives doivent être prises en compte lors de la mise en œuvre du projet.
Guide de l'ICMM sur l'approvisionnement responsable	Conseil International sur les mines et les métaux (ICMM)	En amont	Ce guide volontaire a été rédigé pour fournir à l'ICMM et à ses membres (sociétés minières et métallurgiques, associations métallurgiques et minières) des conseils sur les pratiques d'approvisionnement responsable.[160] Le guide vise à démontrer les bonnes pratiques sans être normatif.[161]	Ce guide est plus pertinent pour les sociétés LSM qu'EMAPE, en soi il n'est pas très pertinent pour le CVCFG pour le moment.

1. Normes et Systèmes de Certification

Initiative	Développée par	Frais de diligence raisonnable payés par	Progressif	Applicable à	Portée, Exigences & Proposition de Valeur	Pertinence avec le CVCFG
Processus de garantie des minerais responsable (RMAP) (Ancien programme de fonderie sans conflit)	RMI	Intermédiaire	Non	Intermédiaire	La norme RMAP utilise une évaluation indépendante par un tiers pour valider la conformité avec les systèmes de gestion de diligence raisonnable définis par la norme.[162] Le RMAP est conforme au Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence et repose sur un programme d'évaluation fondé sur les risques pour les installations de fonderie et de raffinage dans les chaînes d'approvisionnement en 3TG et en cobalt.[163] Bien que le RMAP soit destiné au stade intermédiaire, le RMI a également lancé un programme d'audit en aval en raison des demandes des entreprises en aval.[164]	Compte tenu de la reconnaissance du RMI et du nombre d'entreprises en aval et intermédiaires qui sont disposées à participer au RMAP, il serait bon que le CVCFG soit aligné sur le RMAP.
Or de Fairmined	ARM	En aval	Partiellement (exigences de base – conformité progressive)	En amont	La norme de Fairmined sur l'or est un système de certification et d'audit tiers qui comprend des exigences pour que les organisations EMAPE appliquent des pratiques responsables en termes sociaux, organisationnels et économiques.[165] Les normes comprennent également des conditions pour que les marques deviennent des licences de Fairmined et pour que les entités deviennent des fournisseurs autorisés par Fairmined.[166] La	Les exigences et audits Fairmined standard de base sont rigoureux et difficiles à réaliser pour les organisations EMAPE, en particulier dans le contexte de la RDC. De plus, une fois que les organisations minières obtiennent la certification, elles doivent continuer à travailler dur pour obtenir une re-

Initiative	Développée par	Frais de diligence raisonnable payés par	Progressif	Applicable à	Portée, Exigences & Proposition de Valeur	Pertinence avec le CVCFG
					norme Fairmined utilise une prime comme incitation commerciale pour couvrir les coûts de certification et les investissements dans le développement social, la protection de l'environnement et les opérations minières.[167]	certification et se développer, ce qui est plus exigeant chaque année. Bien que cela puisse ne pas s'appliquer au CVCFG, la prise en compte des exigences standard est pertinente pour gérer les attentes des acteurs du marché qui connaissent déjà Fairmined.
Or écologique de Fairmined	ARM	En aval	Non	En amont	L'or écologique de Fairmined comprend ces conditions plus la garantie que les pratiques minières n'utilisent pas de mercure ou de cyanure pour extraire l'or.[168] Il est également basé sur un modèle de prime payée par les clients, qui garantit que les mineurs EMAPE reçoivent un prix équitable pour les minéraux, pour couvrir les coûts de certification et les investissements dans le développement social, la protection de l'environnement et les opérations minières.	Pour les mêmes raisons que pour l'or de Fairmined, avec des exigences supplémentaires en matière de protection de l'environnement, la conformité à la norme de Fairmined sur l'or écologique semble actuellement trop ambitieuse pour le CVCFG.
Or de Fairtrade	Fairtrade	En aval	Partiellement (exigences de base –	En amont	Exigences et processus de certification / audit similaires à Fairmined. Il utilise une prime comme une incitation commerciale pour couvrir les coûts de certification et les investissements dans le développement. Fairtrade offre une prime de	Pareil que pour la norme de Fairmined sur l'or, les exigences de base sont très lourdes et difficiles à atteindre pour les organisations EMAPE. De plus, comme constaté

Initiative	Développée par	Frais de diligence raisonnable payés par	Progressif	Applicable à	Portée, Exigences & Proposition de Valeur	Pertinence avec le CVCFG
			conformité progressive)		5% au-dessus de la LBMA, qui compense la taxe de 2%, et est donc avantageuse par rapport au marché illégal.[169]	avec Fairmined, le système n'offre pas aux mineurs un programme de préfinancement, ce qui signifie que même si l'or est éligible à une prime, il pourrait déjà avoir été promis à un pré-financier qui ne fait pas partie du système. Comme avec Fairmined, compte tenu du positionnement de la marque Fairtrade sur le marché, il est bien indiqué de connaître les exigences standard pour gérer les attentes des acteurs du marché qui connaissent déjà Fairtrade.
Or écologique de Fairtrade	Fairtrade	En aval	Non	En amont	Mêmes exigences que l'or de Fairtrade, y compris la garantie que les pratiques minières n'utilisent pas de mercure ou de cyanure pour extraire l'or. Même modèle de prime que la norme de Fairtrade sur l'or.	Semble trop ambitieux pour le CVCFG en ce moment pour les mêmes raisons que les normes de Fairtrade et Fairmined.
Code CRAFT	ARM, Resolve	En aval	Oui	En amont	CRAFT vise à faciliter l'engagement des acteurs en aval avec les acteurs en amont au point où les risques du Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence sont atténués. La norme CRAFT comprend des risques au-delà de l'annexe II du Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence. Le	CRAFT semble le plus complet et comparable aux attentes du marché. Il pourrait être applicable en RDC et au programme, étant donné qu'il est open-source et basé sur une amélioration progressive. À ce titre,

Initiative	Développée par	Frais de diligence raisonnable payés par	Progressif	Applicable à	Portée, Exigences & Proposition de Valeur	Pertinence avec le CVCFG
					code CRAFT est développé sous les termes de la licence open source Creative Commons. Ainsi, il peut être utilisé par tous les mineurs EMAPE sans frais et coexister avec d'autres systèmes d'assurance - réduisant la « charge d'audit » supplémentaire et simplifiant la diligence raisonnable.[170]	les mineurs EMAPE en RDC peuvent respecter la conformité
Norme de Dubai sur la bonne livraison (DGD)	Centre multi-produits de Dubai (DMCC)	Non spécifié	N/A	Intermédiaire, En aval	La norme DGD du DMCC et l'initiative sur l'approvisionnement responsable est une norme de certification volontaire qui sert de référence et d'orientation pour l'approvisionnement responsable en or, conformément aux « règles du DMCC pour une diligence raisonnable fondée sur les risques pour l'or et les métaux précieux ».[171] Ces règles du DMCC incluent le Guide pratique du DMCC pour les participants commerciaux dans l'industrie de l'or et des métaux précieux et le Protocole de contrôle.	La norme DMCC suit la même approche en 5 étapes que le Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence. Le respect des règles DMCC garantit la mise en œuvre obligatoire du Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence. L'approche du CVCFG sur la diligence raisonnable devrait également être conforme à cette norme.
Code de bonnes pratiques du RJC	Conseil pour la joaillerie responsable (RJC)	Non spécifié	Non	En amont, Intermédiaire, En aval	Le Code de bonnes pratiques (CoP) du RJC se concentre sur les problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement, tels que les droits de l'homme, l'éthique des affaires, les performances sociales et environnementales, etc.[172] Le code a été adopté par de nombreux acteurs	Le code de bonnes pratiques est l'une des normes les plus complètes mises en œuvre car il examine tous les impacts à tous les niveaux de la chaîne de valeur. Cependant, le code a une représentation mineure

Initiative	Développée par	Frais de diligence raisonnable payés par	Progressif	Applicable à	Portée, Exigences & Proposition de Valeur	Pertinence avec le CVCFG
					intermédiaires et en aval, dont 537 fabricants, 370 tailleurs de diamant et polisseurs, 61 détaillants et certains grands raffineurs, la mise en œuvre de la CoP en amont est plus limitée.[173] Les mineurs d'or ne sont représentés que par 4 petites entreprises en Amérique latine.[174]	dans les mines d'or et les petites PME ont des difficultés à l'appliquer. De plus, la CoP se concentre sur la chaîne d'approvisionnement et limite actuellement la possibilité de s'approvisionner en or auprès de l'EMAPE, sauf si cela se fait par l'intermédiaire d'un membre du RJC ou auprès d'opérateurs EMAPE reconnus comme une exploitation minière responsable (actuellement, RJC reconnaît Fairmined uniquement comme une norme minière responsable).[175] Bien que la certification RJC puisse être envisagée pour les acteurs de la chaîne d'approvisionnement désireux de s'approvisionner en EMAPE, les coûts / avantages doivent être soigneusement considérés.
Chaîne de contrôle du RJC	Conseil de la joaillerie	Non spécifié	Non	En amont, Intermédiaire, En aval	La chaîne de contrôle du RJC se concentre sur le flux de minérais à travers la chaîne d'approvisionnement. La norme exige que les entreprises disposent d'un cadre et d'une	L'approche du CVCFG sur la diligence raisonnable pourrait être alignée sur la chaîne de contrôle du RJC pour impliquer potentiellement

Initiative	Développée par	Frais de diligence raisonnable payés par	Progressif	Applicable à	Portée, Exigences & Proposition de Valeur	Pertinence avec le CVCFG
	responsable (RJC)				politique de gestion des risques conformes au Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence.[176]	des entreprises qui appliquent déjà la norme.
Norme sur l'or sans conflit	Conseil mondial de l'or (WGC)	En amont, Intermédiaire	Non	En amont, Intermédiaire	La norme aide à rendre opérationnel le Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence, fournissant une approche commune aux sociétés d'extraction d'or pour garantir que l'or a été exploité de manière responsable. La norme est conçue pour être mise en œuvre par les sociétés membres du World Gold Council et d'autres entités qui extraient l'or (y compris l'EMAPE), et pour aider les raffineurs à répondre aux exigences.[177]	Bien que la norme sur l'or sans conflit puisse être applicable à l'EMAPE, elle comprend des exigences très lourdes qui peuvent dépasser la plupart des capacités des organisations minières EMAPE.
Principes pour l'exploitation aurifère responsable	Conseil mondial de l'or (WGC)	N/A	N/A	En aval	Ces principes sont un cadre récemment publié qui définit ce qui constitue de l'or responsable. Les principes ont été créés pour intégrer des normes de pointe qui existent déjà.	Bien que la norme sur l'or sans conflit puisse être applicable à l'EMAPE, elle comprend des exigences très lourdes qui peuvent dépasser la plupart des capacités des organisations minières EMAPE.

2. Autres initiatives et programmes

Initiative	Développée par	Frais de diligence raisonnable payés par	Progressif	Applicable à	Portée, Exigences & Proposition de Valeur	Pertinence avec le CVCFG
Modèle des deux kilos d'or	Conseil de l'or artisanal (AGC)	Non spécifié	Non	En amont	Dans ce modèle, l'AGC fournit une usine de traitement intégrée qui améliore considérablement les méthodes de production locales et ne contient pas de mercure. L'AGC offre également une formation sur la maintenance de l'équipement.[178] Le propriétaire / coopérative de la mine doit rembourser ce système avec deux kg d'or via des ventes légales.[179] Il y a aussi la possibilité de payer 3 kg d'or via des ventes légales pour financer des projets communautaires spécifiques.[180] Une partie du modèle implique également la mise en place d'un exportateur qui peut exporter l'or légalement, offrant donc un modèle de circuit fermé.[181]	Bien que la mise en œuvre de ce modèle soit un succès avéré au Burkina Faso, la mise en œuvre de ce modèle en RDC serait difficile en raison de l'éloignement des sites miniers de la RDC, le système serait en concurrence avec d'autres sources alternatives de préfinancement, et la production devrait être contrôlée pour s'assurer que l'or reste dans les circuits légaux.
Programme du Lac Victoria	Impact Facility	Non spécifié	Oui	En amont	Le programme aurifère du lac Victoria est une initiative visant à accroître l'offre d'or EMAPE responsable en Tanzanie, en Ouganda et au Kenya.[182] Impact Facility investit dans les mines de ces pays avec des partenaires locaux.[183] Le programme encourage une amélioration progressive des opérations EMAPE, de la	Le modèle progressif de ce programme pourrait être utilisé par le CVCFG, mais en ajustant certaines des exigences, car certaines pourraient être trop ambitieuses dans le contexte de la RDC.

Initiative	Développée par	Frais de diligence raisonnable payés par	Progressif	Applicable à	Portée, Exigences & Proposition de Valeur	Pertinence avec le CVCFG
					conformité au Guide OCDE sur le devoir de diligence à la certification Fairtrade / Fairmined.	
Better Gold Initiative (Initiative pour un or meilleur)	Association suisse Better Gold	Non spécifié	Non	En amont	L'initiative Better Gold est un partenariat public-privé entre l'Association suisse Better Gold et le Secrétariat d'État suisse à l'économie.[184] Le projet vise à connecter directement les opérations EMAPE aux raffineurs suisses, tout en augmentant la transparence, la responsabilité et la rentabilité tout au long de la chaîne de valeur de l'or.[185] En raison des exonérations de TVA et du nombre réduit d'intermédiaires, l'initiative offre aux mineurs ASGM des incitations financières claires.[186] L'initiative Better Gold est actuellement active au Pérou, en Colombie et en Bolivie.[187]	Le raccourcissement de la chaîne d'approvisionnement par cette initiative a été bien accueilli par le marché et a conduit les mineurs EMAPE à obtenir un prix plus élevé pour leur or.[188] Cependant, cette initiative a trouvé difficile de faire face aux incertitudes de production de l'EMAPE et aux fluctuations de la chaîne d'approvisionnement dans le secteur.[189]

Il existe aussi quelques normes et systèmes de certification non liés à l'exploitation minière qui sont importantes à connaître pour le CVCFG et à quoi il doit s'aligner, y compris :

- **Les Principes directeurs des Nations Unies sur les affaires et les droits de l'homme**: un ensemble de directives pour les entreprises et les états pour empêcher, traiter et remédier aux abus des droits de l'homme.
- **Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies :** il s'agit d'un ensemble d'objectifs permettant de réaliser un avenir meilleur et plus durable pour tous. Il existe au total 17 ODD, dont l'un, l'ODD 12, fixe des objectifs de consommation et de production responsables des ressources. L'équipe du CVCFG pourrait envisager d'intégrer plus largement les ODD dans sa théorie du changement et son approche de suivi et

d'évaluation pour collecter des données qui montreraient comment le programme contribue à la réalisation des objectifs. Pour ce faire, une analyse du programme par rapport aux ODD et aux cibles spécifiques est requise.

- **Principes de l'Organisation mondiale du commerce équitable (WFTO):** ce sont les principes que les organisations du commerce équitable doivent suivre, notamment: les opportunités pour les travailleurs défavorisés, la transparence et la responsabilité, les pratiques du commerce équitable, le paiement équitable, pas de travail des enfants ou forcé, pas de discrimination, l'égalité des sexes, liberté d'association, bonnes conditions de travail, renforcement des capacités, promotion du commerce équitable et respect de l'environnement.

APERÇU DES INITIATIVES SUR LES CHAINES D'APPROVISIONNEMENT EN RDC

Le tableau ci-dessous résume les conclusions de toutes les initiatives volontaires de la chaîne d'approvisionnement ASGM présentes en RDC. Des informations plus détaillées sont disponibles sur demande.

Initiative	Développée par	Frais de diligence raisonnable payés par	Progressif	Applicable à	Portée, Exigences & Proposition de Valeur	Pertinence avec le CVCFG
Better Mining **(ancien programme Better Sourcing (BSP))**	RCS Global	En amont (exportateurs)	Oui	Intermédiaire En amont	Better Mining (Meilleure exploitation minière) est une certification et une solution du secteur privé pour le partage d'informations en temps réel basée sur la technologie, applicable aux LSM et EMAPE.[190] Il valide les chaînes d'approvisionnement en fonction de seize critères clés, qui sont conformes aux directives de l'OCDE sur le devoir de diligence. Better Mining se concentre actuellement sur les chaînes d'approvisionnement de la RDC et du Rwanda.[191] En RDC, Better Mining a mis en place un projet pilote de circuit fermé d'or EMAPE, qui n'a pas encore produit d'exportations.[192]	Les exigences de Better Mining ont été auditées par le BSR et sont entièrement conformes aux directives de l'OCDE sur le devoir de diligence, et la RMI a reconnu leur conformité avec le programme d'audit de fonderie de la RMI (RMAP). RCS Global affirme également que Better Mining est aligné sur CRAFT et peut être validé par rapport à toute norme et / ou législation. Le CVCFG pourrait prétendre à la même chose et pour garantir la légitimité, le projet de CVCFG pourrait également être audité quant à la conformité aux directives OCDE sur le devoir de diligence et chercher à être reconnu par les parties prenantes.

Initiative	Développée par	Frais de diligence raisonnable payés par	Progressif	Applicable à	Portée, Exigences & Proposition de Valeur	Pertinence avec le CVCFG
Chaînes Commerciales Certifiées	BGR	Intermédiaire et En aval	Non	En amont	Le programme CTC compile un ensemble de normes axées sur la traçabilité et la transparence, les conditions d'emploi et de travail, la sécurité, le développement communautaire et la protection de l'environnement. Les fonderies et les sociétés en aval fournissent un soutien en amont pour la mise en œuvre du double audit. À leur tour, ils bénéficient d'une sécurité et d'une connaissance améliorées de leurs fournisseurs.	Le programme CTC est réalisable, mais il y a des limites à son applicabilité à l'EMAPE. Les grands opérateurs ont tendance à être certifiés, mais pas les petits. Il n'y a aucune incitation claire pour les participants à adhérer au CTC, et une capacité limitée pour appliquer et faire appliquer le programme.
Just Gold	IMPACT	Pas clair	Non	En amont	Just Gold est une initiative d'IMPACT visant à mettre en œuvre un approvisionnement en or EMAPE responsable provenant de la RDC (Province Orientale, Sud-Kivu). IMPACT aide les mineurs EMAPE à entrer dans l'économie formelle et travaille avec les acteurs de la chaîne d'approvisionnement pour créer des incitations à la vente légale.[193] IMPACT appuie les mineurs EMAPE pour de meilleurs techniques et équipements d'exploitation et, en retour, les mineurs vendent leurs produits à des acheteurs légaux.[194]	Le modèle Just Gold a rencontré deux principaux défis liés à l'incapacité de convaincre les petits commerçants de vendre de l'or à un comptoir légal et à l'absence de modèle de financement à plus long terme.[195] Le CVCFG doit être conscient de ces problèmes et comprendre quelles mesures le programme Just Gold a mis en place pour relever ces défis.
Projet de traçabilité	BGR	Pas clair	Non	En amont	Kampene est une initiative pilote visant à établir un approvisionnement en or EMAPE responsable à	Le projet de Kampene rappelle à quel point le programme CTC

Initiative	Développée par	Frais de diligence raisonnable payés par	Progressif	Applicable à	Portée, Exigences & Proposition de Valeur	Pertinence avec le CVCFG
de l'or de Kampene					partir de Kampene, situé dans la province du Maniema, territoire de Pangi, en RDC. Le projet Kampene vise à installer une chaîne d'approvisionnement traçable, transparente et responsable et a été inclus dans le système national de chaînes de commercialisation certifiées (CTC), bien qu'en raison de l'absence d'un système de traçabilité pour l'or EMAPE à son stade actuel du projet, Kampene ne soit pas admissible au CTC.[196]	serait difficile à mettre en œuvre dans un contexte de l'EMAPE en RDC. Les enseignements tirés du projet Kampene devraient être pris en compte par le CVCFG.
Projet de Bwenge Buchiza	Financé par USAID, géré par Tetra Tech et appuyé par le Forum RAGS	Pas clair	Non	En amont	Cette initiative fait partie du projet de renforcement des capacités pour un commerce minier responsable (CBRMT), qui vise à mettre en œuvre un approvisionnement en or EMAPE responsable du Sud Kivu en RDC et renforcer la capacité de la RDC à réguler le commerce de l'or.[197] Plus précisément, ce pilote pour l'or responsable est situé à 64 km au sud-ouest de Bukavu.[198] Le projet CBRMT a établi la première chaîne d'approvisionnement sans conflit du Sud-Kivu, de la RDC jusqu'aux consommateurs américains.[199] L'or est exporté par Fair Congo, traité par Asahi Refining aux États-Unis, manufacturé par Richline Group et vendu par Signet Jewelers.[200]	De nombreuses leçons tirées de ce projet pourraient être appliquées au CVCFG. USAID a publié un rapport avec les défis que Bwenge Buchiza a rencontrés à ce jour, qui sont importants à prendre en compte pour le CVCFG.[201] Une analyse détaillée de ces défis devrait être intégrée dans la conception et la mise en œuvre du CVCFG, y compris l'engagement avec les parties prenantes impliquées dans le projet Bwenge-Buchiza.

Initiative	Développée par	Frais de diligence raisonnable payés par	Progressif	Applicable à	Portée, Exigences & Proposition de Valeur	Pertinence avec le CVCFG
ZEA contingente	Gouvernement de la RDC	En amont	Non	En amont	Ce modèle n'est pas encore opérationnel en RDC.[202] Une ZEA contingente est un modèle dans lequel le gouvernement de la RDC subventionne la ZEA à condition qu'elle atteigne certains objectifs de performance (c'est-à-dire un certain volume d'or produit et exporté légalement).[203]	On ne sait pas exactement si les acteurs en amont seraient prêts à supporter l'intégralité des coûts de traçabilité.[204] Les entretiens réalisés par Tetra Tech avec les mineurs de l'EMAPE montrent qu'ils sont prêts à payer ces coûts en échange du régime foncier et de la paix.[205] Bien que cette affirmation doive être vérifiée dans la pratique.[206] Tetra Tech a également constaté que les commerçants indépendants et les commerçants préfinancés ne sont pas disposés à payer pour une augmentation de prix.[207] À ce titre, un comptoir juridique serait nécessaire pour financer les commerçants.[208] Si le CVCFG est disposé à mettre en œuvre un tel modèle, il devra travailler en étroite collaboration avec le gouvernement de la RDC.

Initiative	Développée par	Frais de diligence raisonnable payés par	Progressif	Applicable à	Portée, Exigences & Proposition de Valeur	Pertinence avec le CVCFG
Propriétaire de Concession - Coopérative	Entreprises LSM	En amont (LSM)	Non	En amont (EMAPE)	Dans ce modèle, un propriétaire d'une concession (par exemple une société LSM) accorderait à une coopérative le droit de travailler sur sa concession en échange d'une part de la production.[209] Le propriétaire de la concession serait responsable des coûts de traçabilité et de surveillance, qui devraient être payés en partie sur la part de production.[210]	Si le CVCFG décide de suivre ce modèle, il devra travailler en étroite collaboration avec une entreprise LSM, pour que cela fonctionne, il est très important de choisir la mine la mieux située. Cette approche pourrait également correspondre aux considérations existantes de travailler avec les institutions d'ancrage. Une évaluation plus approfondie et plus d'engagement des parties prenantes sont nécessaires pour détailler le modèle, ses avantages et ses défis afin d'évaluer l'applicabilité au CVCFG.

NOTES DE FIN

[1]Stähr, F. & Schütte, P., 2016, Responsible Gold Sourcing from Artisanal and Small-Scale Mining. Scoping Study on Developing Pilot Supply Chains
[2]Stähr, F. & Schütte, P., 2016, Responsible Gold Sourcing from Artisanal and Small-Scale Mining. Scoping Study on Developing Pilot Supply Chains
[2]Stähr, F. & Schütte, P., 2016, Responsible Gold Sourcing from Artisanal and Small-Scale Mining. Scoping Study on Developing Pilot Supply Chains
[2]Resolve, 2018, The Journey of Gold (video). [Accessed on 17.09.2019] URL:https://www.resolve.ngo/site-ragsforum/default.htm;Stähr, F. & Schütte, P., 2016, Responsible Gold Sourcing from Artisanal and Small-Scale Mining. Scoping Study on Developing Pilot Supply Chains
[2]Resolve, 2018, The Journey of Gold (video). [Accessed on 17.09.2019] URL:https://www.resolve.ngo/site-ragsforum/default.htm
[2]Stähr, F. & Schütte, P., 2016, Responsible Gold Sourcing from Artisanal and Small-Scale Mining. Scoping Study on Developing Pilot Supply Chains
[2]Stähr, F. & Schütte, P., 2016, Responsible Gold Sourcing from Artisanal and Small-Scale Mining. Scoping Study on Developing Pilot Supply Chains
[2]Stähr, F. & Schütte, P., 2016, Responsible Gold Sourcing from Artisanal and Small-Scale Mining. Scoping Study on Developing Pilot Supply Chains
[2]Stähr, F. & Schütte, P., 2016, Responsible Gold Sourcing from Artisanal and Small-Scale Mining. Scoping Study on Developing Pilot Supply Chains
[2]Stähr, F. & Schütte, P., 2016, Responsible Gold Sourcing from Artisanal and Small-Scale Mining. Scoping Study on Developing Pilot Supply Chains
[2]Stähr, F. & Schütte, P., 2016, Responsible Gold Sourcing from Artisanal and Small-Scale Mining. Scoping Study on Developing Pilot Supply Chains
[2]Hruschka, F., Frank, M.& Birgit, K-B., 2016, Analytical Tools to Constrain the Origin of Gold from Conflict-affected and High-Risk Areas. Scoping Study Based on the DR Congo (figure), URL:https://www.researchgate.net/figure/Artisanal-gold-supply-chain-from-the-DRC-and-possible-scenarios-for-gold-provenance_fig4_311616191
[2] Public-Private Alliance for Responsible Minerals Trade, 2019, The barriers to financial access for the responsible minerals trade in the GLR. URL: https://www.resolve.ngo/docs/ppa_-_barriers_and_opportunities_for_artisanal_access_to_finance_-_april_2019_-_final.pdf
[2]Stähr, F. & Schütte, P., 2016, Responsible Gold Sourcing from Artisanal and Small-Scale Mining. Scoping Study on Developing Pilot Supply Chains
[2]Stähr, F. & Schütte, P., 2016, Responsible Gold Sourcing from Artisanal and Small-Scale Mining. Scoping Study on Developing Pilot Supply Chains
[2]Stähr, F. & Schütte, P., 2016, Responsible Gold Sourcing from Artisanal and Small-Scale Mining. Scoping Study on Developing Pilot Supply Chains
[2]Stähr, F. & Schütte, P., 2016, Responsible Gold Sourcing from Artisanal and Small-Scale Mining. Scoping Study on Developing Pilot Supply Chains
[2] Cite Purpose section of v1 of manual
[2]IPIS, 2019, Mapping artisanal mining areas and mineral supply chains in Eastern Congo, [Accessed 09.09.2019], URL: http://www.ipisresearch.be/mapping/webmapping/drcongo/v6/#-
[2] IPIS, 2019, Mapping artisanal mining areas and mineral supply chains in Eastern Congo, [Accessed 09.09.2019], URL: http://www.ipisresearch.be/mapping/webmapping/drcongo/v6/#-
[2] IPIS, 2019, Mapping artisanal mining areas and mineral supply chains in Eastern Congo, [Accessed 09.09.2019], URL: http://www.ipisresearch.be/mapping/webmapping/drcongo/v6/#-4.201568761969199/25.538743707723143/4.590455636092778/4/1/1.9.19,2.xpmo

[2] See for example: The East African, 2019, DRC, Barrick in new deal to boost mining, [Accessed on 06.09.2019]. URL: https://www.theeastafrican.co.ke/business/DRC-barrick-in-new-deal-to-boost-mining/2560-5060144-xt561q/index.html
[2] DRC Government, 2019, DRC Mining Cadastre Portal, [Accessed on06.09.2019]. URL: http://drclicences.cami.cd/en/
[2]In November 2019, Banro has called force majeure in DRC because of the difficulties faced with rebel groups in the region, The Northern Miner article on 13th November 2019, https://www.northernminer.com/subscribe-login/?id=1003811259
[2] Stoop, N., Buraye, J.K. & Verpoorten, M. (Suluhu Blog), 2015, The social minefield of gold digging in Kamituga, South-Kivu. [Accessed on06.09.2019]. URL: https://suluhu.org/2015/07/30/aiii-14-the-social-minefield-of-gold-digging-in-kamituga-south-kivu/
[2] MiningMX, 2019, Vector buys former AngloGold Mongbwalu prospect in DRC in $10m share and cash deal,[Accessed on 06.09.2019]. URL: https://www.miningmx.com/news/gold/35546-vector-buys-former-anglogold-mongbwalu-prospect-in-drc-in-10m-share-and-cash-deal/
[2] Hruschka, F., Melcher, F. & Kain-Bückner, B., 2016, BGR, Analytical Tools to Constrain the Origin of Gold from Conflict-affected and High-Risk Areas – Scoping Study Based on the DR Congo
[2] Hruschka, F., Melcher, F. & Kain-Bückner, B., 2016, BGR, Analytical Tools to Constrain the Origin of Gold from Conflict-affected and High-Risk Areas – Scoping Study Based on the DR Congo
[2] Geenen, S., 2011, Relations and regulations in local gold trade networks inSouth Kivu, Democratic Republic of Congo, Journal of Eastern African Studies, 5:3, 427-446, DOI:10.1080/17531055.2011.611676
[2] Geenen, S., 2011, Relations and regulations in local gold trade networks inSouth Kivu, Democratic Republic of Congo, Journal of Eastern African Studies, 5:3, 427-446, DOI:10.1080/17531055.2011.611676
[2] Geenen, S., 2011, Relations and regulations in local gold trade networks inSouth Kivu, Democratic Republic of Congo, Journal of Eastern African Studies, 5:3, 427-446, DOI:10.1080/17531055.2011.611676
[2] Geenen, S., 2011, Relations and regulations in local gold trade networks inSouth Kivu, Democratic Republic of Congo, Journal of Eastern African Studies, 5:3, 427-446, DOI:10.1080/17531055.2011.611676
[2] Geenen, S., 2011, Relations and regulations in local gold trade networks inSouth Kivu, Democratic Republic of Congo, Journal of Eastern African Studies, 5:3, 427-446, DOI:10.1080/17531055.2011.611676
[2] Geenen, S., 2011, Relations and regulations in local gold trade networks inSouth Kivu, Democratic Republic of Congo, Journal of Eastern African Studies, 5:3, 427-446, DOI:10.1080/17531055.2011.611676
[2] Geenen, S., 2011, Relations and regulations in local gold trade networks inSouth Kivu, Democratic Republic of Congo, Journal of Eastern African Studies, 5:3, 427-446, DOI:10.1080/17531055.2011.611676
[2] Geenen, S., 2011, Relations and regulations in local gold trade networks inSouth Kivu, Democratic Republic of Congo, Journal of Eastern African Studies, 5:3, 427-446, DOI:10.1080/17531055.2011.611676
[2] Geenen, S., 2011, Relations and regulations in local gold trade networks inSouth Kivu, Democratic Republic of Congo, Journal of Eastern African Studies, 5:3, 427-446, DOI:10.1080/17531055.2011.611676
[2] Geenen, S., 2011, Relations and regulations in local gold trade networks inSouth Kivu, Democratic Republic of Congo, Journal of Eastern African Studies, 5:3, 427-446, DOI:10.1080/17531055.2011.611676
[2] Geenen, S., 2011, Relations and regulations in local gold trade networks inSouth Kivu, Democratic Republic of Congo, Journal of Eastern African Studies, 5:3, 427-446, DOI:10.1080/17531055.2011.611676
[2] Geenen, S., 2011, Relations and regulations in local gold trade networks inSouth Kivu, Democratic Republic of Congo, Journal of Eastern African Studies, 5:3, 427-446, DOI:10.1080/17531055.2011.611676
[2] Geenen, S., 2011, Relations and regulations in local gold trade networks inSouth Kivu, Democratic Republic of Congo, Journal of Eastern African Studies, 5:3, 427-446, DOI:10.1080/17531055.2011.611676
[2] Geenen, S., 2011, Relations and regulations in local gold trade networks inSouth Kivu, Democratic Republic of Congo, Journal of Eastern African Studies, 5:3, 427-446, DOI:10.1080/17531055.2011.611676
[2] Geenen, S., 2011, Relations and regulations in local gold trade networks inSouth Kivu, Democratic Republic of Congo, Journal of Eastern African Studies, 5:3, 427-446, DOI:10.1080/17531055.2011.611676
[2] Geenen, S., 2011, Relations and regulations in local gold trade networks inSouth Kivu, Democratic Republic of Congo, Journal of Eastern African Studies, 5:3, 427-446, DOI:10.1080/17531055.2011.611676
[2] Geenen, S., 2011, Relations and regulations in local gold trade networks inSouth Kivu, Democratic Republic of Congo, Journal of Eastern African Studies, 5:3, 427-446, DOI:10.1080/17531055.2011.611676
[2] Geenen, S., 2011, Relations and regulations in local gold trade networks inSouth Kivu, Democratic Republic of Congo, Journal of Eastern African Studies, 5:3, 427-446, DOI:10.1080/17531055.2011.611676
[2] Geenen, S., 2011, Relations and regulations in local gold trade networks inSouth Kivu, Democratic Republic of Congo, Journal of Eastern African Studies, 5:3, 427-446, DOI:10.1080/17531055.2011.611676
[2] Geenen, S., 2011, Relations and regulations in local gold trade networks inSouth Kivu, Democratic Republic of Congo, Journal of Eastern African Studies, 5:3, 427-446, DOI:10.1080/17531055.2011.611676

[2] Geenen, S., 2011, Relations and regulations in local gold trade networks inSouth Kivu, Democratic Republic of Congo, Journal of Eastern African Studies, 5:3, 427-446, DOI:10.1080/17531055.2011.611676
[2] Geenen, S., 2011, Relations and regulations in local gold trade networks inSouth Kivu, Democratic Republic of Congo, Journal of Eastern African Studies, 5:3, 427-446, DOI:10.1080/17531055.2011.611676
[2] DW Made for minds, 2019, Investigating DR Congo's illegal gold trade, [Accessed on 10.09.2019]. URL : https://www.dw.com/en/investigating-dr-congos-illegal-gold-trade/a-46997332
[2] Geenen, S., 2011, Relations and regulations in local gold trade networks inSouth Kivu, Democratic Republic of Congo, Journal of Eastern African Studies, 5:3, 427-446, DOI:10.1080/17531055.2011.611676
[2] Geenen, S., 2011, Relations and regulations in local gold trade networks inSouth Kivu, Democratic Republic of Congo, Journal of Eastern African Studies, 5:3, 427-446, DOI:10.1080/17531055.2011.611676
[2] Geenen, S., 2011, Relations and regulations in local gold trade networks inSouth Kivu, Democratic Republic of Congo, Journal of Eastern African Studies, 5:3, 427-446, DOI:10.1080/17531055.2011.611676
[2] Geenen, S., 2011, Relations and regulations in local gold trade networks inSouth Kivu, Democratic Republic of Congo, Journal of Eastern African Studies, 5:3, 427-446, DOI:10.1080/17531055.2011.611676
[2] Hruschka, F., Melcher, F. & Kain-Bückner, B., 2016, BGR, Analytical Tools to Constrain the Origin of Gold from Conflict-affected and High-Risk Areas – Scoping Study Based on the DR Congo
[2] Hruschka, F., Melcher, F. & Kain-Bückner, B., 2016, BGR, Analytical Tools to Constrain the Origin of Gold from Conflict-affected and High-Risk Areas – Scoping Study Based on the DR Congo
[2] Hruschka, F., Melcher, F. & Kain-Bückner, B., 2016, BGR, Analytical Tools to Constrain the Origin of Gold from Conflict-affected and High-Risk Areas – Scoping Study Based on the DR Congo
[2] Hruschka, F., Melcher, F. & Kain-Bückner, B., 2016, BGR, Analytical Tools to Constrain the Origin of Gold from Conflict-affected and High-Risk Areas – Scoping Study Based on the DR Congo
[2] Hruschka, F., Melcher, F. & Kain-Bückner, B., 2016, BGR, Analytical Tools to Constrain the Origin of Gold from Conflict-affected and High-Risk Areas – Scoping Study Based on the DR Congo
[2] Hruschka, F., Melcher, F. & Kain-Bückner, B., 2016, BGR, Analytical Tools to Constrain the Origin of Gold from Conflict-affected and High-Risk Areas – Scoping Study Based on the DR Congo
[2] Hruschka, F., Melcher, F. & Kain-Bückner, B., 2016, BGR, Analytical Tools to Constrain the Origin of Gold from Conflict-affected and High-Risk Areas – Scoping Study Based on the DR Congo
[2]DRC Mining Code, 2018, Art. 5
[2]World Trade Organization, 2010, Trade Policy Review Document, WT/TPR/S/229, page 55
[2]World Trade Organization, 2010, Trade Policy Review Document, WT/TPR/S/229, page 34
[2]World Trade Organization, 2010, Trade Policy Review Document, WT/TPR/S/229, page 34f
[2]World Trade Organization, 2010, Trade Policy Review Document, WT/TPR/S/229, page 35
[2]World Trade Organization, 2010, Trade Policy Review Document, WT/TPR/S/229, page 55
[2]World Trade Organization, 2010, Trade Policy Review Document, WT/TPR/S/229, page 35; DRC Mining Code, 2018, Article 270
[2]World Trade Organization, 2010, Trade Policy Review Document, WT/TPR/S/229, page 56
[2] Decret N°038/2003 du 26 Mars 2003 portant Règlement Minier, Article 2018
[2]World Trade Organization, 2010, Trade Policy Review Document, WT/TPR/S/229, page 35; DRC Mining Code, 2018, Article 270
[2] Presentation at the ICGLR Artisanal and Small-scale Gold Mining Experts meeting in Nairobi, September 2018
[2]World Trade Organization, 2010, Trade Policy Review Document, WT/TPR/S/229, page 56; ORDONNANCE-LOI n° 012-2012 instituant un nouveau tarif des droits et taxes à l'exportation (J.O.RDC., 18 octobre 2012, n° spécial, p. 61)
[2] Presentation at the ICGLR Artisanal and Small-scale Gold Mining Experts meeting in Nairobi, September 2018
[2]World Trade Organization, 2010, Trade Policy Review Document, WT/TPR/S/229, page 57
[2]World Trade Organization, 2010, Trade Policy Review Document, WT/TPR/S/229, page 34
[2] Presentation at the ICGLR Artisanal and Small-scale Gold Mining Experts meeting in Nairobi, September 2018
[2] Presentation at the ICGLR Artisanal and Small-scale Gold Mining Experts meeting in Nairobi, September 2018
[2] Presentation at the ICGLR Artisanal and Small-scale Gold Mining Experts meeting in Nairobi, September 2018
[2] Presentation at the ICGLR Artisanal and Small-scale Gold Mining Experts meeting in Nairobi, September 2018
[2]World Trade Organization, 2010, Trade Policy Review Document, WT/TPR/S/229, page 45
[2] Presentation at the ICGLR Artisanal and Small-scale Gold Mining Experts meeting in Nairobi, September 2018
[2] Presentation at the ICGLR Artisanal and Small-scale Gold Mining Experts meeting in Nairobi, September 2018

[2] Presentation at the ICGLR Artisanal and Small-scale Gold Mining Experts meeting in Nairobi, September 2018
[2] Presentation at the ICGLR Artisanal and Small-scale Gold Mining Experts meeting in Nairobi, September 2018
[2] LBMA, 2019, Good delivery standard, [Accessed 09.09.2019]. URL:http://www.lbma.org.uk/good-delivery
[2]Stähr, F. & Schütte, P., 2016, Responsible Gold Sourcing from Artisanal and Small-Scale Mining. Scoping Study on Developing Pilot Supply Chains
[2]Stähr, F. & Schütte, P., 2016, Responsible Gold Sourcing from Artisanal and Small-Scale Mining. Scoping Study on Developing Pilot Supply Chains
[2]Stähr, F. & Schütte, P., 2016, Responsible Gold Sourcing from Artisanal and Small-Scale Mining. Scoping Study on Developing Pilot Supply Chains
[2]The Enough project, 2017, Breaking the Cycle: Delinking Armed Actors from the Gold Supply Chain in Congo and the Great Lakes Region Through Fiscal Reform and Anti-Money Laundering (AML)
[2] IPIS/ULULA, 2019, Assessing the impact of Due Diligence programmes in eastern DRC: A baseline Study, IPIS report;The Enough project, 2017, Breaking the Cycle: Delinking Armed Actors from the Gold Supply Chain in Congo and the Great Lakes Region Through Fiscal Reform and Anti-Money Laundering (AML)
[2]Stähr, F. & Schütte, P., 2016, Responsible Gold Sourcing from Artisanal and Small-Scale Mining. Scoping Study on Developing Pilot Supply Chains
[2] Bundesanstalt für Geowissenschaften und Rohstoffe, 2019, Traceability in Artisanal Gold Supply Chains in the Democratic Republic of the Congo
[2]Stähr, F. & Schütte, P., 2016, Responsible Gold Sourcing from Artisanal and Small-Scale Mining. Scoping Study on Developing Pilot Supply Chains
[2]Stähr, F. & Schütte, P., 2016, Responsible Gold Sourcing from Artisanal and Small-Scale Mining. Scoping Study on Developing Pilot Supply Chains
[2] Public-Private Alliance for Responsible Minerals Trade, 2019, The barriers to financial access for the responsible minerals trade in the GLR, [Accessed 09.09.2019]. URL: https://www.resolve.ngo/docs/ppa_-_barriers_and_opportunities_for_artisanal_access_to_finance_-_april_2019_-_final.pdf
[2]Stähr, F. & Schütte, P., 2016, Responsible Gold Sourcing from Artisanal and Small-Scale Mining. Scoping Study on Developing Pilot Supply Chains
[2] Sofala Partners Limited, 2019, The barriers to financial access for the responsible minerals trade in the GLR, Public-Private Alliance for Responsible Minerals Trade.
[2] OECD, 2019, 13th Forum on Responsible Mineral Supply Chains – Agenda, [Accessed on 09.09.2019]. URL: https://mneguidelines.oecd.org/2019-Forum-on-Responsible-Mineral-Supply-Chains-AGENDA-English.pdf
[2] GEF, 2019, Implementation Launch of the GEF GOLD Programme, [Accessed on 09.09.2019]. URL: https://www.thegef.org/events/implementation-launch-gef-gold-programme
[2] Munyoro, G., Nyandoro, Z., Tanhara, J.R. and Dzapasi, Y.M., 2017, The significance of the Microfinance Sector on the Development of Artisanal and Small Scale Mining in Zimbabwe: A Case of Mashonaland West. Development and Resources Research Institute Journal, Ghana: Vol. 26, No. 3 (4), Pp. 29-43
[2] Sofala Partners Limited, 2019, The barriers to financial access for the responsible minerals trade in the GLR, Public-Private Alliance for Responsible Minerals Trade.
[2]Sofala Partners Limited, 2019, The barriers to financial access for the responsible minerals trade in the GLR, Public-Private Alliance for Responsible Minerals Trade.
[2]MacLeod, K. & Gronwald, V., 2019, GIZ in collaboration with Levin Sources, Gender Safeguards for the Kimberley Process – Local Policy Dimension
[2] Atsede W., Bushige Mwangaza L. & Brychan T., 2018, Challenges of finance accessibility by SMEs in the democratic republic of Congo: is gender a constraint?. Investment Management and Financial Innovations, 15(2), 40-50
[2]OECD, 2019, OECD Forum on Responsible Mineral Supply Chains
[2]OECD, 2019, OECD Forum on Responsible Mineral Supply Chains
[2]OECD, 2019, OECD Forum on Responsible Mineral Supply Chains
[2] Paula, ASGM cooperative member, Columbia
[2] Sofala Partners Limited, 2019, The barriers to financial access for the responsible minerals trade in the GLR, Public-Private Alliance for Responsible Minerals Trade.
[2] Sofala Partners Limited, 2019, The barriers to financial access for the responsible minerals trade in the GLR, Public-Private Alliance for Responsible Minerals Trade.
[2] Example given at OECD Forum on Responsible Mineral Supply Chains, Phillipe, North Kivu EMAPE site

[2] See for example:De Haan, J. & Geenen, S., 2016, Mining cooperatives in Eastern DRC - The interplay between historical power relations and formal institutions. The extractive Industries and Society, Volume 3, Issue 3, July 2016, Pages 823-831.; De Haan, J.S. & Geenen, S., 2015,Mining cooperatives in South Kivu: saviour or extortionist? IOB Analysis and Policy Brief 14, Institute of Development Policy and Management. University of Antwerp, Antwerp; Geenen, S., 2015, African artisanal mining from the inside out. Access, Norms and Power in Congo's Gold Sector. Routledge, Oxford.*The following paragraphs are all based on these sources.*
[2] De Haan, J & Geenen, S., 2016, Mining cooperatives in Eastern DRC - The interplay between historical power relations and formal institutions. The extractive Industries and Society, Volume 3, Issue 3, July 2016, Pages 823-831.
[2] Bundesanstalt für Geowissenschaften und Rohstoffe, 2019, Traceability in Artisanal Gold Supply Chains in the Democratic Republic of the Congo
[2] Bundesanstalt für Geowissenschaften und Rohstoffe, 2019, Traceability in Artisanal Gold Supply Chains in the Democratic Republic of the Congo
[2] Bundesanstalt für Geowissenschaften und Rohstoffe, 2019, Traceability in Artisanal Gold Supply Chains in the Democratic Republic of the Congo
[2] Hruschka, F., Melcher, F. & Kain-Bückner, B., 2016, BGR, Analytical Tools to Constrain the Origin of Gold from Conflict-affected and High-Risk Areas – Scoping Study Based on the DR Congo
[2]Stähr, F. & Schütte, P., 2016, Responsible Gold Sourcing from Artisanal and Small-Scale Mining. Scoping Study on Developing Pilot Supply Chains
[2]Stähr, F. & Schütte, P., 2016, Responsible Gold Sourcing from Artisanal and Small-Scale Mining. Scoping Study on Developing Pilot Supply Chains
[2]Stähr, F. & Schütte, P., 2016, Responsible Gold Sourcing from Artisanal and Small-Scale Mining. Scoping Study on Developing Pilot Supply Chains
[2]Stähr, F. & Schütte, P., 2016, Responsible Gold Sourcing from Artisanal and Small-Scale Mining. Scoping Study on Developing Pilot Supply Chains
[2]Stähr, F. & Schütte, P., 2016, Responsible Gold Sourcing from Artisanal and Small-Scale Mining. Scoping Study on Developing Pilot Supply Chains
[2] Public-Private Alliance for Responsible Minerals Trade, 2019, The barriers to financial access for the responsible minerals trade in the GLR,[Accessed 09.09.2019]. URL: https://www.resolve.ngo/docs/ppa_-_barriers_and_opportunities_for_artisanal_access_to_finance_-_april_2019_-_final.pdf
[2]Follow the money: a handbook for identifying financial flows (IFFS) linked to artisanal and small-scale gold mining (asgm), Levin Sources and the Global Initiative Against Transnational Organized Crime
[2]Stähr, F. & Schütte, P., 2016, Responsible Gold Sourcing from Artisanal and Small-Scale Mining. Scoping Study on Developing Pilot Supply Chains
[2]World Gold Council, 2019, Gold Demand Sectors, [Accessed 09.09.2019]. URL: https://www.gold.org/about-gold/gold-demand/sectors-of-demand
[2] Street L., Gopaul K., Kumar M., Ray IJ & Hewitt A., 2019, Global Demand Trends Q2 2019. The World Gold Council.
[2] Fairmined, 2019, Find Jewellers in your region, [Accessed 09.09.2019] URL: http://www.fairmined.org/fairmined-for-consumers/
[2] BGR, 2019, Exploring the gold sector in Germany – summary of a market study for responsible gold from artisanal and small-scale mining, [Accessed 09.09.2019] URL: https://www.levinsources.com/blog/gold-sector-in-germany-market-study-for-responsible-gold-from-artisanal-small-scale-mining-EMAPE
[2] Fairtrade Foundation, 2019, MACDESA (Minera Aurifera Cuatro De Enero), [Accessed 09.09.2019] URL: https://www.fairtrade.org.uk/Farmers-and-Workers/Gold/MACDESA
[2]LBMA, 2019, LBMA Gold Price, http://www.lbma.org.uk/lbma-gold-price
[2] The Hague International Space Resources Governance Working Group Socio-Economic Panel, 2019, Applying Social License to Operate to Space Resources. April 8 2019.
[2] Garrett, N., 2008, Certified Trading Chain in Mineral Production & Extractive Industry Transparency Initiative – Synergies and Scope for Collaboration. For the German Federal Institute for Geosciences and Natural Resources, [Accessed 09.09.2019] URL: https://eiti.org/sites/default/files/documents/Nicholas_Garrett_EITI_Mineral%20Certification_23_9_2008.pdf
[2] Strategic Dialogue on Sustainable Raw Materials for Europe (STRADE) – EU Horizon2020 Project

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
Global Communities Partners for Good
LEVIN SOURCES

[2] Strategic Dialogue on Sustainable Raw Materials for Europe (STRADE), Eslava, N., 2018, Successful implementation of conflict mineral certification and due diligence schemes and the European Union's role: lessons learned for responsible mineral supply, [Accessed 09.09.2019] URL:https://www.stradeproject.eu/fileadmin/user_upload/pdf/STRADE_Report_D4.19_Due_Diligence_Certification.pdf
[2] Montano, P., 2017, Achievements and challenges in the Fairmined Certification System, [Accessed 09.09.2019] URL : http://www.responsiblemines.org/en/2017/02/achievements-and-challenges-in-the-fairmined-certification-system-2/
[2] Montano, P., 2017, Achievements and challenges in the Fairmined Certification System, [Accessed 09.09.2019] URL : http://www.responsiblemines.org/en/2017/02/achievements-and-challenges-in-the-fairmined-certification-system-2/
[2] Montano, P., 2017, Achievements and challenges in the Fairmined Certification System, [Accessed 09.09.2019] URL : http://www.responsiblemines.org/en/2017/02/achievements-and-challenges-in-the-fairmined-certification-system-2/; and Fairmined, 2017, the Challenges for Responsible EMAPE organisations, [Accessed 09.09.2019] URL : http://www.responsiblemines.org/en/2017/02/the-challenges-of-responsible-EMAPE-organizations/
[2] USAID, 2015, Capacity building for responsible minerals trade (CBRMT), [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.land-links.org/wp-content/uploads/2015/06/USAID_Land_Tenure_CBRMT_Responsibly_Source_Artisanal_Gold_DRC.pdf
[2] USAID, 2015, Capacity building for responsible minerals trade (CBRMT), [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.land-links.org/wp-content/uploads/2015/06/USAID_Land_Tenure_CBRMT_Responsibly_Source_Artisanal_Gold_DRC.pdf
[2] USAID, 2015, Capacity building for responsible minerals trade (CBRMT), [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.land-links.org/wp-content/uploads/2015/06/USAID_Land_Tenure_CBRMT_Responsibly_Source_Artisanal_Gold_DRC.pdf
[2] USAID, 2015, Capacity building for responsible minerals trade (CBRMT), [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.land-links.org/wp-content/uploads/2015/06/USAID_Land_Tenure_CBRMT_Responsibly_Source_Artisanal_Gold_DRC.pdf
[2] Bundesanstalt für Geowissenschaften und Rohstoffe, 2019, Traceability in Artisanal Gold Supply Chains in the Democratic Republic of the Congo – Lessons learned from the Kampene project
[2] Bundesanstalt für Geowissenschaften und Rohstoffe, 2019, Traceability in Artisanal Gold Supply Chains in the Democratic Republic of the Congo – Lessons learned from the Kampene project
[2] Bundesanstalt für Geowissenschaften und Rohstoffe, 2019, Traceability in Artisanal Gold Supply Chains in the Democratic Republic of the Congo – Lessons learned from the Kampene project
[2] Bundesanstalt für Geowissenschaften und Rohstoffe, 2019, Traceability in Artisanal Gold Supply Chains in the Democratic Republic of the Congo – Lessons learned from the Kampene project
[2] Bundesanstalt für Geowissenschaften und Rohstoffe, 2019, Traceability in Artisanal Gold Supply Chains in the Democratic Republic of the Congo – Lessons learned from the Kampene project
[2] Bundesanstalt für Geowissenschaften und Rohstoffe, 2019, Traceability in Artisanal Gold Supply Chains in the Democratic Republic of the Congo – Lessons learned from the Kampene project
[2] Bundesanstalt für Geowissenschaften und Rohstoffe, 2019, Traceability in Artisanal Gold Supply Chains in the Democratic Republic of the Congo – Lessons learned from the Kampene project
[2] USAID, 2015, Capacity building for responsible minerals trade (CBRMT), [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.land-links.org/wp-content/uploads/2015/06/USAID_Land_Tenure_CBRMT_Responsibly_Source_Artisanal_Gold_DRC.pdf
[2] USAID, 2015, Capacity building for responsible minerals trade (CBRMT), [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.land-links.org/wp-content/uploads/2015/06/USAID_Land_Tenure_CBRMT_Responsibly_Source_Artisanal_Gold_DRC.pdf
[2] USAID, 2018, Capacity building for responsible minerals trade (CBRMT) – Quaterly Report – April/June 2018
[2] Strategic Dialogue on Sustainable Raw Materials for Europe (STRADE), Eslava, N., 2018, Successful implementation of conflict mineral certification and due diligence schemes and the European Union's role: lessons learned for responsible mineral supply, [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.stradeproject.eu/fileadmin/user_upload/pdf/STRADE_Report_D4.19_Due_Diligence_Certification.pdf

[2]Jorns, A., Chishugi, A., Cook, R. & Levin-Nally, E., 2015, Assessment of Impacts of Closed-Pipe Supply Chains in DRC, [Accessed 09.09.2019], URL: https://www.resolve.ngo/docs/finalreport-ellclosedpipeassessment_20150818.pdf
[2]Stähr, F. & Schütte, P., 2016, Responsible Gold Sourcing from Artisanal and Small-Scale Mining. Scoping Study on Developing Pilot Supply Chains
[2]Stähr, F. & Schütte, P., 2016, Responsible Gold Sourcing from Artisanal and Small-Scale Mining. Scoping Study on Developing Pilot Supply Chains
[2]Stähr, F. & Schütte, P., 2016, Responsible Gold Sourcing from Artisanal and Small-Scale Mining. Scoping Study on Developing Pilot Supply Chains
[2] OECD, 2016, A global standard towards responsible mineral supply chains, [Accessed 09.09.2019]. URL : http://mneguidelines.oecd.org/Brochure_OECD-Responsible-Mineral-Supply-Chains.pdf
[2]Stähr, F. & Schütte, P., 2016, Responsible Gold Sourcing from Artisanal and Small-Scale Mining. Scoping Study on Developing Pilot Supply Chains
[2] ICMM, Demonstrating value – a guide to responsible sourcing, [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.icmm.com/website/publications/pdfs/responsible-sourcing/demonstrating-value
[2] ICMM, Demonstrating value – a guide to responsible sourcing, [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.icmm.com/website/publications/pdfs/responsible-sourcing/demonstrating-value
[2] IMA, 2019, RMAP Risk-Based Assessment Program, [Accessed 09.09.2019]. URL: http://www.responsiblemineralsinitiative.org/media/docs/RMI%20Risk-Based%20Assessment%20Program_2019.pdf
[2] IMA, 2019, RMAP Risk-Based Assessment Program, [Accessed 09.09.2019]. URL: http://www.responsiblemineralsinitiative.org/media/docs/RMI%20Risk-Based%20Assessment%20Program_2019.pdf
[2] IMA, 2019, RMAP Downstream Audit Program, [Accessed 09.09.2019]. URL: http://www.responsiblemineralsinitiative.org/responsible-minerals-assurance-process/downstream-program/
[2] Fairmined, 2019, The Fairmined Standard for Gold, [Accessed 09.09.2019]. URL : http://www.fairmined.org/the-fairmined-standard/
[2] Fairmined, 2019, The Fairmined Standard for Gold, [Accessed 09.09.2019]. URL : http://www.fairmined.org/the-fairmined-standard/
[2] Fairmined, 2019, The Fairmined Standard for Gold, [Accessed 09.09.2019]. URL : http://www.fairmined.org/the-fairmined-standard/
[2] Fairmined, 2019, The Fairmined Standard for Gold, [Accessed 09.09.2019]. URL : http://www.fairmined.org/the-fairmined-standard/
[2] USAID, 2015, Capacity building for responsible minerals trade (CBRMT), [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.land-links.org/wp-content/uploads/2015/06/USAID_Land_Tenure_CBRMT_Responsibly_Source_Artisanal_Gold_DRC.pdf
[2] Alliance for Responsible Mining, 2019, CRAFT Code, [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.responsiblemines.org/en/our-work/standards-and-certification/craft/
[2] DMCC, 2019, Accreditation initiatives,[Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.dmcc.ae/gateway-to-trade/commodities/gold/accreditation-initiatives
[2] Eslava, N., 2018, Successful implementation of conflict mineral certification and due diligence schemes and the European Union's role: lessons learned for responsible mineral supply, [Accessed 09.09.2019]. URL : https://stradeproject.eu/fileadmin/user_upload/pdf/STRADE_Report_D4.19_Due_Diligence_Certification.pdf
[2] Eslava, N., 2018, Successful implementation of conflict mineral certification and due diligence schemes and the European Union's role: lessons learned for responsible mineral supply, [Accessed 09.09.2019]. URL : https://stradeproject.eu/fileadmin/user_upload/pdf/STRADE_Report_D4.19_Due_Diligence_Certification.pdf
[2] Eslava, N., 2018, Successful implementation of conflict mineral certification and due diligence schemes and the European Union's role: lessons learned for responsible mineral supply, [Accessed 09.09.2019]. URL : https://stradeproject.eu/fileadmin/user_upload/pdf/STRADE_Report_D4.19_Due_Diligence_Certification.pdf
[2]Stähr, F. & Schütte, P., 2016, Responsible Gold Sourcing from Artisanal and Small-Scale Mining. Scoping Study on Developing Pilot Supply Chains
[2] Responsible Jewellery Council, 2019, Chain of Custody Certification, [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.responsiblejewellery.com/chain-of-custody-certification/

[2] World Gold Council, 2012, Conflict-Free Gold Standard, [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.gold.org/sites/default/files/documents/Conflict_Free_Gold_Standard_English.pdf
[2] USAID, 2015, Capacity building for a responsible minerals trade (CBRMT), [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.land-links.org/wp-content/uploads/2015/06/USAID_Land_Tenure_CBRMT_Responsibly_Source_Artisanal_Gold_DRC.pdf
[2] USAID, 2015, Capacity building for a responsible minerals trade (CBRMT), [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.land-links.org/wp-content/uploads/2015/06/USAID_Land_Tenure_CBRMT_Responsibly_Source_Artisanal_Gold_DRC.pdf
[2] USAID, 2015, Capacity building for a responsible minerals trade (CBRMT), [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.land-links.org/wp-content/uploads/2015/06/USAID_Land_Tenure_CBRMT_Responsibly_Source_Artisanal_Gold_DRC.pdf
[2] USAID, 2015, Capacity building for a responsible minerals trade (CBRMT), [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.land-links.org/wp-content/uploads/2015/06/USAID_Land_Tenure_CBRMT_Responsibly_Source_Artisanal_Gold_DRC.pdf
[2] The Impact Facility, 2019, Lake Victoria Gold Program, [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.impactfacility.com/lake-victoria-gold-program
[2] The Impact Facility, 2019, Lake Victoria Gold Program, [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.impactfacility.com/lake-victoria-gold-program
[2] Strategic Dialogue on Sustainable Raw Materials for Europe (STRADE), Eslava, N., 2018, Successful implementation of conflict mineral certification and due diligence schemes and the European Union's role: lessons learned for responsible mineral supply, [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.stradeproject.eu/fileadmin/user_upload/pdf/STRADE_Report_D4.19_Due_Diligence_Certification.pdf
[2] Strategic Dialogue on Sustainable Raw Materials for Europe (STRADE), Eslava, N., 2018, Successful implementation of conflict mineral certification and due diligence schemes and the European Union's role: lessons learned for responsible mineral supply, [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.stradeproject.eu/fileadmin/user_upload/pdf/STRADE_Report_D4.19_Due_Diligence_Certification.pdf
[2] Strategic Dialogue on Sustainable Raw Materials for Europe (STRADE), Eslava, N., 2018, Successful implementation of conflict mineral certification and due diligence schemes and the European Union's role: lessons learned for responsible mineral supply, [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.stradeproject.eu/fileadmin/user_upload/pdf/STRADE_Report_D4.19_Due_Diligence_Certification.pdf
[2] Strategic Dialogue on Sustainable Raw Materials for Europe (STRADE), Eslava, N., 2018, Successful implementation of conflict mineral certification and due diligence schemes and the European Union's role: lessons learned for responsible mineral supply, [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.stradeproject.eu/fileadmin/user_upload/pdf/STRADE_Report_D4.19_Due_Diligence_Certification.pdf
[2] Strategic Dialogue on Sustainable Raw Materials for Europe (STRADE), Eslava, N., 2018, Successful implementation of conflict mineral certification and due diligence schemes and the European Union's role: lessons learned for responsible mineral supply, [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.stradeproject.eu/fileadmin/user_upload/pdf/STRADE_Report_D4.19_Due_Diligence_Certification.pdf
[2] Strategic Dialogue on Sustainable Raw Materials for Europe (STRADE), Eslava, N., 2018, Successful implementation of conflict mineral certification and due diligence schemes and the European Union's role: lessons learned for responsible mineral supply, [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.stradeproject.eu/fileadmin/user_upload/pdf/STRADE_Report_D4.19_Due_Diligence_Certification.pdf
[2] Strategic Dialogue on Sustainable Raw Materials for Europe (STRADE), Eslava, N., 2018, Successful implementation of conflict mineral certification and due diligence schemes and the European Union's role: lessons learned for responsible mineral supply, [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.stradeproject.eu/fileadmin/user_upload/pdf/STRADE_Report_D4.19_Due_Diligence_Certification.pdf
[2] Strategic Dialogue on Sustainable Raw Materials for Europe (STRADE), Eslava, N., 2018, Successful implementation of conflict mineral certification and due diligence schemes and the European Union's role:

lessons learned for responsible mineral supply, [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.stradeproject.eu/fileadmin/user_upload/pdf/STRADE_Report_D4.19_Due_Diligence_Certification.pdf

[2] Strategic Dialogue on Sustainable Raw Materials for Europe (STRADE), Eslava, N., 2018, Successful implementation of conflict mineral certification and due diligence schemes and the European Union's role: lessons learned for responsible mineral supply, [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.stradeproject.eu/fileadmin/user_upload/pdf/STRADE_Report_D4.19_Due_Diligence_Certification.pdf

[2] IMPACT, 2018, Bringing Responsible and Conflict-Free Gold from Artisanal Mines to International Markets – Just Gold, [Accessed 09.09.2019]. URL : https://impacttransform.org/wp-content/uploads/2018/04/IMPACT_Just-Gold_April-2018-EN-web.pdf

[2] USAID, 2015, Capacity building for responsible minerals trade (CBRMT), [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.land-links.org/wp-content/uploads/2015/06/USAID_Land_Tenure_CBRMT_Responsibly_Source_Artisanal_Gold_DRC.pdf

[2] USAID, 2015, Capacity building for responsible minerals trade (CBRMT), [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.land-links.org/wp-content/uploads/2015/06/USAID_Land_Tenure_CBRMT_Responsibly_Source_Artisanal_Gold_DRC.pdf

[2] Bundesanstalt für Geowissenschaften und Rohstoffe, 2019, Traceability in Artisanal Gold Supply Chains in the Democratic Republic of the Congo

[2] USAID, 2018, Advancingresponsible artisanal gold in the DRC: the Bwenge Buchiza pilot project, [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.tetratech.com/pdf/download?url=http://localhost%252fen%252fdocs%252fpd14%252d229%252dcbrmt%252dthe%252dbwenge%252dbuchiza%252dpilot%252dproject%252epdf

[2] USAID, 2018, Advancingresponsible artisanal gold in the DRC: the Bwenge Buchiza pilot project, [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.tetratech.com/pdf/download?url=http://localhost%252fen%252fdocs%252fpd14%252d229%252dcbrmt%252dthe%252dbwenge%252dbuchiza%252dpilot%252dproject%252epdf

[2] RAGS, 2018, Responsible artisanal gold solutions forum announces first conflict-free supply chain from DR Congo artisanal gold mine to retail in USA, [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.resolve.ngo/docs/ragsf-supply-chain-press-release-final-24-oct-2018.pdf

[2] RAGS, 2018, Responsible artisanal gold solutions forum announces first conflict-free supply chain from DR Congo artisanal gold mine to retail in USA, [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.resolve.ngo/docs/ragsf-supply-chain-press-release-final-24-oct-2018.pdf

[2] USAID, 2018, Capacity building for responsible minerals trade (CBRMT) – Quaterly Report – April/June 2018

[2] USAID, 2015, Capacity building for responsible minerals trade (CBRMT), [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.land-links.org/wp-content/uploads/2015/06/USAID_Land_Tenure_CBRMT_Responsibly_Source_Artisanal_Gold_DRC.pdf

[2] USAID, 2015, Capacity building for responsible minerals trade (CBRMT), [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.land-links.org/wp-content/uploads/2015/06/USAID_Land_Tenure_CBRMT_Responsibly_Source_Artisanal_Gold_DRC.pdf

[2] USAID, 2015, Capacity building for responsible minerals trade (CBRMT), [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.land-links.org/wp-content/uploads/2015/06/USAID_Land_Tenure_CBRMT_Responsibly_Source_Artisanal_Gold_DRC.pdf

[2] USAID, 2015, Capacity building for responsible minerals trade (CBRMT), [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.land-links.org/wp-content/uploads/2015/06/USAID_Land_Tenure_CBRMT_Responsibly_Source_Artisanal_Gold_DRC.pdf

[2] USAID, 2015, Capacity building for responsible minerals trade (CBRMT), [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.land-links.org/wp-content/uploads/2015/06/USAID_Land_Tenure_CBRMT_Responsibly_Source_Artisanal_Gold_DRC.pdf

[2] USAID, 2015, Capacity building for responsible minerals trade (CBRMT), [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.land-links.org/wp-content/uploads/2015/06/USAID_Land_Tenure_CBRMT_Responsibly_Source_Artisanal_Gold_DRC.pdf

[2] USAID, 2015, Capacity building for responsible minerals trade (CBRMT), [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.land-links.org/wp-content/uploads/2015/06/USAID_Land_Tenure_CBRMT_Responsibly_Source_Artisanal_Gold_DRC.pdf
[2] USAID, 2015, Capacity building for responsible minerals trade (CBRMT), [Accessed 09.09.2019]. URLhttps://www.land-links.org/wp-content/uploads/2015/06/USAID_Land_Tenure_CBRMT_Responsibly_Source_Artisanal_Gold_DRC.pdf
[2] USAID, 2015, Capacity building for responsible minerals trade (CBRMT), [Accessed 09.09.2019]. URL : https://www.land-links.org/wp-content/uploads/2015/06/USAID_Land_Tenure_CBRMT_Responsibly_Source_Artisanal_Gold_DRC.pdf